

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

# FÉVRIER

VERSION IMPRIMABLE  
PARTAGEABLE  
INTERDIT A LA VENTE

Léon Trotsky  
sur des récits de protagonistes  
traduit par Maurice Parjane

"Usine Putilov, Petrograd" (extrait)  
anonyme (février 1917) Domaine public

denis  
éditions artisanales



FÉVRIER



## AVANT PROPOS DE L'ÉDITRICE

Il est à noter que Léon Trotsky, lors de la Révolution de Février, est à New-York, après avoir été expulsé de France et d'Espagne. Quoi qu'il en soit sa relation de la Révolution de Février est extrêmement intéressante, car elle s'appuie sur les témoignages écrits des protagonistes, dont les *Mémoires* ont été publiées principalement en russe, et à ma connaissance jamais en français, c'est donc un ouvrage rare par sa densité historique que je vous propose. Je me suis permise aussi d'annoter le texte pour remettre en mémoire les différents acteurs de ce mois qui bouleversa le monde : "Février".

-ISABELLE-

## Cinq journées : du 23 au 27 février 1917

Le 23 février, c'était la "Journée internationale des Femmes". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette "Journée des femmes" pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le Comité du raïon<sup>1</sup>, essentiellement ouvrier de Vyborg, déconseillait toute grève. L'état d'esprit des masses d'après le témoignage de Kaïourov<sup>2</sup>, un des chefs ouvriers du raïon, était très tendu et chaque grève menaçait de tourner en affrontement ouvert. Mais comme le Comité estimait que le moment d'ouvrir les hostilités n'était pas encore venu – le parti n'étant pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant trop insuffisante – il avait donc décidé de ne point faire appel à la grève, mais de se préparer à l'action révolutionnaire pour une date indéterminée. Telle fut la ligne de conduite préconisée par le Comité à la veille du 23, et il semblait que tous l'eussent adoptée. Mais le lendemain matin, en dépit de toutes les directives, les ouvrières du textile quittèrent le travail dans plusieurs fabriques et envoyèrent des déléguées aux métallos pour leur demander de soutenir la grève. C'est "à contre-cœur", écrit Kaïourov, que les bolcheviks marchèrent, suivis par les ouvriers mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Mais du moment qu'il s'agissait d'une grève de masse, il fallait engager tout le monde à descendre dans la rue et prendre la tête du mouvement : telle fut la résolution que proposa Kaïourov, et le Comité de Vyborg se vit contraint de l'approuver. "L'idée d'une manifestation mû-

rissait depuis longtemps parmi les ouvriers, mais, à ce moment, personne ne se faisait encore une idée de ce qui en sortirait." Prenons bonne note de ce témoignage d'un participant, très important pour la compréhension du mécanisme des événements.

On croyait d'avance que, sans le moindre doute, en cas de manifestation, les troupes devraient sortir des casernes et seraient opposées aux ouvriers. Qu'allait-il se passer ? On est en temps de guerre, les autorités ne sont pas disposées à plaisanter. Mais, d'autre part, le soldat de la "réserve", en ces jours-là, n'est déjà plus celui que, jadis, l'on a connu dans les cadres de *l'active*. Est-il vraiment si redoutable ? A ce sujet, on raisonnait beaucoup dans les cercles révolutionnaires, mais plutôt abstrairement, car personne, absolument personne – on peut l'affirmer catégoriquement d'après tous les documents recueillis – ne pensait encore que la journée du 23 février marquerait le début d'une offensive décisive contre l'absolutisme. Il n'était question que d'une manifestation dont les perspectives restaient indéterminées et, en tout cas, fort limitées.

En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres – les travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes, fut ce jour-là d'environ 90 000. Les dispositions combatives se traduisirent en manifestations, meetings, affrontements avec la police. Le mouvement se développa d'abord dans le raïon de Vyborg, où se trouvent les grosses entreprises, et gagna ensuite le faubourg dit "de Petersbourg". Dans les autres parties de la ville, d'après les rapports de la Sûreté, il n'y eut ni grèves ni manifestations. Ce jour-là, les forces de police furent complétées par des détachements de troupes, apparemment peu nombreux, mais il ne se produisit pas d'affrontements. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale

<sup>1</sup> "Subdivision administrative de l'oblast de Léningrad, dans le nord-ouest de la Russie. Son centre administratif est la ville de Vyborg." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org))

<sup>2</sup> "Ouvrier serrurier, entré au Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1900, bolchévik à partir de 1903. Militant de base, il est connu notamment pour avoir écrit ses souvenirs de la révolution de Février, à laquelle il prend une part active à Saint-Petersbourg. Membre de l'opposition unifiée. Exclu en 1932. Arrêté en 1935, il meurt en détention en 1936." ([www.marxists.org](http://www.marxists.org))

pour réclamer du pain. Autant demander du lait à un bouc. Dans divers quartiers apparaissent des drapeaux rouges dont les inscriptions attestent que les travailleurs exigeaient du pain, mais ne voulaient plus de l'autocratie ni de la guerre. La "Journée des femmes" avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes. Mais de quoi elle était lourde, nul ne se doutait encore dans la soirée. Le lendemain, le mouvement, loin de s'apaiser, est doublement plus fort : environ la moitié des ouvriers industriels de Petrograd font grève le 24 février. Les travailleurs se présentent dès le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings, après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux quartiers, de nouveaux groupes de la population sont entraînés dans le mouvement. Le mot d'ordre "Du pain" est écarté ou couvert par d'autres formules : "A bas l'autocratie !" et "A bas la guerre !" Les manifestations continuent sur la Perspective Nevski<sup>3</sup> : d'abord des masses compactes d'ouvriers chantant des hymnes révolutionnaires ; puis une multitude disparate de citadins, des casquettes bleues d'étudiants. "Le public en promenade nous témoignait de la sympathie et, aux fenêtres de plusieurs hôpitaux, des soldats nous saluèrent en secouant en l'air ce qui leur tombait sous la main." Étaient-ils nombreux ceux qui comprenaient la portée de ces gestes de sympathie de soldats malades à l'adresse des manifestants ? Cependant, les Cosaques attaquaient la foule, quoique sans brutalité ; leurs chevaux étaient couverts d'écume<sup>4</sup> ; les manifestants se jetaient de côté et d'autre, puis reformaient des groupes serrés. Point de peur dans la multitude. Un bruit courait de bouche en bouche : "Les Cosaques ont promis de ne pas tirer." De toute évidence, les ouvriers avaient réussi à s'entendre avec un certain nombre de Cosaques. Un peu plus tard pourtant, des dragons survinrent, à moitié ivres, beuglant des

injures ; ils firent une percée dans la foule, frappant aux têtes à coups de lance. Les manifestants tinrent de toutes leurs forces, sans lâcher pied. "Ils ne tireront pas." Et, en effet, ils ne tirèrent pas.

Un sénateur libéral qui observa, dans les rues, des tramways immobilisés (mais cela ne se passait-il pas le lendemain ?), certains aux vitres cassées, quelques-uns couchés le long des rails, a évoqué les journées de juillet 1914, la veille de la guerre. "On croyait voir se renouveler la tentative de jadis." Le sénateur voyait juste, il y avait à coup sûr un lien de continuité : l'histoire ramassait les bouts du fil révolutionnaire cassé par la guerre et les renouait.

Durant toute cette journée, les foules populaires ne firent que circuler de quartier en quartier, violemment pourchassées par la police, contenues et refoulées par la cavalerie et par certains détachements d'infanterie. On criait "A bas la police !" mais, de plus en plus fréquemment, partaient des hourras à l'adresse des Cosaques. C'était significatif. La foule témoignait à la police une haine féroce. Les agents à cheval étaient accueillis par des sifflets, des pierres, des glaçons<sup>5</sup>. Toute différente fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats. Autour des casernes, auprès des sentinelles, des patrouilles et des cordons de barrage, des travailleurs et des travailleuses s'assemblaient, échangeant des paroles amicales avec la troupe. C'était une nouvelle étape due à la croissance de la grève et à la confrontation des ouvriers avec l'armée. Cette étape est inévitable dans toute révolution. Mais elle semble toujours inédite et, en effet, se présente chaque fois sous un nouvel aspect : ceux qui ont lu ou écrit à ce sujet ne se rendent pas compte de l'événement quand il se produit.

A la Douma d'Empire, on racontait, ce jour-là, qu'une formidable multitude de peuple couvrait toute la place Znamenskaïa, toute la Perspective Nevsky et toutes les rues avoisinantes, et que l'on constatait un phénomène absolument insolite : la foule, révolutionnaire, et non patriotique, acclamait les Cosaques et les régiments qui marchaient en musique.

<sup>3</sup> "Boulevard de près de cinq kilomètres de longueur qui parcourt en ligne droite, sauf une très légère inflexion, des quartiers de tous les aspects, jusqu'au couvent de Saint-Alexandre Nevski" (Charles-Louis Vogel, *L'Europe orientale, depuis le traité de Berlin*, page 255, C. Reinwald lib.-éd. Paris 1881).

<sup>4</sup> "Bave de certains animaux. Chevaux couverts d'écume." (Émile Littré, *Dictionnaire de la langue française*, tome II, page 1299, Hachette Lib. Paris 1874).

<sup>5</sup> N'oublions pas que nous sommes en Russie, à Saint-Petersbourg, à l'hiver 1916-1917 et que les températures moyennes sont comprises entre -11°C et -4°C (avec une amplitude de -33°C à 4°C). NdE

Comme un député demandait ce que cela signifiait, un passant, le premier venu, lui répondit : “Un policier a frappé une femme de sa nagaïka<sup>6</sup> ; les Cosaques s’en sont mêlés et ont chassé la police.” Il se peut que les choses ne se soient pas passées ainsi, personne ne serait en mesure de vérifier. Mais la foule croyait que c’était bien ça, que la chose était possible. Croyance qui ne tombait pas du ciel, mais qui venait d’une expérience déjà faite et qui, par conséquent, devait être un gage de victoire.

Les ouvriers de l’usine Erikson, qui compte parmi les plus modernes du raïon de Vyborg, après s’être assemblés le matin, s’avancèrent en masse, au nombre de 2 500 hommes, sur la Perspective Sampsonovsky<sup>7</sup>, et, dans un passage étroit, tombèrent sur des Cosaques. Poussant leurs chevaux, les officiers fendirent les premiers la foule. Derrière eux, sur toute la largeur de la chaussée, trottaient les Cosaques. Moment décisif ! Mais les cavaliers passèrent prudemment, en longue file, par le couloir que venaient de leur ouvrir leurs officiers. “Certains d’entre eux souriaient, écrit Kaïourov, et l’un d’eux cligna de l’œil, en copain, du côté des ouvriers”. Il signifiait quelque chose, ce clin d’œil ! Les ouvriers s’étaient enhardis, dans un esprit de sympathie et non d’hostilité à l’égard des Cosaques qu’ils avaient légèrement contaminés. L’homme qui avait cligné de l’œil eut des imitateurs. En dépit des nouvelles tentatives des officiers, les Cosaques, sans contrevenir ouvertement à la discipline, ne pourchassèrent pas la foule avec trop d’insistance et passèrent seulement à travers elle. Ainsi en fut-il trois ou quatre fois et les deux partis opposés s’en trouvèrent encore rapprochés. Les Cosaques se mirent à répondre individuellement aux questions des ouvriers et même eurent avec eux de brefs entretiens. De la discipline, il ne restait que les apparences les plus minces, les plus ténues, avec le danger d’un déchirement imminent. Les officiers se hâtèrent d’éloigner leurs troupes de la foule et, renonçant à l’idée

de disperser les ouvriers, disposèrent leurs troupes en barrage d’une rue pour empêcher les manifestants de gagner le centre. Et ce fut peine perdue : postés et montant la garde en tout bien tout honneur, les Cosaques ne s’opposèrent cependant pas aux “plongeons” que faisaient les ouvriers entre les jambes des chevaux. La révolution ne choisit pas ses voies à son gré : au début de sa marche à la victoire, elle passait sous le ventre d’un cheval cosaque. Épisode remarquable ! Remarquable aussi le coup d’œil du narrateur qui a fixé toutes ces péripéties. Rien d’étonnant, le conteur était un dirigeant, il avait derrière lui plus de deux mille hommes : l’œil du chef qui se tient en garde contre les nagaïkas ou les balles de l’ennemi, est acéré.

Le revirement d’opinion dans l’armée semble s’être manifesté d’abord chez les Cosaques, perpétuels fauteurs de répression et d’expéditions punitives. Cela ne signifie pourtant pas que les Cosaques aient été plus révolutionnaires que les autres. Au contraire, ces solides propriétaires, montés sur leurs propres chevaux, jaloux des particularités de leur caste, traitant avec un certain dédain les simples paysans, défiant à l’égard des ouvriers, étaient fort pénétrés d’esprit conservateur. Mais c’est précisément à ce titre que les changements provoqués par la guerre semblaient chez eux plus vivement accusés. Et, en outre, n’était-ce pas précisément eux que l’on tiraillait en tous sens, les envoyant constamment en expédition, les jetant contre le peuple, les énervant, et qui, les premiers, furent mis à l’épreuve ? Ils en avaient “marre”, ils voulaient rentrer dans leurs foyers et clignaient de l’œil : “Faites donc à votre aise, si vous en êtes capables ; nous ne vous gênerons pas.” Cependant, il n’y avait encore là que des symptômes, d’ailleurs très significatifs. L’armée est encore l’armée, liée par la discipline, et les fils conducteurs se trouvent encore aux mains de la monarchie. Les masses ouvrières sont dépourvues d’armes. Leurs dirigeants ne songent même pas encore à un dénouement décisif.

Ce jour-là, en conseil des ministres, l’ordre du jour comportait, entre autres questions, celle des troubles dans la capitale. La grève ? Des manifestations ? On en avait vu d’autres... Tout est prévu, des ordres sont donnés. On

<sup>6</sup> “Terrible fouet cosaque à manche court et à lanière épaisse de cuir brut” (Joseph Kessel, *La nagaïka : trois récits*, page 32, René Julliard éd. Paris 1951).

<sup>7</sup> “Principale artère du quartier de Vyborg” (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe - Les journées de juillet, la préparation et le début*, [www.marxists.org](http://www.marxists.org)).

passe simplement à l'expédition des affaires courantes.

Mais quels étaient donc les ordres donnés ? Bien que, dans les journées du 23 et du 24, vingt-huit policiers eussent été assommés — séduisante exactitude de la statistique ! — le général Khabalov, chef de la région militaire de Petrograd, investi de pouvoirs presque dictatoriaux, ne recourait pas encore à la fusillade. Non certes par bonté d'âme ! Mais tout avait été prévu et prémedité ; les coups de fusil partiraient à leur heure.

Il n'y eut dans la révolution d'inattendu que le moment où elle se déclencha. En somme, les deux pôles contraires, celui des révolutionnaires et celui du gouvernement, s'étaient soigneusement préparés depuis des années, depuis toujours. Pour ce qui est des bolcheviks, toute leur activité depuis 1905 avait uniquement consisté en ces préparatifs. Mais l'œuvre du gouvernement avait été, elle aussi, en très grande partie, de machiner d'avance l'écrasement de la deuxième révolution qui s'annonçait. Dans ce domaine, le travail du gouvernement prit, à dater de l'automne 1916, un caractère particulièrement méthodique. Une commission présidée par Khabalov avait achevé, vers le milieu de janvier 1917, l'élaboration minutieuse d'un plan pour écraser la nouvelle insurrection. La capitale avait été divisée en six secteurs administrés par des "maîtres de police" et subdivisés en quartiers. A la tête de toutes les forces armées, l'on avait placé le général Tchébykine, commandant en chef des réserves de la Garde. Les régiments furent répartis dans les quartiers. Dans chacun des six principaux secteurs, la police, la gendarmerie et l'armée étaient groupées sous le commandement d'officiers d'état-major spécialement désignés. La cavalerie cosaque restait à la disposition de Tchébykine en personne, pour les opérations de plus grande envergure. La méthode de répression était ordonnée de la façon suivante : on ferait d'abord marcher la police ; ensuite, on lancerait les Cosaques avec leurs nagaïkas ; enfin, à toute extrémité, l'on mettrait en ligne les troupes avec leurs fusils et des mitrailleuses. Ce fut précisément ce plan, application élargie de l'expérience de 1905, qui fut mis en œuvre en février. Le malheur n'était pas dans un défaut de prévoyance, ni dans une conception vicieuse, mais dans le matériel

humain. C'est par là que l'arme devait se trouver enrayerée.

Formellement, le plan comptait sur l'ensemble de la garnison qui s'élevait à cent cinquante mille hommes ; mais, en réalité, l'on envisageait tout au plus l'emploi d'une dizaine de milliers d'hommes ; indépendamment des agents de police qui étaient au nombre de trois mille cinq cents, le plus ferme espoir portait sur les élèves sous-officiers. Cela s'explique par la composition même de la garnison à cette date : elle était formée presque exclusivement de réservistes, avant tout de quatorze bataillons de réserve, rattachés aux régiments de la Garde qui se trouvaient sur le front. En outre, la garnison comprenait : un régiment d'infanterie de réserve, un bataillon de réserve d'automobiles, une division de réserve d'autos blindées, de peu nombreux contingents de sapeurs et d'artilleurs et deux régiments de Cosaques du Don. C'était beaucoup, c'était même trop. Les effectifs de la réserve, trop copieux, consistaient en une masse humaine à peine formée ou bien déjà dégagée de formation. Au surplus, toute l'armée n'était-elle pas de même composition ?

Khabalov s'en tenait soigneusement au plan qu'il avait élaboré. Le premier jour, le 23, la police seule entra en ligne. Le 24, on fit avancer dans les rues surtout de la cavalerie, mais seulement armée de nagaïkas et de lances. On ne pensait utiliser l'infanterie et ouvrir le feu que d'après la tournure des événements. Or les événements ne se firent pas attendre.

Le 25, la grève prit une nouvelle ampleur. D'après les données officielles, elle englobait 240 000 ouvriers. Des éléments nouveaux s'engagent à la suite de l'avant-garde, un bon nombre de petites entreprises arrêtent le travail, les tramways ne marchent plus, les maisons de commerce restent fermées. Dans le courant de la journée, les étudiants de l'enseignement supérieur se joignent au mouvement. Vers midi, c'est par dizaines de mille que la foule s'amasse autour de la cathédrale de Kazan et dans les rues avoisinantes. On essaie d'organiser des meetings à ciel ouvert, il se produit des conflits avec la police. Devant la statue d'Alexandre III, des hommes prennent la parole. La police montée ouvre la fusillade. Un orateur tombe blessé. Des coups de feu partent de la foule : un commissaire de

police est tué, un maître de police blessé ainsi que plusieurs de ses agents. On lance sur les gendarmes des bouteilles, des pétards, des grenades. La guerre a donné de bonnes leçons dans cet art. Les soldats font preuve de passivité et parfois d'hostilité à l'égard de la police. On se répète avec émotion dans la foule que les policiers, quand ils ont commencé à tirer sur le peuple aux alentours de la statue d'Alexandre III, ont essuyé le feu de salve des Cosaques : les "pharaons" à cheval (ainsi appelaient-on les agents de police) ont été forcés de se sauver au galop. Ce n'était vraisemblablement pas une légende répandue à dessein d'affermir les courages, car le même épisode, quoique relaté diversement, a été certifié de divers côtés.

Un des authentiques meneurs en ces journées, l'ouvrier bolchevik Kaïourov, raconte que les manifestants s'étaient tous enfuis, en certains points, sous les coups de nagaïka de la police à cheval, en présence d'un peloton de Cosaques ; alors lui, Kaïourov, et quelques autres ouvriers qui n'avaient pas suivi les fuyards se décoiffèrent, s'approchèrent des Cosaques, le bonnet à la main : "Frères Cosaques, venez au secours des ouvriers dans leur lutte pour de pacifiques revendications ! Vous voyez comment nous traitent, nous, ouvriers affamés, ces pharaons. Aidez-nous !" Ce ton consciemment obséquieux, ces bonnets que l'on tient à la main, quel juste calcul psychologique, quel geste inimitable ! Toute l'histoire des combats de rues et des victoires révolutionnaires fourmille de pareilles improvisations. Mais elles se perdent d'ordinaire dans le gouffre des grands événements, et les historiens ne ramassent qu'un tégument<sup>8</sup> de lieux communs. "Les Cosaques échangèrent entre eux des coups d'œil singuliers, dit encore Kaïourov, et nous n'avions pas eu le temps de nous éloigner qu'ils sejetaient en plein dans la mêlée." Quelques minutes plus tard, devant le perron de la gare, la foule portait en triomphe un Cosaque qui venait de sabrer un commissaire de police.

Les pharaons disparurent bientôt, autrement dit n'agirent plus qu'en catimini. Mais des soldats se montrèrent, baïonnette en avant. Des ouvriers les interpellent avec angoisse :

"Camarades, vous venez aider la police ?" En réponse, grossièrement : "Circulez !" Nouvelle tentative pour entrer en pourparlers ; même résultat. Les soldats sont moroses, rongés par une même pensée, et tolèrent mal qu'on les atteigne au cœur même de leur anxiété.

Entre temps, le mot d'ordre général est qu'il faut désarmer les pharaons. La police est l'ennemi farouche, inexorable, haï et haineux. Il ne peut être question de se la concilier. On assomme ses gens ou bien on les tue. Mais il en est tout autrement pour les troupes ; la foule s'applique de toutes manières à éviter des conflits avec l'armée ; elle cherche, au contraire, les moyens de conquérir les soldats, de les convaincre, de les attirer, de se les fédérer, de les faire siens. Malgré les bruits favorables – peut-être légèrement exagérés – qui ont couru sur la conduite des Cosaques, la foule considère encore la cavalerie avec une certaine inquiétude. Un cavalier domine de haut la foule ; entre sa mentalité et celle du manifestant, il y a les quatre jambes du cheval. Un personnage que l'on est obligé de regarder de bas en haut semble toujours plus considérable et plus redoutable. Avec l'infanterie, on se trouve de plain-pied sur la chaussée, elle est plus proche, plus accessible. La masse s'efforce d'aborder le fantassin, de le dévisager franchement, de lui insuffler ses brûlantes haleines. Dans ces rencontres entre soldats et ouvriers, les travailleuses jouent un rôle important. Plus hardiment que les hommes, elles s'avancent vers les rangs de la troupe, s'agrippent aux fusils, supplient et commandent presque : "Enlevez vos baïonnettes, joignez-vous à nous !" Les soldats s'émeuvent, se sentent tout penauds, s'entre-regardent avec anxiété, hésitent encore ; l'un d'eux, enfin, se décide avant les autres et les baïonnettes se relèvent dans un mouvement de repentir au-dessus des épaules des assaillants, le barrage s'ouvre, l'air retentit de hourras joyeux et reconnaissants, les soldats sont entourés, de toutes parts s'élèvent des discussions, des reproches, des appels ; la révolution fait un pas de plus.

Du G.Q.G., Nicolas avait télégraphié à Khabalov de mettre fin aux désordres "dès demain". La volonté du tsar concordait avec la seconde partie du plan de Khabalov ; la dépêche ne donnait donc qu'une impulsion sup-

<sup>8</sup> "Tout ce qui sert à couvrir, à envelopper" (Émile Littré, *Dictionnaire de la langue française*, tome IV, page 2159, Hachette Lib. Paris 1874).

plémentaire. Dès le lendemain la troupe devra parler. N'est-il pas trop tard ? On ne saurait le dire encore. La question est posée, mais loin d'être résolue. La condescendance des cosaques, les flottements de certains barrages d'infanterie ne sont que des épisodes pleins de promesses, auxquels la rue en éveil donne le retentissement de milliers d'échos. C'en est assez pour exalter la foule révolutionnaire, mais trop peu pour la victoire. D'autant plus que se sont produits des incidents d'un caractère tout contraire. Dans l'après-midi, un peloton des dragons, soi-disant en réplique à des coups de revolver partis de la foule, a pour la première fois ouvert le feu sur les manifestants, devant les Galeries du Commerce (Gostiny Dvor) : d'après le rapport de Khabalov au G.Q.G., il y eut trois tués et dix blessés. Sérieux avertissement ! En même temps, Khabalov menace d'expédier au front tous les ouvriers mobilisables qui n'auraient pas repris leur travail avant le 28. L'ultimatum du général donnait donc un délai de trois jours : c'était plus qu'il n'en fallait à la révolution pour renverser Khabalov et la monarchie par-dessus le marché. Mais l'on ne devait s'en rendre compte qu'après la victoire. Et le soir du 25, personne ne savait encore de quoi était gros le lendemain.

Essayons de nous représenter plus clairement la logique interne du mouvement. Sous le drapeau de la "Journée des Femmes", le 23 février, se déclencha une insurrection longtemps mûrie, longtemps contenue, des masses ouvrières de Petrograd. La première phase fut la grève. En trois jours, elle s'étendit au point de devenir pratiquement générale. Ce seul fait suffisait déjà à donner de l'assurance à la masse et à la pousser en avant. La grève, prenant un caractère de plus en plus offensif, accentué, se combina avec des manifestations qui mirent en présence les foules révolutionnaires et les troupes. Le problème était porté, dans son ensemble, sur un plan supérieur où il devait se résoudre par la force armée. Ces premières journées furent marquées par des succès partiels, symptomatiques plutôt qu'effectifs.

Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est

dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

Les trois premières journées se signalaient par une montée et une aggravation constantes de la lutte. Mais c'est précisément pour cette raison que le mouvement parvint à un niveau où des succès symptomatiques devenaient insuffisants. Toute la masse en activité était descendue dans la rue. Elle tint tête à la police avec de bons résultats et sans trop de difficultés. Les troupes, dans les deux dernières de ces trois journées, se trouvèrent déjà engagées dans les événements : le deuxième jour, la cavalerie seule avait marché ; le troisième jour, l'infanterie. Elles refoulaient, formaient des barrages, parfois laissaient faire, mais elles ne recoururent presque pas aux armes à feu. L'autorité supérieure ne se hâtait pas de modifier son plan, sous-estimant en partie l'importance des événements (cette illusion d'optique de la réaction était complétée par l'erreur parallèle des dirigeants de la révolution) et, dans une certaine mesure, n'ayant pas confiance en son armée. Mais, justement, le troisième jour, en raison du développement de la lutte comme par suite de l'ordre du tsar, le gouvernement se vit forcé de mettre en ligne les troupes, et pour de bon. Les ouvriers, surtout leur élite, avaient compris, d'autant plus que, la veille, les dragons avaient tiré. Dès lors, la question était posée des deux côtés dans toute son ampleur.

La nuit du 25 au 26, dans différents quartiers, une centaine de militants révolutionnaires furent arrêtés, dont cinq membres du Comité des bolcheviks de Petrograd. Cela marquait aussi que le gouvernement prenait l'offensive. Qu'allait-il donc se passer dans la journée ? Quel serait le réveil des ouvriers après les fusillades du jour précédent ? Et – problème essentiel – que diraient les troupes ? L'aube du 26 fut toute brumeuse d'incertitudes et de vives anxiétés.

Le Comité de Petrograd ayant été arrêté, la conduite des opérations en ville est transmise au raïon de Vyborg. Peut-être est-ce pour le mieux. La haute direction du parti atermoie désespérément. C'est seulement le matin du

25 que le bureau du Comité central des bolcheviks décida enfin de publier un tract faisant appel à la grève générale dans toute la Russie. Au moment où cette feuille sortit – si toutefois elle sortit – la grève générale, à Petrograd, tournait déjà toute en insurrection armée. La direction observe de son haut, hésite, tarde, c'est-à-dire ne dirige pas. Elle est à la remorque du mouvement.

Plus on se rapproche des usines, plus on découvre de résolution. Cependant, aujourd'hui, le 26, l'alarme gagne les districts. Faméliques, fourbus, grelottants, sous le fardeau d'une énorme responsabilité historique, les meneurs de Vyborg tenaient des conciliabules, hors la ville, dans des potagers, échangeant leurs impressions, essayant d'établir ensemble un itinéraire. Lequel ?... Celui d'une nouvelle manifestation ? Mais à quoi mènerait une démonstration de gens désarmés si le gouvernement avait décidé d'aller jusqu'au bout ? Question qui torture les consciences. "On eût dit seulement que l'insurrection allait être liquidée." Ainsi s'exprime une voix déjà connue, celle de Kaïourov, et, de prime abord, cette voix, semble-t-il, n'est pas la sienne. Le baromètre était donc tombé bien bas avant la tempête.

En des heures où les hésitations touchent même les révolutionnaires les plus proches des masses, le mouvement est allé, en fait, beaucoup plus loin que ne l'imaginent les participants. La veille encore, le soir du 25, les quartiers de Vyborg se trouvèrent totalement en la possession des insurgés. Les commissariats de police furent saccagés, des agents furent massacrés ; la plupart des autres s'éclipsèrent. Le centre préfectoral du secteur (gradonatchalstvo) eut ses communications coupées avec la plus grande partie de la capitale. Le matin du 26, il s'avéra que non seulement ce secteur, mais les quartiers de Peski, presque jusqu'à la Perspective Liteïny, étaient au pouvoir des rebelles. C'est du moins ainsi que des rapports de police ont décrit la situation. En un certain sens, c'était exact, bien que, fort probablement, les insurgés ne s'en rendissent pas tout à fait compte : il est hors de doute qu'en bien des cas la police déserta ses tanières avant même de se trouver sous la menace de l'offensive ouvrière. Mais, indépendamment du fait, l'évacuation des quartiers industriels par la police ne pouvait avoir,

aux yeux des travailleurs, une signification décisive, car les troupes n'avaient pas encore dit leur dernier mot. L'insurrection "va être liquidée", pensèrent des braves entre les braves. Or, elle se développait seulement.

Le 26 février était un dimanche ; les usines restèrent fermées, et, par suite, il fut impossible de calculer dès le matin, d'après l'ampleur de la grève, la force de la poussée des masses. En outre, les ouvriers ne purent se réunir, comme ils l'avaient fait les jours précédents, dans leurs établissements, et il était plus difficile de manifester. La Perspective Nevsky fut calme dans la matinée. C'est alors que la tsarine télégraphiait au tsar : "Le calme règne en ville." Mais cette tranquillité ne dure pas longtemps. Peu à peu, les ouvriers opèrent leur concentration et, de tous les faubourgs, convergent vers le centre. On les empêche de passer les ponts. Ils déferlent sur la glace ; car, en février, toute la Néva est un pont de glace. Il ne suffit pas de tirer sur une foule qui traverse un fleuve gelé pour la retenir. La ville a totalement changé d'aspect. Partout des patrouilles, des barrages, des reconnaissances de cavalerie. Les artères qui mènent à la Perspective Nevsky sont particulièrement bien gardées. Fréquemment éclatent des salves, partant de postes en embuscade. Le nombre des tués et des blessés augmente. Des voitures d'ambulance circulent en divers sens. D'où tire-t-on ? Qui tire ? Il n'est pas toujours possible de s'en rendre compte. Sans aucun doute, la police, durement corrigée, a résolu de ne plus s'exposer. Elle tire par les fenêtres, les balcons, de derrière des colonnes, du haut des greniers. Des hypothèses sont faites qui deviennent facilement des légendes. On raconte que, pour terrifier les manifestants, beaucoup de soldats ont été revêtus de l'uniforme de la police. On raconte que Protopopov<sup>9</sup> a fait établir de nombreux postes de mitrailleuses sur les toits. La Commission d'enquête qui fut instituée après la révolution ne trouva pas trace de ces postes. La preuve n'est pourtant pas acquise qu'ils n'aient pas existé. Cependant, ce jour-là, la police passe à l'arrière-plan. C'est l'armée qui, définitivement, entre en action. Les soldats ont reçu

---

<sup>9</sup> "Alexandre Protopopov, dernier ministre de l'Intérieur de l'Empire russe de 1916 à 1917. Arrêté après le 16 mars sur ordre d'Alexandre Kerensky et exécuté le 27 octobre 1918." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

l'ordre rigoureux de tirer, et ils tirent, principalement ceux qui appartiennent à des écoles de sous-officiers. D'après les données officielles, il y eut, ce jour-là, environ quarante morts et autant de blessés, sans compter ceux que la foule put emmener ou emporter. La lutte aboutit à sa phase décisive. La masse vait-elle refluer, sous les balles, vers ses faubourgs ? Non, elle ne reflue pas. Elle veut gagner la partie.

La ville des fonctionnaires, des bourgeois, des libéraux, Petersbourg, est dans l'épouvante. Le président de la Douma d'Empire, Rodzianko, réclamait, ce jour-là, l'envoi de troupes sûres du front ; ensuite il "changea d'idée" et conseilla au ministre de la Guerre, Béliaev, d'employer contre la foule non des fusils, mais les lances des pompiers, de l'eau froide... Béliaev, après avoir consulté le général Khabalov, répondit que les douches d'eau froide avaient un effet contraire, "précisément parce qu'elles sont un excitant". Tels étaient les entretiens que menaient les libéraux avec les hauts dignitaires et les policiers, sur les avantages relatifs de la douche froide ou chaude pour mater un peuple insurgé. Les rapports de police, ce jour-là, prouvent que les lances des pompiers ne suffisent pas : "Au cours des troubles, on a observé, d'une façon générale, une attitude extrêmement provocante des rassemblements d'émeutiers à l'égard des détachements de troupes, sur lesquels la foule répondait aux sommations en lançant des pierres et des glaçons détachés de la chaussée. Lorsque la troupe tirait en l'air, en manière d'avertissement, la foule, au lieu de se disperser, a répliqué aux salves par des rires. C'est seulement en tirant à balles dans le tas que l'on a réussi à disloquer les rassemblements : encore les participants se cachaient-ils, pour la plupart, dans les cours des maisons voisines et, dès que la fusillade avait cessé, ressortaient dans la rue." Ce compte-rendu de police témoigne de l'extrême élévation de température des masses. A vrai dire, il est peu probable que la foule ait commencé la première à bombarder de pierres et de glaçons les soldats, même les contingents des écoles de sous-officiers : il y a là une trop grande contradiction avec la psychologie des insurgés et leur sage tactique à l'égard de l'armée. Pour mieux justifier des massacres de masses, les couleurs données au rapport et leur dispo-

sition ne sont pas tout à fait celles qui convenaient. Cependant, l'essentiel s'y trouve exactement représenté, et avec une vivacité remarquable : la masse ne veut plus battre en retraite, elle résiste avec une fureur optimiste et tient la rue même après avoir essuyé des salves meurtrières ; elle s'accroche non plus à la vie, mais au pavé, aux pierres, aux glaçons. La foule n'est pas simplement exaspérée, elle est intrépide. C'est qu'en dépit des fusillades, elle ne perd pas confiance dans la troupe. Elle compte sur la victoire et veut l'obtenir coûte que coûte.

La pression exercée par les ouvriers sur l'armée s'accentue, contrecarrant l'action des autorités sur les forces militaires. La garnison de Petrograd devient définitivement le point de mire des événements. La période d'expectative, qui dura presque trois jours, pendant lesquels la grande majorité de la garnison put encore garder une neutralité amicale à l'égard des insurgés, touchait à sa fin. "Tirez sur l'ennemi !" commande la monarchie. "Ne tirez pas sur vos frères et sœurs !" crient les ouvriers et les ouvrières. Et pas seulement cela : "Marchez avec nous !" Ainsi, dans les rues, sur les places, devant les ponts, aux portes des casernes, se déroula une lutte incessante, tantôt dramatique, tantôt imperceptible, mais toujours acharnée, pour la conquête du soldat. Dans cette lutte, dans ces violentes prises de contact entre les travailleurs, les travailleuses et les soldats, sous les continues détonations des fusils et des mitrailleuses, se décidaient les destins du pouvoir, de la guerre et du pays.

Les fusillades dirigées sur les manifestants augmentent l'incertitude des meneurs. L'ampleur même du mouvement commence à leur sembler périlleuse. Même à la séance du Comité de Vyborg, le soir du 26, c'est-à-dire douze heures avant la victoire, certains en vinrent à demander s'il n'était pas temps de mettre fin à la grève. Le fait peut sembler surprenant. Mais on doit comprendre qu'une victoire se constate plus facilement le lendemain que la veille. Au surplus, les états d'âme se modifient souvent en répercussion des événements et des nouvelles reçues. A la prostration succède bien vite un nouvel entrain. Les Kaïourov et les Tchougourine ont du courage en suffisance, mais, par moments, ce qui les pince au cœur, c'est le sentiment de leur res-

ponsabilité devant la masse. Il y a moins d'hésitation dans les rangs ouvriers. Sur leurs dispositions d'alors, on possède un rapport adressé à l'autorité supérieure par un agent bien renseigné de la Sûreté, Chourkanov, qui joua un rôle important dans l'organisation bolcheviste : "Étant donné que les troupes n'ont point fait obstacle à la foule – écrivait le provocateur – que même, dans certains cas, elles ont pris des mesures pour paralyser les initiatives de la police, les masses se sont senties assurées de leur impunité, et, actuellement, après deux jours de libres allées et venues dans la rue, alors que les cercles révolutionnaires ont lancé des mots d'ordre comme *A bas la guerre !* et *A bas l'autocratie !* Le peuple s'est persuadé que la révolution était commencée, que le succès était assuré aux masses, que le pouvoir serait incapable de réprimer le mouvement, vu que les troupes se rangent du côté des révoltés et que leur victoire décisive est proche, vu que l'armée, aujourd'hui ou demain, prendra ouvertement le parti des forces révolutionnaires et qu'alors le mouvement, loin de s'apaiser, s'accroîtra constamment, jusqu'à une complète victoire et à un renversement du régime." Appréciation d'une concision et d'une luminosité remarquables ! Ce rapport est un document historique de la plus grande valeur. Cela ne devait pas empêcher, bien entendu, les ouvriers, après la victoire, de fusiller l'auteur.

Les provocateurs, dont le nombre était formidable, surtout à Petrograd, redoutent, plus que personne, la victoire de la révolution. Ils mènent leur politique : dans les conférences des bolcheviks, Chourkanov se prononce pour les mesures les plus extrêmes ; dans ses rapports à la Sûreté, il suggère la nécessité de faire résolument usage des armes. Peut-être Chourkanov s'efforça-t-il, à cette fin, d'exagérer même l'assurance des ouvriers dans leur offensive. Mais, dans l'essentiel, il avait raison : les événements devaient bientôt justifier son estimation.

On hésitait et conjecturait dans les sphères supérieures des deux camps, car aucun ne pouvait, a priori, mesurer le rapport des forces. Les indices extérieurs avaient définitivement cessé de servir de mesure : un des principaux traits d'une crise révolutionnaire consiste, en effet, en un violent contraste entre la conscience et les anciennes formes

des rapports sociaux. Les nouvelles proportions des forces gâtaient mystérieusement dans la conscience des ouvriers et des soldats. Mais, précisément, le passage du gouvernement à une offensive appelée et précédée par celle des masses révolutionnaires transforma le nouveau rapport de forces de potentiel en effectif. L'ouvrier dévisageait le soldat bien en face, avidement et impérieusement ; et celui-ci, inquiet, décontenancé, détournait son regard ; ce qui marquait que le soldat n'était déjà plus bien sûr de lui. L'ouvrier s'avancait plus hardiment vers le soldat. Le troupiers morose, mais non point hostile, plutôt repentant, se défendait par le silence et parfois de plus en plus souvent – répliquait d'un ton de sévérité affectée pour dissimuler l'angoisse dont battait son cœur. C'est ainsi que s'accomplissait la brisure. Le soldat se dépouillait évidemment de l'esprit soldatesque. Et encore, en ce cas, ne se reconnaissait-il pas tout de suite lui-même. Les chefs disaient que le soldat était enivré par la révolution ; il semblait au soldat qu'au contraire il reprenait ses sens après l'opium de la caserne. Ainsi se prépara la journée décisive : le 27 février.

Pourtant, la veille encore, un fait s'était produit qui, pour être épisodique, ne donne pas moins une nouvelle couleur à tous les événements du 26 février : vers le soir se mutina la 4<sup>ème</sup> compagnie du régiment Pavlovsky, gardes du corps de sa majesté. Dans le rapport écrit d'un commissaire de police, la cause de cette révolte est indiquée, en termes tout à fait catégoriques : "C'est un mouvement d'indignation à l'égard des élèves sous-officiers du même régiment qui, se trouvant de service sur la Perspective Nevsky, ont tiré sur la foule." Par qui la 4<sup>ème</sup> compagnie fut-elle informée ? Sur ce point nous renseigne un témoignage conservé par hasard. Vers deux heures de l'après-midi, un petit groupe d'ouvriers accourut aux casernes du régiment Pavlovsky ; en paroles entrecoupées, ils faisaient part de la fusillade sur la Nevsky. "Dites aux camarades que les vôtres aussi tirent sur nous ; nous avons vu sur la Perspective des soldats qui ont votre uniforme !" Le reproche était cinglant, l'appel ardent. "Tous étaient accablés et livides." Le grain ne tomba point sur de la pierre. Vers six heures, la 4<sup>ème</sup> compagnie quitta de son propre gré les casernes, sous le commandement d'un sous-officier –

lequel ? Son nom s'est perdu sans laisser de traces, parmi des centaines et des milliers d'autres noms héroïques – et se dirigea vers la Nevsky pour relever les élèves sous-officiers du régiment. Ce n'était point une mutinerie à propos de viande avariée<sup>10</sup> ; c'était un acte de haute initiative révolutionnaire. En chemin, la 4<sup>ème</sup> compagnie eut une escarmouche avec une patrouille de police montée, tira, tua un agent et un cheval, blessa un autre policier et un autre cheval. L'itinéraire que suivirent ensuite les "pavlovtsy", dans la cohue, n'a pas été reconstitué. Ils regagnèrent leurs casernes et soulevèrent le régiment tout entier. Mais les armes avaient été cachées ; d'après certaines données, les mutins se seraient pourtant emparés de trente fusils. Bientôt, ils furent cernés par le régiment Préobrajensky ; dix-neuf des "pavlovtsy" furent arrêtés et écrasés à la forteresse ; les autres se rendirent. D'après d'autres informations, vingt et un soldats manquèrent, ce soir-là, à l'appel, avec leurs fusils. Dangereuse "fuite". Ces vingt et un soldats allaient toute la nuit se chercher des alliés, des défenseurs. Il n'y avait que la victoire de la révolution qui pût les sauver. Les ouvriers apprendraient d'eux, à coup sûr, ce qui s'était passé. Ce n'est pas un mauvais présage pour les batailles du lendemain.

Nabokov<sup>11</sup>, un des leaders libéraux les plus en vue et dont les véridiques *Mémoires* semblent être parfois le journal intime de son parti et de sa classe, rentrait à pied d'une soirée passée chez des amis, vers une heure du matin, par des rues sombres et anxiuses ; il revenait "alarmé et plein de sombres pressentiments". Il se peut qu'il ait rencontré à quelque carrefour un des déserteurs du régiment Pavlovsky. Tous deux se hâtèrent de s'écartez : ils n'avaient rien à se dire. Dans les quartiers ouvriers et dans les casernes, certains veillaient ou se consultaient, d'autres, plongés dans un demi-sommeil de bivouac, rêvaient fiévreusement au lendemain. Par là le déserteur "pavlovets" trouvait un asile.

<sup>10</sup> Évocation de la mutinerie du cuirassé Potemkine le 27 juin 1905. *NdE*

<sup>11</sup> "Vladimir Dmitrievitch Nabokov, professeur de droit, libéral, un des fondateurs du Parti constitutionnel démocratique ; père de l'écrivain Vladimir Nabokov. L'un des deux juristes chargés de rédiger l'acte d'abdication de Michel Alexandrovitch de Russie, dont la signature marque la fin de l'Empire russe. Assassiné à Berlin en mars 1922." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

Combien indigentes les notes prises sur les combats de masses en février, même comparées aux comptes rendus peu remplis qui ont été donnée des batailles d'Octobre. En octobre, les insurgés furent quotidiennement sous la direction du parti, dont les articles, les manifestes, les procès-verbaux représentent au moins la continuité extérieure de la lutte. Il n'en fut pas de même en Février. D'en haut, les masses n'étaient presque pas dirigées. Les journaux se taisaient, la grève étant toute-puissante. Les masses, sans regarder derrière elles, faisaient elles-mêmes leur propre histoire. Reconstituer un vivant tableau des événements qui se sont produits dans la rue est presque inconcevable. On doit être heureux si l'on réussit à en retrouver la succession générale et la logique interne.

Le gouvernement, qui n'avait pas encore lâché l'appareil du pouvoir, considérait l'ensemble des événements d'une façon même plus pessimiste que les partis de gauche qui, pourtant, nous le savons, étaient moins que tous autres à la hauteur. Après les fusillades "réussies" du 26, les ministres se sentirent un moment réconfortés. A l'aube du 27, Protopopov affirmait, dans un communiqué rassurant, que, d'après les informations reçues, "un certain nombre d'ouvriers seraient disposés à reprendre le travail". Or, les ouvriers ne songeaient nullement à rejoindre leurs machines. Les fusillades et les revers de la veille n'avaient pas découragé les masses. Comment expliquer le fait ? Évidemment, les "minus" étaient largement compensés par certains "plus". Se répandant dans les rues, en venant aux prises avec l'ennemi, secouant les soldats par les épaules, se faufilant sous le poitrail même des chevaux, se ruant en avant, fuyant à la débandade, laissant des cadavres aux carrefours, s'emparant parfois de quelques armes, transmettant des nouvelles, captant des rumeurs, la masse insurgée devient un être collectif qui a d'innombrables yeux, oreilles et tentacules. Quittant vers la nuit le terrain de la bataille pour rentrer chez elle, dans les quartiers des usines, la foule ressasse les impressions de la journée, et, laissant tomber les menus faits, les faits accidentels, établit son lourd bilan. Dans la nuit du 27, ce bilan était à peu près celui que le provocateur Chourkanov avait présenté aux autorités. Dès le matin, les ouvriers affluent vers

les usines et, dans leurs assemblées générales, décident de continuer la lutte. Ce sont ceux du quartier de Vyborg qui, comme toujours, se montrent les plus résolus. Mais, dans d'autres districts, les meetings de cette matinée sont aussi pleins d'entrain. Continuer la lutte ! Mais qu'est-ce que cela signifie, ce jour-là ? La grève générale a abouti à des manifestations révolutionnaires de masses immenses, les manifestations ont conduit les foules à des affrontements avec les troupes. Continuer la lutte signifie, ce jour-là, faire appel à l'insurrection armée. Cependant, cet appel n'a été lancé par personne. Inéluctablement, les événements l'imposent, mais il n'est pas du tout inscrit à l'ordre du jour du parti révolutionnaire.

L'art d'une direction révolutionnaire, dans les moments les plus critiques, consiste, pour les neuf dixièmes, à savoir surprendre la voix des masses – de même que Kaïourov avait surpris le mouvement de sourcils d'un Cosaque – bien qu'il soit nécessaire de voir plus largement. La faculté jamais surpassée de surprendre la voix de la masse faisait la grande force de Lénine. Mais Lénine ne se trouvait pas à Petrograd. Les états-majors "socialistes", légaux ou à demi légaux, les Kerensky<sup>12</sup>, les Tchkhéidzé<sup>13</sup>, les Skobelev et tous ceux qui évoluaient autour d'eux, proféraient maints avertissements et contrecarraient le mouvement. Mais même l'état-major central des bolcheviks, qui se composait de Chliapnikov<sup>14</sup>, de Zaloutsky et de Molotov<sup>15</sup>, montre

une incapacité et un manque d'initiative des plus frappants. En fait, les quartiers de la ville et les casernes étaient livrés à eux-mêmes. Le premier manifeste adressé aux troupes par une organisation de la social-démocratie proche des bolcheviks ne fut lancé que le 26. Ce manifeste, conçu en termes assez hésitants, qui n'exhortait même pas l'armée à prendre le parti du peuple, fut distribué, dès le matin du 27, dans tous les districts. "Cependant – déclare Iouréniev, un des dirigeants de l'organisation – la marche des événements révolutionnaires était telle que nos mots d'ordre venaient en retard. Lorsque nos tracts parvinrent à se répandre dans la masse des soldats, celle-ci s'était déjà mise en mouvement." En ce qui concerne le centre des bolcheviks, Chliapnikov, sur les instances de Tchougourine, un des meilleurs leaders ouvriers de Février, ne rédigea que dans la matinée du 27 un appel aux soldats. Cet appel fut-il imprimé ? Dans le meilleur des cas, il ne put paraître qu'en fin de séance, à l'heure du vestiaire. Il est impossible qu'il ait eu quelque influence sur les événements du 27 février. On doit poser en principe qu'en ces journées-là, les dirigeants se mirent d'autant plus en retard qu'ils dominaient de plus haut la masse.

Mais l'insurrection, que personne ne désignait encore par son vrai nom, était néanmoins portée à l'ordre du jour. La pensée ouvrière se concentrat toute sur l'armée. Ne saurait-on pas entraîner celle-ci ? Il ne suffisait plus dès lors d'une agitation disséminée. Les travailleurs du quartier de Vyborg organisèrent un meeting devant les casernes du régiment moscovite. L'entreprise donna un mauvais résultat : est-il difficile à un officier ou à un adjudant de presser la détente d'une mitrailleuse ? Les ouvriers furent dispersés par un feu violent. Une même tentative fut faite devant les casernes du régiment de réserve. Même issue : entre les ouvriers et les soldats se placè-

<sup>12</sup> "Alexandre Kerenski, membre du Parti socialiste révolutionnaire. Après la révolution de Février, plusieurs fois ministre, il prit lui-même la tête du Gouvernement provisoire, avant d'être chassé du pouvoir par les bolcheviks lors de la révolution d'Octobre." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

<sup>13</sup> "Nicolas Tchkhéidzé, chef de l'opposition au tsar Nicolas II au sein des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> Douma russe (1907-1916), président du Comité exécutif du Soviet de Petrograd (février à octobre 1917). Opposant au pouvoir bolchévique ; il meurt le 13 juin 1926 au château de Leuville." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

<sup>14</sup> "Alexandre Chliapnikov, membre de l'Opposition ouvrière au sein du Parti bolchevique, commissaire du peuple chargé du travail (novembre 1917 - décembre 1918), arbitraire, fait fermer des usines et menace de licenciement les ouvriers qui protestent. Oppositionnel au sein du Parti en 1919 ; victime de la répression stalinienne, Chliapnikov est exclu du Parti en 1933, emprisonné en 1935 puis exécuté le 2 septembre 1937." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

<sup>15</sup> "Viatcheslav Molotov, en 1917, il est, avec Alexandre Chliapnikov, le plus ancien bolchevik à Petrograd lorsque éclate Révolution de Février. Son ascension au sein du parti s'explique par sa fidélité à Joseph Staline à partir de 1922. Président du Conseil des commissaires du peuple (1930-1941). Sa signature apparaît aux côtés de celle de Staline sur de très nombreuses listes de condamnations à mort collectives. Exclu du parti communiste d'URSS en 1962 en période de déstalinisation. Il y est réintégré en 1984. Il meurt le 8 novembre 1986, à 96 ans." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

rent des officiers, armés d'une mitrailleuse. Les meneurs ouvriers, exaspérés, cherchaient des armes, en réclamaient au parti. Il leur fut répondu que les armes étaient en la possession des soldats, chez qui il fallait se les procurer. Les ouvriers le savaient bien déjà. Mais comment obtenir des armes ? Et si la partie était totalement perdue dans la journée ? C'est ainsi qu'on en arrivait au point critique de la lutte. La mitrailleuse devait balayer l'insurrection, ou bien celle-ci se saisirait d'abord des mitrailleuses.

Dans ses *Mémoires*, Chliapnikov, principale figure d'alors au centre des bolcheviks de Petrograd, raconte que, sur la demande des ouvriers qui voulaient des armes, tout au moins des revolvers, il leur opposait un refus, les envoyant en réclamer aux casernes. Il voulait ainsi éviter des affrontements sanglants entre ouvriers et soldats, en misant exclusivement sur l'agitation, c'est-à-dire sur la conquête des soldats par la parole et l'exemple. Nous ne connaissons pas d'autres témoignages qui confirmeraient ou réfuteraient cette disposition d'un des dirigeants les plus en vue de ces jours-là, déposition plutôt évasive que prévoyante. Il eût été plus simple d'avouer que les dirigeants n'avaient pas d'armes. Sans aucun doute le sort de toute révolution, à une certaine étape, se décide par un revirement d'opinion dans l'armée. Contre une troupe nombreuse, disciplinée, bien équipée et habilement dirigée, des masses populaires dépourvues, complètement ou à peu près, d'armes de combat, ne pourraient remporter la victoire. Mais aucune crise nationale profonde ne peut manquer d'atteindre, à quelque degré, l'armée ; en sorte que, dans les conditions d'une révolution véritablement populaire, la possibilité s'ouvre – bien entendu sans garantie – d'une victoire du mouvement. Cependant, le passage de l'armée du côté des insurgés ne se fait pas tout seul et n'est pas le résultat de la seule agitation. L'armée est hétérogène et ses éléments antagonistes sont liés par la terreur disciplinaire. Les soldats révolutionnaires, à la veille de l'heure décisive, ne savent pas encore ce qu'ils représentent comme force et quelle peut être leur influence. Bien entendu encore, les masses ouvrières ne sont pas homogènes. Mais elles ont infiniment plus la possibilité de réviser leurs effectifs au cours des préparatifs d'un conflit

qui décidera. Les grèves, les meetings, les manifestations sont tout autant des actes de la lutte que des moyens de la mesurer. La masse n'est pas toute engagée dans la grève. Les grévistes ne sont pas tous disposés à se battre. Aux moments les plus graves, les plus résolus se trouvent dans la rue. Ceux qui hésitent, soit par lassitude, soit par esprit conservateur, restent chez eux. Là, la sélection révolutionnaire se fait d'elle-même ; les hommes sont tamisés par l'histoire. Il en est autrement pour l'armée. Les soldats révolutionnaires, sympathisants, hésitants, hostiles, restent liés par une discipline rigide dont les commandes se rejoignent, jusqu'au dernier moment, dans le poing de l'officier. Les soldats sont encore comme auparavant comptés comme de "première" ou de "deuxième" classe ; mais comment se répartiraient-ils en mutins et en soumis ?

Le moment psychologique où les soldats passent à la révolution est préparé par un long processus moléculaire qui, comme tout processus naturel, atteint son point critique. Mais où placer exactement ce point ? La troupe peut être tout à fait prête à se joindre au peuple, mais ne pas recevoir du dehors l'impulsion nécessaire. La direction révolutionnaire ne croit pas encore en la possibilité de gagner à elle l'armée et laisse échapper les chances de victoire. Après cette insurrection mûrie, mais non réalisée, une réaction peut se produire dans les troupes : les soldats perdront l'espérance qui les enflammait, tendront une fois de plus le cou sous le joug de la discipline et, dès une nouvelle rencontre avec les ouvriers, se trouveront dès lors dressés contre les insurgés, surtout à distance. Dans ce processus, les impondérables ou difficilement pondérables, les courants croisés, les suggestions collectives ou individuelles sont nombreux. Mais de cette complexe combinaison de forces matérielles et psychiques, une déduction s'impose, d'une netteté irrésistible : les soldats, dans leur masse, sont d'autant plus capables de détourner leurs baïonnettes, ou bien de passer au peuple avec leurs armes, qu'ils voient mieux que les insurgés sont véritablement en insurrection, que ce n'est pas une manifestation après laquelle le troupier devra rentrer encore une fois et rendre des comptes ; qu'il y a lutte à mort ; que le peuple peut vaincre si l'on se joint à lui, et qu'ainsi

non seulement l'on peut s'assurer l'impunité, mais des allégements dans l'existence. En d'autres termes, les insurgés ne peuvent provoquer un revirement dans l'état d'esprit du soldat qu'à condition d'être eux-mêmes prêts à arracher la victoire à quelque prix que ce soit, par conséquent aussi au prix du sang. Or, cette détermination supérieure ne peut et ne veut jamais se passer d'armes.

L'heure critique de la prise de contact de la masse assaillante avec les soldats qui lui barrent la route a sa minute critique, c'est lorsque le barrage des capotes grises ne s'est pas encore disloqué, quand les soldats se tiennent encore épaule contre épaule, mais hésitent déjà, tandis que l'officier, rassemblant ce qui lui reste de courage, commande le feu. Les cris de la foule, hurlements d'épouvante et de menace, couvrent, mais à moitié seulement, la voix du chef. Les fusils sont en suspens, la foule presse. Alors, tel officier braque son revolver sur le plus suspect des soldats. Dans la minute décisive, voici la seconde décisive. La mort du plus hardi soldat vers lequel les autres se retournent involontairement, le coup de fusil tiré sur la foule par un sous-officier qui a ramassé l'arme du mort – et voici que le barrage se resserre, les fusils partent tout seuls, balayant la multitude, par les rues et par les cours. Mais combien de fois, depuis 1905, n'en fut-il pas autrement : à la seconde la plus critique, quand l'officier va presser la gâchette, son geste est prévenu par un coup de feu parti de la foule qui a ses Kaïourov et ses Tchougourine. Cela décide non seulement de l'issue d'une escarmouche dans la rue, mais peut-être des résultats de toute la journée ou même de toute l'insurrection.

La tâche que s'est assignée Chliapnikov – préserver les ouvriers d'affrontements violents avec les soldats, en refusant de distribuer aux insurgés des armes à feu – n'est pas en général réalisable. Avant d'en arriver à une rencontre avec les troupes, il y eut d'innombrables escarmouches avec la police. La bataille de rues commençait par le désarrement des pharaons détestés, dont les revolvers passèrent aux mains des insurgés. Le revolver, en soi, est une arme faible, presque un jouet, quand on l'oppose aux fusils, aux mitrailleuses et aux canons de l'ennemi. Mais ces armes sont-elles vraiment aux mains de l'ennemi ? C'est pour vérification que les ou-

vriers réclamaient des armes. La question est du domaine psychologique. Cependant, même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels. Pour atteindre le fusil du soldat, il faut d'abord enlever son revolver au pharaon.

Les émotions des soldats en ces heures furent moins agissantes que celles des ouvriers, mais non moins profondes. Rappelons encore que la garnison se composait principalement de bataillons de réserve comptant de nombreux milliers d'hommes destinés à compléter les régiments du front. Ces hommes, pour la plupart pères de famille, devaient prévoir leur envoi aux tranchées, alors que sur le front la partie était déjà perdue et le pays ruiné. Ils ne voulaient pas de la guerre, ils voulaient rentrer chez eux, reprendre leur vie familiale. Ils savaient suffisamment ce qui se tramait à la Cour et ne se sentaient nullement attachés à la monarchie. Ils ne voulaient pas batailler avec les Allemands et encore moins avec les ouvriers de Petrograd. Ils détestaient la classe dirigeante de la capitale qui festoyait en temps de guerre. Parmi eux se trouvaient des ouvriers qui, ayant un passé révolutionnaire, savaient donner à tous ces états d'esprit une expression généralisée.

Conduire les soldats, partant d'un mécontentement révolutionnaire profond mais non encore manifesté, à des actes de franche rébellion ou, du moins, pour commencer, à un séditieux refus d'action – tel était le problème. Vers le troisième jour de lutte, les soldats avaient définitivement perdu toute possibilité de se maintenir sur les positions d'une neutralité bienveillante à l'égard de l'insurrection. C'est seulement par hasard que des indications fragmentaires sur ce qui se passa en ces heures entre ouvriers et soldats nous sont parvenues. On sait comment, la veille, les travailleurs avaient élevé, face aux "pavlovtsy", des plaintes véhémentes contre la conduite des élèves sous-officiers. Des scènes, des pourparlers, des reproches, des invites du même genre eurent lieu sur tous les points de la ville. Les soldats n'avaient plus le temps d'hésiter. On les a forcés, la veille, à tirer ; on les y forcera encore aujourd'hui. Les ouvriers ne céderont point, ne reculeront pas et, sous les balles, entendent parvenir à leur but. Auprès d'eux, les ouvrières, mères et sœurs, épouses et compagnes. Et puis l'heure n'est-elle point

venue dont on avait si souvent parlé à voix basse, dans les recoins : "Si l'on se mettait tous ensemble ?" Et, au moment des suprêmes affres, de l'intolérable épouvante devant la journée qui vient, d'une haine étouffante envers ceux qui vous imposent le rôle de bourreaux, les premiers cris de révolte ouverte s'élèvent dans la caserne, et dans ces voix que nul n'a pu nommer, toute la caserne, soulagée, enthousiaste, se reconnaît. C'est ainsi que monta sur la terre le jour du renversement de la monarchie des Romanov.

A la réunion du matin, chez l'infatigable Kaïourov, une quarantaine de délégués d'usines se prononcèrent en majorité pour la continuation du mouvement. La majorité, mais non l'unanimité. Il est regrettable que l'on ne puisse établir ce que fut cette majorité. Mais l'heure n'était point à la rédaction de procès-verbaux. D'ailleurs, cette décision retardait sur les faits : la réunion fut interrompue par une enivrante nouvelle ; les soldats s'étaient soulevés et les portes des prisons avaient été forcées. "Chourkanov<sup>16</sup> échangea des baisers avec tous les assistants" : baisers de Judas qui, fort heureusement, n'annonçaient pas une crucifixion.

L'un après l'autre, dès le matin, avant de sortir des casernes, les bataillons de réserve de la Garde se mutinèrent, suivant l'exemple donné, la veille, par la 4<sup>ème</sup> compagnie des "pavlovtsy". Dans les documents, notes et mémoires, il ne reste de ce grandiose événement de l'histoire humaine que des traces pâles et ternes. Les masses opprimées, même quand elles s'élèvent aux plus hauts sommets de la création historique, racontent peu de chose d'elles-mêmes et prennent encore moins de notes. Et le sentiment poignant du triomphe efface ensuite le travail de la mémoire. Contentons-nous de ce qui reste.

Ce furent les soldats du régiment de Volhynie qui s'insurgèrent les premiers. Dès sept heures du matin, un commandant de bataillon appelait Khabalov<sup>17</sup> au téléphone pour lui

<sup>16</sup> "Vassili Egorovitch Chourkanov, ouvrier métallurgiste. Membre du POSDR et de sa fraction bolchevik, élu député à la douma en 1907. Dénoncé comme agent provocateur après la révolution de février 1917, son sort ultérieur est inconnu." ([www.marxists.org](http://www.marxists.org))

<sup>17</sup> "Sergei Khabalov, commandant du district militaire de Petrograd pendant la Révolution de Février. Le 28 février, il fut arrêté et emprisonné. Les accusations portées contre Khabarov furent rejetées ; libéré, il a émigré

communiquer une terrifiante nouvelle : les élèves sous-officiers, c'est-à-dire un contingent spécialement destiné à la besogne de répression, avaient refusé de marcher, et leur chef avait été tué ou bien s'était suicidé devant les rangs de sa troupe ; la seconde version fut d'ailleurs bientôt abandonnée. Ayant brûlé leurs vaisseaux, les "volhyniens" s'efforcèrent d'élargir la base de l'insurrection : c'était leur seule chance de salut. Ils se précipitèrent vers les casernes voisines, des régiments lituaniens et préobrajensky, pour y "débaucher" les soldats, de même que des grévistes, courant d'usine en usine, "débauchent" les ouvriers. Peu de temps après, Khabalov apprit que les "volhyniens" non seulement se refusaient à rendre leurs fusils comme le général l'avait ordonné, mais, avec les "préobrajentsy" et les "lituaniens", et, ce qui était plus terrible, "ayant fait cause commune avec les ouvriers", avaient mis à sac les casernes de la division de gendarmerie. Cela prouve que l'expérience faite, la veille, par les "pavlovtsy" n'avait pas été perdue : les mutins avaient trouvé leurs leaders et, en même temps, un plan d'action.

Aux premières heures de la journée du 27, les ouvriers imaginaient la solution du problème de l'insurrection comme infiniment plus lointaine qu'elle ne l'était en réalité. Plus exactement ils croyaient encore avoir tout à faire, alors que leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie. La poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncida avec le mouvement révolutionnaire des soldats qui déjà sortaient dans la rue. Dans le courant de la journée, ces deux torrents impétueux vont se mêler pour dévaler et emporter d'abord la toiture du vieil édifice, puis les murs, et plus tard les fondations.

Tchougourine fut un des premiers à se présenter dans le local des bolcheviks, le fusil à la main, en bandoulière un ruban de cartouches, "tout souillé, mais rayonnant et triomphant". Comment ne pas rayonner ! Les soldats passent à nous, les armes à la main ! Ça et là, des ouvriers ont déjà réussi à s'unir avec la troupe, à pénétrer dans les casernes, à obtenir des fusils et des cartouches. Le groupe de Vyborg, en collaboration avec les soldats les

et est mort en 1924." ([encyclopedia2.thefreedictionary.com](http://encyclopedia2.thefreedictionary.com)).

plus résolus, a esquissé un plan d'action : s'emparer des commissariats de police, où se sont retranchés les sergents de ville, et désarmer tous les agents ; délivrer les ouvriers incarcérés dans les commissariats, ainsi que les détenus politiques dans les prisons ; écraser les troupes gouvernementales en ville, rallier les troupes non encore insurgées et les ouvriers des autres quartiers.

Le régiment "moscovite" adhéra au soulèvement non sans lutte intérieure. Ce qui est frappant, c'est qu'il y ait si peu de ces sortes de lutte dans l'armée. Le mince sommet de la monarchie, impuissant, tombait, ayant perdu l'appui de la masse des soldats, et se terrait dans des fissures, ou bien se hâtait de revêtir de nouvelles couleurs. "Vers deux heures de l'après-midi – raconte Korolev, ouvrier de l'usine *Arsenal* – comme le régiment *moscovite* sortait, nous prîmes les armes... Chacun avait un revolver et un fusil. Nous entraînâmes un groupe de soldats qui s'était approché (certains d'entre eux nous prièrent de les commander et de leur indiquer ce qu'il fallait faire) et nous nous dirigeâmes vers la rue Tikhvinskaia pour ouvrir le feu sur le commissariat de police." C'est ainsi que les ouvriers ne furent pas une minute embarrassés pour montrer aux soldats "ce qu'il y avait à faire".

Les joyeuses nouvelles de victoire venaient coup sur coup : on disposa d'autos blindées. Parées de drapeaux rouges, elles répandaient l'épouvante dans tous les quartiers non encore soumis. Il n'était plus besoin de ramper sous le poitrail du cheval cosaque. La révolution se dresse de toute sa taille.

Vers midi, Petrograd est redevenu un champ de bataille : les coups de fusil et le *tacotement* des mitrailleuses retentissaient de tous côtés. Il n'est pas toujours facile de savoir qui tire et d'où l'on tire. Ce qui est clair, c'est qu'on se fusille entre le passé et l'avenir. Pas mal de coups de feu inutiles : des adolescents tirent avec des revolvers qu'ils se sont procurés par occasion. L'arsenal est pillé : "A ce qu'on dit, si l'on ne compte que les brownings, il s'en est distribué plusieurs dizaines de milliers." Du Palais de Justice et des commissariats de police qui brûlaient, la fumée montait en colonnes vers le ciel. Sur certains points, les escarmouches et les échanges de coups de feu s'aggravaient jusqu'à devenir de véritables

combats. Sur la Perspective Sampsonovsky, devant des baraquements occupés par les soldats, des autos de guerre, dont certains s'attroupent aux portes, des ouvriers s'approchent : "Qu'est-ce que vous attendez, camarades ?" Les soldats ont le sourire, mais "un mauvais sourire", et ils se taisent, rapporte un témoin ; les officiers ordonnent brutalement aux travailleurs de passer leur chemin.

Les automobilistes de l'armée, de même que la cavalerie, se montrèrent, en février comme en octobre, les forces les plus conservatrices. Bientôt, devant une palissade, se groupent des ouvriers et des soldats révolutionnaires. Il faut obliger à sortir le bataillon douteux. Quelqu'un vient dire qu'on a envoyé chercher des autos blindées : autrement, on n'aurait probablement pas les autos de l'armée, dont l'équipe s'est fortifiée avec des mitrailleuses. Mais la masse trouve difficile d'attendre, elle s'impatiente, s'alarme, et, dans son impatience, elle a raison. Les premiers coups de feu partent des deux côtés. Cependant, la palissade est un obstacle entre les soldats et la révolution. Les assaillants décident de démolir cette barrière. On l'abat partiellement, on incendie une autre partie. Les baraquements sont mis à nu, il y en a une vingtaine. Les automobilistes se sont retranchés dans deux ou trois. Les baraques évacuées sont immédiatement brûlées. Six ans plus tard, Kaïourov écrira dans ses Souvenirs : "Les baraquements en feu, et autour d'eux la palissade abattue, le tir des mitrailleuses et des fusils, l'animation visible des assaillants, l'arrivée à toute vitesse d'un camion automobile amenant des révolutionnaires armés et, enfin, d'une auto blindée dont les pièces d'artillerie étincelaient, formaient un tableau splendide, inoubliable." C'était la vieille Russie des tsars, du servage, des popes et de la police qui brûlait avec ses baraques et ses palissades, crachant feu et fumée, crevant dans les hoquets du tir des mitrailleuses. Comment les Kaïourov, des dizaines, des centaines, des milliers de Kaïourov n'auraient-ils pas été enthousiasmés ? L'auto blindée qui survint tira quelques coups de canon sur le baraquement où s'étaient enfermés les officiers et les soldats automobilistes. Le commandant de la défense fut tué. Les officiers, s'étant dépouillés de leurs galons et décorations, s'enfuirent à travers les

potagers du voisinage. Les autres se rendirent. Ce fut peut-être le plus gros des affrontements de la journée.

Le soulèvement dans l'armée prenait entre-temps un caractère d'épidémie. Ce jour-là les effectifs qui ne se soulevèrent pas furent seulement ceux qui n'avaient pas trouvé le moment de se soulever. Vers le soir se joignirent au mouvement les soldats du régiment Sémenovsky, bien connu pour avoir férolement écrasé l'insurrection moscovite en 1905 : onze ans écoulés avaient laissé leur marque ! Avec les chasseurs, les "séménovtsy" vinrent, à la nuit, enlever les soldats du régiment Ismaïlovsky que leurs chefs tenaient enfermés dans leurs casernes ; ce régiment qui, le 3 décembre 1905, avait cerné et arrêté les membres du premier Soviet de Petrograd, était encore considéré comme un des plus arriérés. La garnison du tsar, dans la capitale, au nombre de cent cinquante mille hommes, se désagrégeait, fondait, s'éclipsait. Vers la nuit, elle n'existe déjà plus.

Informé dans la matinée du soulèvement des régiments, Khabalov tente d'opposer encore quelque résistance, en envoyant contre les insurgés un détachement sélectionné d'environ mille hommes, nanti des plus draconiennes instructions. Mais le sort de ce détachement s'enveloppe de mystère. "Il commence à se passer, ce jour-là, des choses invraisemblables, raconte, après la révolution, l'incomparable Khabalov : le détachement se met en route, il part sous le commandement d'un officier brave et résolu – il s'agit du colonel Koutepov<sup>18</sup> – mais... point de résultats !" Des compagnies envoyées à la suite du détachement disparurent également sans laisser de traces. Le général commença à former des réserves sur la place du Palais, mais "les cartouches manquaient et l'on ne savait où s'en procurer". Tout cela est consigné authentiquement dans les dépositions de Khabalov devant la Commission d'enquête du Gouvernement provisoire. Où donc avaient filé les détachements destinés à la répression ? Il

n'est pas difficile de le deviner : dès qu'ils se trouvèrent dehors, ils se confondirent avec l'insurrection. Ouvriers, femmes, adolescents, soldats mutinés s'accrochaient de tous côtés aux troupes de Khabalov, les prenant pour de nouvelles recrues ou bien s'efforçant de les convertir, et ne leur donnaient pas la possibilité de se mouvoir autrement qu'avec l'incommensurable multitude. Livrer bataille à cette masse agglutinante, qui ne craignait plus rien, qui se pressait inépuisable, qui pénétrait partout, c'eût été comme faire un assaut d'escrime dans un pétrin !

En même temps qu'affluaient les rapports sur l'extension de la révolte dans les régiments, Khabalov réclamait des troupes sûres pour la répression, pour la protection du Central téléphonique, du château Litovsky, du palais Marie et d'autres lieux plus sacrés encore. Le général téléphona à la forteresse de Cronstadt, exigeant des renforts, mais le commandant répondit que lui-même avait des craintes au sujet de la place. Khabalov ne savait pas encore que l'insurrection avait gagné les garnisons voisines. Il essaya, ou fit semblant, de transformer le palais d'Hiver en redoute, mais ce plan fut aussitôt abandonné comme irréalisable, et la dernière poignée de troupes "fidèles" se transporta à l'Amirauté. Là, le dictateur se préoccupa enfin de prendre les mesures les plus importantes et urgentes ; il fit imprimer deux avis à la population qui constituent les derniers actes officiels du régime : l'un sur la démission de Protopopov<sup>19</sup> "pour cause de maladie" ; l'autre décrétant l'état de siège à Petrograd. Il était effectivement urgent de prendre cette dernière mesure car, quelques heures plus tard, l'armée de Khabalov levait le siège et, s'esquivant de l'Amirauté, se dispersait, chacun gagnant son chez-soi. C'est seulement par inadvertance que la révolution ne mit pas en état d'arrestation dès le soir du 27 le général, dont les pouvoirs étaient formidables, mais qui lui-même n'était pas du tout à redouter. L'arrestation eut lieu le lendemain sans complications.

Est-ce donc là toute la résistance que le terrible régime impérial de la Russie a pu mani-

---

<sup>18</sup> "Alexandre Koutepov, dernier commandant du régiment Préobrajensky, en décembre 1917 il s' enrôle dans l'armée des volontaires (armée blanche). Il est enlevé à Paris en janvier 1930 par les services soviétiques et transporté secrètement de Paris en Russie soviétique. Il semble que Koutepov soit mort en route." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

---

<sup>19</sup> "Alexandre Protopopov, dernier ministre de l'Intérieur de l'Empire russe de 1916 à 1917, très liée à Raspoutine. Exécuté le 27 octobre 1918 à Saint-Pétersbourg." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

fester devant un danger de mort ? Oui, à peu près tout, en dépit d'une grande expérience dans la répression, malgré des plans minutieusement élaborés. Plus tard, des monarchistes, revenus à eux-mêmes, ont expliqué la facile victoire du peuple en février par le caractère particulier de la garnison de Petrograd. Mais tout le cours ultérieur de la révolution réfute cette explication. Il est vrai que, dès le début de l'année fatale, la camarilla suggérait au tsar la nécessité de remanier la garnison de la capitale. Le tsar consentit à croire, sans difficulté, que la cavalerie de la Garde, considérée comme particulièrement dévouée, s'était "suffisamment longtemps exposée au feu" et avait mérité de prendre du repos dans ses casernes de Petrograd. Cependant, cédant à de respectueuses remontrances venues du front, le tsar se déclara d'accord pour remplacer quatre régiments de la Garde à cheval par trois unités des équipages de la flotte de la Garde. D'après la version de Protopopov, cette permutation aurait été faite sans l'assentiment du tsar, du fait d'une pré-méditation félonne des grands chefs : "les matelots ont été recrutés parmi les ouvriers et constituent l'élément le plus révolutionnaire de toute l'armée." Mais ce sont là d'évidentes absurdités. Tout simplement, le haut commandement de la Garde, surtout dans la cavalerie, faisait au front une trop belle carrière pour chercher à rentrer. En outre, ces officiers supérieurs devaient éprouver des appréhensions en songeant à l'œuvre de répression qui leur serait imposée, à la tête de régiments qui ne ressemblaient plus en rien à ce qu'ils avaient été dans la garnison de la capitale. Comme le prouveront bientôt les événements sur le front, la Garde montée ne se distinguait déjà plus du reste de la cavalerie, et les matelots de la Garde que l'on installa à Petrograd ne jouèrent pas un rôle actif dans la Révolution de Février. Car le tissu du régime était définitivement pourri et il n'en restait pas un fil indemne....

Dans la journée du 27, la foule délivra, sans coup férir, les détenus politiques de nombreux lieux de détention de la capitale, et, dans ce nombre, le groupe patriotique des industries de guerre qui avait été arrêté le 26 janvier et les membres du comité bolchevik de Petrograd que Khabalov avait fait enfermer depuis quarante heures. Les distances politiques

s'établissent dès la sortie de prison : les mencheviks-patriotes se dirigent vers la Douma, où sont distribués les rôles et les postes : les bolcheviks se rendent dans les districts, vers les ouvriers et les soldats, pourachever avec eux la conquête de la capitale. Il ne faut plus donner à l'ennemi le temps de reprendre haleine. La révolution, plus nécessairement que toute autre affaire, doit être menée jusqu'au bout.

Qui donna l'idée de diriger les régiments insurgés vers le palais de Tauride ? On ne saurait le dire. Cet itinéraire politique résultait de l'ensemble de la situation. Vers le palais de Tauride, comme centre d'information de l'opposition, se dirigeaient naturellement tous les éléments du radicalisme non liés avec les masses. Il est fort probable que ce furent précisément ces éléments qui, le 27 février, sentant un soudain afflux de forces vitales, prirent la conduite de la Garde soulevée. C'était un rôle honorable qui ne comportait presque plus aucun danger. Le palais Potemkine, par toutes ses dispositions, était ce que l'on pouvait concevoir de mieux comme centre de la révolution. Le jardin de Tauride n'est séparé que par une rue d'une entière petite cité militaire où se trouvent les casernes de la Garde et divers services administratifs de l'armée. Il est vrai que, pendant de nombreuses années, cette partie de la ville avait été considérée, tant par le gouvernement que par les révolutionnaires, comme le donjon de la monarchie. Et il en était ainsi. Mais, à présent, tout est bouleversé. C'est du secteur de la Garde que sort une insurrection de soldats. Les troupes insurgées n'avaient qu'à traverser la rue pour tomber dans le jardin de Tauride qui n'était séparé de la Neva que par un pâté de maisons. Or, de l'autre côté de la Neva, s'étend le rayon de Vyborg, chaudière de la révolution : les ouvriers n'avaient qu'à passer le pont Alexandre, ou bien, s'il était coupé, à descendre sur la glace de la Neva, pour gagner les casernes de la Garde ou le palais de Tauride. C'est ainsi que cette formation hétérogène et d'origines opposées, le triangle du nord-est de Petrograd – la Garde, le palais Potemkine, les usines géantes – se resserra en place d'armes de la révolution.

A l'intérieur du palais de Tauride sont créés ou ébauchés divers centres, dont un état-major de guerre insurrectionnelle. On ne sau-

rait dire que cet état-major ait eu un caractère bien sérieux. Des officiers "révolutionnaires", c'est-à-dire des officiers que quelque chose, ne fût-ce qu'un malentendu, a rattachés dans leur passé à la révolution, mais qui ont béatement dormi aux premières heures de l'insurrection, se hâtent de rappeler, après la victoire, qu'ils existent, ou bien, sollicités par d'autres, viennent se mettre "au service de la révolution". Ils examinent d'un air sagace l'ensemble de la situation et dodelinent de la tête, en pessimistes. Car ces foules de soldats exaspérés, souvent désarmés, sont incapables de quoi que ce soit. Ils n'ont ni artillerie, ni mitrailleuses, ni liaison, ni chefs. L'ennemi se tirerait d'affaire avec un seul détachement solide ! Pour l'instant, les foules révolutionnaires empêchent, c'est vrai, toute opération méthodique dans la rue. Mais, la nuit venue, les ouvriers rentreront chez eux, les citadins se calmeront, la ville sera déserte. Si Khabalov frappe, au moyen d'un fort contingent, sur les casernes, il peut se trouver maître de la situation. Cette idée, soit dit en passant, se présente, en diverses variantes, à toutes les étapes de la révolution. "Donnez-moi un régiment solide, diront plus d'une fois dans leurs milieux de vaillants colonels, je vous balaie toute cette ordure." Plusieurs de ces officiers tentèrent l'aventure, comme nous le verrons. Mais tous ne pouvaient que répéter la déclaration de Khabalov : "Le détachement s'est mis en route, commandé par un brave officier, mais... pas de résultats..."

Et d'où pourraient-ils donc provenir ? Le contingent le plus inébranlable se composait d'agents de police, de gendarmes et partiellement d'élèves sous-officiers de quelques régiments. Mais ces effectifs se révélaient lamentables devant la poussée de véritables masses, de même que les bataillons de Saint-Georges et les écoles d'officiers, huit mois plus tard, en octobre. Où la monarchie aurait-elle trouvé pour son salut la force armée toute prête et capable d'engager un duel prolongé et désespéré avec une ville de deux millions d'habitants ? La révolution semble à des chefs d'armée, entreprenants en paroles, indéfendable parce qu'elle est effroyablement chaotique : partout des mouvements sans but, des courants contraires, des remous humains, des faces étonnées et comme subitement abasourdis, des capotes claquant au vent, des étu-

dants qui gesticulent, des soldats sans fusil, des fusils sans soldats, des gamins tirant en l'air, le brouhaha de milliers de voix, des tourbillons de rumeurs déchaînées, de craintes injustifiées, de joies trompeuses... ; il suffirait, semble-t-il, de lever le sabre sur toute cette cohue et elle s'éparpillerait aussitôt sans demander son reste. Mais c'est là une grossière illusion d'optique. Un chaos seulement en apparence. Là-dessous a lieu une irrésistible cristallisation des masses sur de nouveaux axes. Ces foules innombrables ne se sont pas encore suffisamment rendues compte de ce qu'elles veulent, mais elles sont pénétrées de haine ardente pour ce dont elles ne veulent plus. Elles laissent derrière elles un irréparable effondrement historique. Point de retour possible. S'il se trouvait même quelqu'un pour les disperser, elles se rassembleraient d'elles-mêmes, une heure plus tard, et la nouvelle montée du flot serait encore plus furieuse et sanglante. A dater de ces journées de Février, l'atmosphère de Petrograd devient tellement incandescente que toute troupe hostile tombant dans ce puissant foyer, ou s'en approchant seulement et s'exposant à son haleine brûlante, se transforme, perd toute assurance, se sent paralysée, et se rend, sans coup férir, à la merci du vainqueur. C'est ce que devait comprendre, le lendemain, le général Ivanov<sup>20</sup> qui, sur l'ordre du tsar, arrivait du front avec un bataillon de chevaliers de Saint-Georges. Cinq mois plus tard, le même sort était réservé au général Kornilov<sup>21</sup>. Huit mois après, à Kerenski.

Dans la rue, au cours des journées précédentes, les Cosaques paraissaient les plus conciliants : c'est ainsi qu'on les avait, plus que tout autres, tracassés. Mais quand on en arriva à une véritable insurrection, la cavalerie justifia une fois de plus sa réputation

<sup>20</sup> "Nikolaï Ivanov, envoyé comme commandant du district militaire de Petrograd pour appliquer la loi martiale et réprimer les troubles le 27 février 1917. Ardent partisan du tsar, il rejoint les Russes blancs et en janvier 1919 il décède de la fièvre typhoïde." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>21</sup> "Lavr Kornilov, rejoint la zone militaire de Petrograd en mars 1917. Après ce qu'on appelle le *Coup d'État de Kornilov*, il est démis de ses fonctions puis arrêté. Il s'échappe, et avec d'autres il forme fin 1917 l'armée des volontaires (armée blanche). Il est tué par un éclat d'obus dans son quartier général de campagne le 13 avril 1918." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

d'élément conservateur en se laissant devancer par l'infanterie. Le 27, elle gardait encore, dans l'expectative, une apparence de neutralité. Si Khabalov ne comptait plus sur elle, la révolution la craignait encore.

Restait ainsi l'éénigme de la forteresse Pierre-et-Paul, située sur un îlot que baigne la Neva, en face du palais d'Hiver et des résidences des grands-duc. Derrière ses remparts, la garnison était ou semblait être un petit monde très protégé contre les influences extérieures. Il n'y a pas d'artillerie permanente dans la place, à l'exception d'un antique canon qui annonce quotidiennement l'heure de midi. Mais, aujourd'hui, des pièces de campagne ont été hissées sur les remparts, et braquées sur le pont. Que se prépare-t-il par-là ? L'état-major du palais de Tauride, la nuit, se casse la tête à se demander quelle conduite tenir à l'égard de la "Pierre-Pauline", et dans la forteresse des gens se tourmentent à se demander ce que fera d'eux la révolution. Dans la matinée, l'éénigme aura sa solution : "Sous condition de sauf-conduit pour le corps des officiers", la place se rendra à la discrétion du palais de Tauride. Ayant enfin vu clair dans la situation, ce qui n'était pas si difficile, les officiers de la garnison s'empresseront d'aller au-devant d'événements inéluctables.

Vers le soir du 27 s'avancent, vers le palais de Tauride, soldats, ouvriers, étudiants, gens du commun. Là ils espèrent trouver ceux qui savent tout, obtenir des renseignements ou des directives. C'est par brassées que l'on introduit dans le palais des armes ramassées de divers côtés, et on les dépose dans une salle transformée en arsenal. Entre-temps, la nuit, dans ces locaux, l'état-major révolutionnaire se met au travail. Il expédie des détachements pour la surveillance des gares et des patrouilles dans toutes les directions d'où l'on peut attendre une menace. Les soldats accomplissent volontiers, sans discuter, quoique dans le plus grand désordre, les instructions du nouveau pouvoir. Ils exigent seulement, chaque fois, un ordre écrit : cette initiative provient, probablement, des débris de commandement qui sont restés attachés aux régiments, ou bien de scribes militaires. Mais ils ont raison : il faut sans retard mettre de l'ordre dans le chaos. L'état-major révolutionnaire, de même que le Soviet qui vient tout juste de se créer, n'a pas encore de

timbres humides. La révolution doit encore se procurer son matériel bureaucratique. Hélas ! Dans quelque temps, elle fera cette acquisition bien au-delà du nécessaire.

La révolution se met à la recherche de ses ennemis. En ville ont lieu des arrestations – "arbitraires", diront, sur un ton de reproche, les libéraux. Mais toute la révolution est arbitraire. On ne cesse d'amener au palais de Tauride des prévenus : le Président du Conseil d'État, des ministres, des sergents de ville, des agents de l'Okhrana<sup>22</sup>, une comtesse "germanophile", des officiers de gendarmerie, par entières nichées. Certains dignitaires, comme Protopopov, viennent d'eux-mêmes se constituer prisonniers : c'est plus sûr, "Les murs de cette salle qui, naguère, avaient retenti d'hymnes en l'honneur de l'absolutisme, n'entendent plus ce jour que des soupirs et des sanglots, raconta plus tard la comtesse rendue à la liberté. Un général arrêté s'assit, à bout de forces, sur la chaise la plus proche. Plusieurs membres de la Douma m'offrirent aimablement une tasse de thé. Ébranlé jusqu'au fond de l'âme, le général me disait : Comtesse, nous assistons à la ruine d'un grand pays."

Cependant, ce grand pays, qui n'était pas du tout disposé à périr, passait devant les déchus, tapant des bottes, frappant le sol des crosses de ses fusils, ébranlant l'air de ses appels et marchant sur les pieds des gens. Les révolutions se sont toujours distinguées par un manque d'urbanité : probablement parce que les classes dirigeantes n'avaient pas pris soin, en temps voulu, d'incliquer au peuple les bonnes manières.

Le palais de Tauride devient provisoirement un G.Q.G., un centre gouvernemental, un arsenal, une maison d'arrêt de la révolution qui n'a pas encore épousé sa face couverte de sang et de sueur. En ce lieu, dans ce remous, se glissent des ennemis entreprenants. Par hasard, l'on démasque un colonel de gendarmerie qui, déguisé, prend des notes dans un coin, non pour servir l'histoire, mais pour renseigner les cours martiales. Des soldats et des ouvriers veulent l'exécuter sur place. Mais des gens de "l'état-major" s'interposent et enlèvent sans peine le gendarme à la foule. A

---

<sup>22</sup> "Police politique secrète de l'Empire russe." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

cette date, la révolution est encore débonnaire, confiante, pleine de mansuétude. Elle ne deviendra implacable qu'après une série de trahisons, de duperies et d'expériences sanglantes.

La première nuit de la révolution triomphante est pleine d'alarmes. Des commissaires improvisés, pour la surveillance des gares et d'autres points, en majeure partie des intellectuels que leurs relations personnelles ont amenés par hasard, des aventuriers, ceux qui tirent des coups de chapeau à la révolution (des sous-officiers, surtout d'origine ouvrière, eussent été combien plus utiles !) commencent à s'énerver, voient partout des dangers, énervent les soldats et, par téléphone, demandent à tout instant des renforts au palais de Tauride. Là aussi l'on s'émeut, on téléphone, on envoie des renforts qui, le plus souvent, n'arrivent pas à destination. Un de ceux qui, cette nuit-là, firent partie de "l'état-major" de Tauride s'exprime ainsi : "Ceux qui reçoivent des ordres ne les exécutent pas ; ceux qui agissent le font sans recevoir des ordres..."

C'est sans ordres qu'agissent les quartiers ouvriers. Les dirigeants de la révolution, ayant mis en marche les effectifs de leurs usines, s'étant emparés de commissariats, ayant ensuite soulevé des régiments et démolî les refuges de la contre-révolution, ne se hâtent pas de gagner le palais de Tauride, les états-majors, les centres directeurs ; bien au contraire, ils hochent la tête avec ironie et méfiance de ce côté-là : déjà des gaillards accourent pour se partager la peau d'un ours qu'ils n'ont pas tué et qui n'est pas encore achevé. Les ouvriers bolcheviks, de même que les ouvriers des autres partis de gauche, passent leurs journées dans la rue et leurs nuits dans les "états-majors" de districts, se maintiennent en liaison avec les casernes, préparent le lendemain. Au cours de la première veillée de la victoire, ils continuent et développent le travail qu'ils ont accompli dans ces cinq premières journées. Ils constituent le squelette embryonnaire de la révolution, encore trop frêle, comme toute révolution à ses débuts.

Nabokov, que le lecteur connaît déjà en sa qualité de membre du centre constitutionnel-démocrate (cadets), alors déserteur légal, embusqué au grand état-major de l'armée tsariste, se rendit comme d'ordinaire, le 27, à son service et y resta, ignorant tout des évé-

nements, jusqu'à trois heures de l'après-midi. Le soir, dans la rue Morskaïa, on entendit des coups de feu – Nabokov, dans son appartement, prêtait l'oreille – des autos blindées passèrent à toute vitesse, des soldats, des matelots couraient aussi, rasant les murs... L'honorable libéral les observa par les vitres latérales d'une fenêtre en tambour. "Le téléphone fonctionnait encore et des informations sur ce qui s'était passé dans la journée m'étaient transmises, comme je me rappelle, par des amis. Nous nous couchâmes à l'heure habituelle." Cet homme devait devenir bientôt un des inspirateurs du gouvernement provisoire révolutionnaire (!), en qualité de secrétaire général. Dans la rue, le lendemain, un vieux bonhomme inconnu, un employé de bureau ou bien un maître d'école, s'approchera, ôtant son bonnet, et dira : "Merci de tout ce que vous avez fait pour le peuple." Il appartenait à Nabokov de le raconter lui-même avec une modeste fierté.

## Qui dirigea l'insurrection de Février ?

Les avocats et les journalistes appartenant aux classes atteintes par la révolution ont, dans la suite, dépensé pas mal d'encre à démontrer qu'en février il n'y avait eu en somme qu'une émeute de femmes, renforcée par une mutinerie de soldats ; c'est précisément ainsi que d'aucuns nous ont présenté la révolution. Louis XVI, en son temps, voulut lui aussi s'imaginer que la prise de la Bastille était le fait d'une révolte, mais on lui expliqua avec déférence que c'était le fait d'une révolution ! Ceux qui perdent dans une révolution sont rarement enclins à lui reconnaître son vrai nom, car celui-ci, en dépit de tous les efforts des réactionnaires exaspérés, prend dans la mémoire historique de l'humanité l'auréole d'un affranchissement à l'égard des vieilles chaînes et des préjugés. De tout temps, les privilégiés et leurs laquais ont immanquablement essayé de présenter la révolution qui les avait abattus comme différente des révolutions précédentes, comme une mutinerie, comme des troubles ou émeutes populacières. Les classes qui se survivent ne se distinguent pas par l'esprit d'invention.

Bientôt après le 27 février, on essaya d'établir des analogies entre la révolution russe et le coup d'État militaire des Jeunes-Turcs dont, comme on sait, les sphères supérieures de la bourgeoisie russe avaient pas mal rêvé. Ce rapprochement était toutefois si peu convaincant qu'il rencontra une sérieuse réfutation dans un journal bourgeois. Tougan-Baranovsky, économiste qui, dans sa jeunesse, avait passé par l'école de Marx, et qui était en Russie une sorte de Sombart, écrivait le 10 mars dans les *Birjévyé Viédomosti*<sup>23</sup> :

"La révolution turque a consisté en un soulèvement victorieux de l'armée, préparé et réalisé par les chefs de celle-ci. Les soldats n'étaient que les exécutants dociles des desseins de leurs officiers. Par contre ceux des régiments de la Garde qui, le 27 février, ont renversé le trône de Russie, ont marché sans leurs officiers... Ce n'est pas l'armée qui a déclenché l'insurrection, ce sont les ouvriers.

Ce ne sont pas des généraux, mais des soldats qui se sont rendus à la Douma d'Empire. Et les soldats ont soutenu les ouvriers non point pour obtempérer docilement à des injonctions de leurs officiers, mais... parce qu'ils se sentaient apparentés par le sang aux ouvriers, en tant que classe de travailleurs, comme eux-mêmes. Les paysans et les ouvriers constituent les deux classes sociales qui ont fait la révolution russe."

Il n'y a rien à rectifier ou à compléter dans ces termes. Le développement ultérieur de la révolution a suffisamment confirmé et renforcé leur signification.

Le dernier jour de février, à Petrograd, fut la première journée qui suivit la victoire : journée d'enthousiasme, d'embrassades, de larmes de joie, de prolixes épanchements, mais aussi journée où l'on frappait les derniers coups sur l'ennemi. Dans les rues éclataient encore des coups de fusil. On racontait que les pharaons de Protopopov, non encore avertis de la victoire du peuple, continuaient à tirer du haut des toits. D'en bas, l'on tirait sur les greniers, les lucarnes et les clochers, où l'on s'imaginait apercevoir les fantômes armés du tsarisme. Vers quatre heures de l'après-midi fut occupée l'Amirauté, où se cachaient les derniers tenants de ce qui, naguère, avait été le pouvoir d'État. Des organisations révolutionnaires et des groupes improvisés procédaient dans la ville à des arrestations. La forteresse-bagne de Chlisselbourg fut prise sans coup férir. A tout instant, de nouveaux régiments donnaient leur adhésion à la révolution : dans la capitale et aux environs.

Le renversement du régime à Moscou ne fut qu'un écho de l'insurrection de Petrograd. Mêmes états d'opinion chez les ouvriers et les soldats, quoique moins vivement exprimés. Des dispositions un peu plus à gauche dans la bourgeoisie. La faiblesse des organisations révolutionnaires encore plus marquée qu'à Petrograd. Lorsque commencèrent les événements sur la Neva, les intellectuels radicaux de Moscou se consultèrent entre eux sur ce qu'il y avait à faire et ne trouvèrent aucune solution. C'est seulement le 27 février, que dans les fabriques de Moscou, éclatèrent des grèves, suivies de manifestations. Les officiers disaient aux soldats, dans les casernes,

<sup>23</sup> "La Gazette de la Bourse" NdE

que la canaille faisait des émeutes dans la rue et qu'il faudrait la réprimer. "Mais, dès ce moment-là, raconte le soldat Chichiline, les nôtres donnaient au mot *canaille* un sens tout opposé !" Vers deux heures de l'après-midi, de nombreux soldats, appartenant à divers régiments, se présentèrent devant la Douma municipale, cherchant le moyen d'adhérer à la révolution. Le lendemain, les grèves prirent de l'extension. Les masses s'avancèrent avec leurs drapeaux vers la Douma. Mouralov<sup>24</sup>, soldat de la compagnie automobile, vieux bolchevik, agronome, géant magnanime et vaillant, conduisit à la Douma le premier détachement de troupes solide et discipliné qui occupa la station de T.S.F. et d'autres postes. Huit mois plus tard, Mouralov devait commander la région militaire de Moscou.

Les prisons s'ouvrirent. Le même Mouralov ramena tout un camion de prisonniers politiques délivrés. Saluant, la main à la visière, un sous-commissaire de police demandait au révolutionnaire si l'on devait aussi relâcher les Juifs. Dzerjinski<sup>25</sup>, à peine sorti de la maison de force et non encore débarrassé de ses vêtements de détenu, prenait la parole dans l'enceinte de la Douma où le Soviet était déjà en formation. Doroféiev, artilleur, devait raconter plus tard comment les ouvriers de la confiserie Siou se présentèrent, le 1<sup>er</sup> mars, avec des drapeaux, à la caserne de la brigade d'artillerie, fraternisèrent avec les soldats et comment, dans l'excès de leur joie, nombre de ces hommes ne purent s'empêcher de pleurer. Il y eut dans la ville quelques coups de feu tirés en embuscade, mais dans l'ensemble, il ne se produisit pas d'affrontements armés et il n'y eut pas de victimes : c'était Petrograd qui tenait pour Moscou.

Dans un bon nombre de villes provinciales, le mouvement ne se déclencha que le 1<sup>er</sup> mars,

<sup>24</sup> "Nicolaï Mouralov, militant du parti bolchévik en 1903. Il dirige l'insurrection en 1905 et 1917 à Moscou. Devient ensuite l'un des principaux dirigeants de l'Armée Rouge. Oppositionnel dès 1923, ne se renie pas mais fait des "aveux" lors du second procès de Moscou et est fusillé." ([www.marxists.org](http://www.marxists.org)).

<sup>25</sup> "Félix Dzerjinski, membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, est emprisonné à Moscou et libéré par la révolution en 1917. Aussitôt, il rejoint les rangs des bolcheviks. Fondateur et dirigeant de la Tcheka (police politique). Il meurt, semble-t-il, d'une attaque cardiaque en juillet 1926." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)).

quand la révolution était déjà également accomplie à Moscou. A Tver, les ouvriers, abandonnant le travail, allèrent manifester devant les casernes et, mêlés aux soldats, défilèrent dans les rues de la ville. A cette époque, on chantait encore la Marseillaise, et non l'Internationale. A Nijni-Novgorod, des milliers de gens s'assemblèrent devant l'édifice de la municipalité qui, comme dans la plupart des villes, tenait lieu de "palais de Tauride". Après une harangue du maire, les ouvriers, portant leurs drapeaux rouges, allèrent délivrer les détenus politiques. Sur les vingt et un contingents qui formaient la garnison, dix-huit vinrent, avant le soir, adhérer spontanément à la révolution. A Samara et à Saratov, il y eut des meetings, et des soviets de députés ouvriers se constituèrent. A Kharkov, le maître de police, ayant eu le temps de se renseigner à la gare sur les événements, monta en voiture devant une foule surexcitée, et, levant sa casquette, cria très fort, à pleins poumons : "Vive la Révolution ! Hourra !" Ekatérinoslav reçut de Kharkov la nouvelle. En tête de la manifestation marcha l'adjoint du maître de police, soutenant du poing le fourreau de son grand sabre, dans l'attitude qui était réglementaire à la parade, les jours de fêtes impériales. Quand il fut définitivement démontré que la monarchie ne se relèverait plus, on se mit à décrocher précautionneusement, dans tous les établissements publics, les portraits des tsars que l'on remisa aux greniers. Les anecdotes de ce genre, vraies ou inventées, circulaient en quantité dans les cercles libéraux qui n'avaient pas encore perdu le goût du badinage à propos de révolution. Les ouvriers comme les soldats des garnisons vivaient les événements de tout autre façon.

Sur ce qui se passa dans un certain nombre d'autres villes (Pskov, Orel, Rybinsk, Penza, Kazan, Tsaritsyne, etc.), la chronique, à la date du 2 mars, note ceci : "On a su que le pouvoir était renversé et la population a adhéré à la révolution." Ce communiqué, quoique sommaire, traduit exactement ce qui se passa. Dans les campagnes, les nouvelles de la révolution venaient des villes voisines, partiellement des autorités, mais principalement des marchés, des travailleurs, des soldats en permission. Le village accueillit l'événement par une réaction plus lente et moins enthousiaste

que celle de la ville, mais non moins profonde : le village vit le rapport de la révolution avec la guerre et la question de la terre. Il n'est nullement exagéré de dire que Petrograd a accompli seul la Révolution de Février. Le reste du pays n'a fait que se joindre à lui. Il n'y eut bataille qu'à Petrograd. Dans tout le pays, il n'existe point de groupes populaires, de partis, d'institutions ou d'effectifs militaires qui se fussent dressés pour la défense de l'ancien régime. Ce qui montre à quel point étaient peu fondés les raisonnements tardifs de réactionnaires, disant que si la cavalerie de la Garde s'était trouvée à Petrograd, ou bien si Ivanov avait amené du front une brigade sûre, le sort de la monarchie eût été différent. Ni à l'arrière, ni sur le front, l'on n'eût trouvé une brigade ou un régiment prêt à se battre pour Nicolas II.

Le renversement du pouvoir eut lieu sur l'initiative et par les forces d'une cité qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays. Si l'on veut, on peut dire que le plus grand des actes démocratiques fut accompli d'une façon non démocratique. Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli. Si l'on avait en perspective une Assemblée constituante, cette circonstance ne changeait rien à rien, car les délais et les modalités de la convocation d'une représentation nationale devaient être déterminés par des organes qui émanaient de la victorieuse insurrection de Petrograd. Cela jette une lumière crue sur la question de la fonction des formes démocratiques en général, et, en particulier, en période révolutionnaire. Au fétichisme juridique de la "volonté populaire" les révolutions ont constamment infligé de rudes coups, d'autant plus implacables, qu'elles étaient plus profondes, plus hardies, plus démocratiques.

On a souvent dit, particulièrement à l'égard de la grande Révolution française, que l'extrême centralisation de la monarchie permit plus tard à la capitale révolutionnaire de penser et d'agir pour tout le pays. C'est une explication superficielle. Si la révolution manifeste des tendances centralisatrices, elle agit, non pas à l'imitation de la monarchie renversée, mais en raison des inéluctables besoins d'une nouvelle société qui ne sont pas compatibles avec le particularisme. Si, dans une révolution, une capitale joue un rôle à tel

point dominant et, à certains moments, centre en quelque sorte les volontés de la nation, c'est précisément parce qu'elle exprime le plus vivement les tendances essentielles de la nouvelle société et les pousse jusqu'à leur fin. La province considère les démarches de la capitale comme émanant de ses propres intentions, mais déjà transformées en action. L'initiative des centres n'est pas une atteinte à la démocratie, mais sa réalisation dynamique. Cependant, dans les grandes révolutions, le rythme de cette dynamique ne correspondit jamais à celui de la démocratie formelle et représentative. La province se joint aux actes du centre, mais avec retard. En raison de la rapidité caractéristique avec laquelle se développent les événements dans une révolution, on arrive à de graves crises du parlementarisme révolutionnaire, insolubles par les méthodes de la démocratie. Dans toutes les révolutions véritables, la représentation nationale s'est inévitablement brisée la tête, se heurtant à la dynamique révolutionnaire dont le foyer principal était la capitale. Il en fut ainsi au XVII<sup>ème</sup> siècle en Angleterre, au XVIII<sup>ème</sup> en France, au XX<sup>ème</sup> en Russie. Le rôle de la capitale est déterminé non point par les traditions du centralisme bureaucratique, mais par la situation de la classe révolutionnaire dirigeante, dont l'avant-garde est naturellement concentrée dans la métropole : cela est aussi vrai pour la bourgeoisie que pour le prolétariat.

Quand la victoire de Février fut solidement établie, l'on s'occupa du recensement des victimes. A Petrograd on compta mille quatre cent quarante-trois morts ou blessés, dans ce nombre huit cent soixante-neuf militaires, dont soixante officiers. Comparativement au chiffre d'hommes tombés dans n'importe quelle bataille de la Grande Guerre, ces chiffres sont insignifiants. La presse libérale proclama que la Révolution de Février n'avait pas été sanglante. En des jours d'effusions générales et d'amnisties réciproques entre partis patriotiques, personne n'entreprit de reconstituer la vérité. Albert Thomas<sup>26</sup>, toujours

---

<sup>26</sup> "Albert Thomas, député socialiste, Sous-secrétaire d'État chargé de l'Artillerie et de l'équipement militaire (1915-1916) puis Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre (1916-1917). Enfin premier directeur du Bureau international du travail (1919-1932)." ([fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)). Auteur de quelques livres sur la révolution russe. NdE

l'ami du vainqueur, et même d'une insurrection victorieuse, écrivait alors que la révolution lui était apparue "tout ensoleillée, pleine d'allégresse, exempte de toute effusion de sang"<sup>27</sup> ! Sans doute espérait-il que cette révolution resterait aux ordres de la Bourse de Paris. Mais, décidément, Albert Thomas n'avait pas inventé la poudre. Déjà, le 27 juin 1789, Mirabeau s'était écrié : "Quel bonheur de voir cette grande révolution s'accomplir sans avoir perpétré l'homicide, sans avoir fait couler les larmes !... L'histoire ne nous a que trop parlé d'actes de bêtes féroces... Nous pouvons espérer que nous commençons l'histoire humaine." Lorsque les trois États se furent constitués en Assemblée nationale, les ancêtres d'Albert Thomas écrivaient : "La révolution est finie, elle n'a pas coûté une goutte de sang."<sup>28</sup> Et l'on doit accorder qu'effectivement, en cette période, aucune effusion de sang n'avait eu lieu. Il en fut autrement pendant les journées de Février. Cependant, la légende d'une révolution non sanglante fut opiniâtrement soutenue, répondant au besoin qu'avaient les bourgeois libéraux de représenter les faits comme si le pouvoir leur était tombé de lui-même entre les mains.

Si la Révolution de Février ne fut nullement exempte d'effusion de sang, on ne peut que rester stupéfait du petit nombre de victimes, aussi bien au moment de l'insurrection que surtout dans la première période qui suivit. Il y avait là en effet un règlement de comptes après l'oppression, les persécutions et humiliations, après d'ignobles traitements que les masses populaires russes avaient subis depuis des siècles ! De-ci, de-là, il est vrai, des matelots et des soldats réglèrent des comptes avec leurs pires bourreaux, avec des officiers. Cependant le nombre de ces actes de représailles fut insignifiant, au début, par rapport à la quantité de sanglants outrages naguère encore infligés. Les masses ne se défirent de leur bonhomie que beaucoup plus tard, quand elles eurent constaté que les classes dirigeantes cherchaient à reprendre partout du terrain et à

exploiter à leur profit la révolution qu'elles n'avaient pas faite, de même qu'elles s'appropriaient des biens qu'elles n'avaient pas produits.

Tougan-Baranovsky<sup>29</sup> a raison de dire que la Révolution de Février fut l'œuvre des ouvriers et des paysans, ces derniers représentés par les soldats. Subsistait cependant une grosse question : qui donc a mené l'insurrection ? Qui a mis sur pied les ouvriers ? Qui a entraîné dans la rue les soldats ? Après la victoire, ces questions devinrent un objet de lutte des partis. La solution la plus simple consistait en cette formule universelle : personne n'a conduit la révolution, elle s'est faite toute seule. La théorie des "forces élémentaires" était mieux que toute autre à la convenance non seulement de tous les messieurs qui, la veille encore, avaient quiètement administré, jugé, accusé, plaidé, commercé ou commandé, et qui se hâtaient, maintenant, de se rallier à la révolution ; mais elle convenait à de nombreux politiciens professionnels et à d'ex-révolutionnaires qui, ayant dormi pendant la révolution ; désiraient croire que, dans cette affaire, ils ne s'étaient pas conduits autrement que tous les autres.

Dans sa curieuse *Histoire des troubles en Russie*<sup>30</sup>, le général Dénikine<sup>31</sup>, ancien généralissime de l'armée blanche, dit du 27 février : "En ce jour décisif, il n'y eut pas de meneurs ; il n'y eut que des éléments déchaînés. Dans leur cours impétueux, l'on ne pouvait discerner ni but, ni plan, ni mots d'ordre." Le docte historien Milioukov<sup>32</sup> ne creuse pas davantage que le général dont la passion était de barbouiller du papier. Jusqu'à

<sup>27</sup> "Mikhail Tugan-Baranovsky, principal représentant du marxisme juridique dans l'Empire tsariste russe." ([en.wikipedia.org](https://en.wikipedia.org)).

<sup>30</sup> Trotsky doit vouloir faire allusion à *Essais sur les troubles russes*, paru en langue russe à Paris : Anton Dénikine, *Očerkji russkoj smuty*, en 4 tomes, J. Povolozky et Cie éd., Paris 1921. NdE

<sup>31</sup> "Anton Dénikine, Général russe, chef d'état-major dans les armées de la Russie impériale pendant la Première Guerre mondiale, commandant en chef de l'armée des volontaires (armée blanche) pendant la guerre civile russe. Mort aux USA en 1947" ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>32</sup> "Pavel Milioukov, historien russe et ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire russe au début de 1917. Conseiller politique du général Anton Dénikine avant de devoir s'enfuir à Paris." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>27</sup> Source introuvable (?) Cependant Anton Dénikine, dans *La décomposition de l'armée et du pouvoir*, page 33, cite Albert Thomas, toujours sans le sourcer : "...la plus radieuse, la plus riante, la moins sanglante des révoltes". NdE

<sup>28</sup> Joseph Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*, tome I, page 264, Renouard et Cie Lib., Paris 1839.

l'insurrection, le leader libéral avait présenté toute idée de révolution comme suggérée par l'état-major allemand. Mais la situation se compliqua après l'insurrection qui porta les libéraux au pouvoir. Dès lors, la tâche de Milioukov n'était plus de déshonorer la révolution en la rattachant à une initiative du Hohenzollern, mais, au contraire, de ne plus laisser aux révolutionnaires l'honneur de l'initiative.

Le libéralisme adopta entièrement la théorie du caractère élémentaire et impersonnel de l'insurrection. C'est avec sympathie que Milioukov s'est réclamé du demi-libéral, demi-socialiste, Stankévitch, maître de conférences, qui fut un moment commissaire du gouvernement au G.Q.G. "La masse se mit d'elle-même en mouvement, obéissant à un appel intime, inconscient... – écrit Stankévitch au sujet des journées de Février. – Sur quel mot d'ordre les soldats sont-ils partis ? Qu'est-ce qui les a conduits lorsqu'ils s'emparèrent de Petrograd, lorsqu'ils incendièrent le Palais de Justice ? Non une idée politique, non un mot d'ordre révolutionnaire, non un complot et non une mutinerie, mais un mouvement des forces élémentaires qui réduisit brusquement en cendres tout l'ancien régime sans en rien laisser." La force élémentaire prend ici un caractère presque mystique.

Le même Stankévitch apporte un témoignage de la plus grande valeur : "A la fin de janvier, j'eus l'occasion de rencontrer Kerenski dans un cercle très intime. Au sujet de la possibilité d'un soulèvement populaire, tous se prononcèrent d'une façon nettement négative, de crainte de voir le mouvement des masses, une fois déclenché, tomber dans des courants d'extrême gauche et créer ainsi de très grandes difficultés dans la conduite de la guerre." Les vues du cercle de Kerenski ne différaient nullement dans l'essentiel de celles des cadets. Ce n'était pas de là que l'initiative pouvait sortir.

"La révolution tomba comme la foudre d'un ciel sans nuages", dit Zenzinov<sup>33</sup>, représentant du parti socialiste-révolutionnaire. "Soyons francs : elle arriva comme une grande et

joyeuse surprise pour nous autres aussi, révolutionnaires, qui y avions travaillé pendant de longues années et l'avions constamment attendue."

L'affaire ne se présentait pas beaucoup mieux avec les mencheviks. Un journaliste appartenant à l'émigration bourgeoise relate la rencontre qu'il fit, dans un tramway, le 24 février, de Skobelev<sup>34</sup>, futur ministre du gouvernement provisoire : "Ce social-démocrate, un des leaders du mouvement, me déclara que les désordres tournaient en déprédatations qu'il était indispensable de réprimer. Cela n'empêcha pas Skobelev, un mois plus tard, de prétendre que lui et ses amis avaient fait la révolution." Les couleurs sont ici visiblement chargées. Mais, dans l'essentiel, la position des social-démocrates mencheviks est rendue d'une façon qui correspond assez bien à la réalité.

Enfin, Mstislavsky<sup>35</sup>, qui plus tard devait être un des leaders de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, pour passer ensuite aux bolcheviks, a dit de la Révolution de Février : "La révolution nous a surpris, nous autres, hommes de parti, en plein sommeil, comme les vierges folles de l'Évangile." Peu importe ici que ces hommes aient ressemblé en quelque mesure à des vierges ; mais ils dormaient tous effectivement.

Mais qu'advenait-il des bolcheviks ? On le sait déjà en partie. Les principaux leaders des organisations bolchevistes clandestines à Petrograd étaient alors au nombre de trois : les anciens ouvriers Chliapnikov et Zaloutsky, et l'ancien étudiant Molotov. Chliapnikov, qui avait vécu assez longtemps à l'étranger et avait été très lié avec Lénine, était, au point de vue politique, le plus mûr et le plus actif des trois qui constituaient le Bureau du Comité central. Cependant, les souvenirs de

<sup>34</sup> "Matvey Skobelev, président du Soviet de Petrograd, ministre du Travail du gouvernement provisoire, auteur de circulaires gouvernementales limitant les droits des ouvriers. Il s'exile avant de se réconcilier avec le nouveau régime, il travaille au commerce extérieur soviétique jusqu'à son arrestation et exécution en 1938 pendant la Grande Purge." ([en.wikipedia.org](https://en.wikipedia.org)).

<sup>35</sup> "Sergey Maslovsky, membre du parti socialistes-révolutionnaires de gauche et participe à la Révolution de 1905. Il prend part à la Révolution de Février. Il est dans l'équipe envoyée pour arrêter Nicolas II. Après la fin de la guerre civile russe, il travaille dans l'édition." ([en.wikipedia.org](https://en.wikipedia.org)).

<sup>33</sup> "Vladimir Zenzinov, membre du Parti socialiste révolutionnaire, essentiellement paysan. Opposant à la révolution d'octobre, exilé en Chine, puis à Berlin. En 1933, il s'installe à Paris, pour émigrer finalement aux USA en 1940." ([en.wikipedia.org](https://en.wikipedia.org)).

Chliapnikov lui-même établissent mieux que tout que le trio n'était point à la hauteur des événements. Jusqu'à la toute dernière heure, les leaders s'imaginèrent qu'il ne s'agissait que d'une démonstration révolutionnaire, une entre tant d'autres, mais nullement d'une insurrection armée. Kaïourov, que nous avons déjà cité, un des leaders du raïon de Vyborg, affirme catégoriquement ceci : "On ne sentait venir aucun principe directeur des centres du parti... Le Comité de Petrograd était emprisonné, et le représentant du Comité central, le camarade Chliapnikov, se trouvait dans l'impuissance de donner des directives pour la journée suivante."

La faiblesse des organisations clandestines était le résultat immédiat des manœuvres policières d'écrasement qui donnèrent au gouvernement des avantages tout à fait exceptionnels devant l'opinion patriotique au début de la guerre. Toute organisation, et, dans ce nombre, une organisation révolutionnaire, a tendance à rester en arrière de sa base sociale. Les organisations clandestines des bolcheviks, au début de 1917, ne s'étaient pas encore relevées de leur écrasement et de leur désagrégation, tandis que, dans les masses, l'atmosphère du patriotisme faisait place, soudain, à l'indignation révolutionnaire.

Pour se représenter plus clairement la situation dans le domaine de la direction révolutionnaire, il faut se rappeler que les révolutionnaires les plus autorisés, les leaders des partis de gauche, se trouvaient dans l'émigration, et, partiellement, dans les prisons ou en déportation. Plus un parti était redoutable pour l'ancien régime, plus il se trouvait rigoureusement décapité au début de la révolution. Les populistes avaient à la Douma une fraction dont le leader, Kerenski, était un radical indépendant. Le leader officiel des socialistes-révolutionnaires, Tchernov<sup>36</sup>, se trouvait dans l'émigration. Les mencheviks disposaient à la Douma d'une fraction à la tête de laquelle figuraient Tchkhéidzé et Sko-

belev. Martov<sup>37</sup> était émigré. Dan<sup>38</sup> et Tsérételli<sup>39</sup> déportés. Autour des fractions de gauche – populistes et mencheviks – se groupait un fort contingent d'intellectuels socialistes ayant un passé révolutionnaire. Cela constituait une apparence d'état-major politique, mais qui ne fut capable de se montrer qu'après la victoire. Les bolcheviks n'avaient aucune fraction à la Douma : les cinq députés ouvriers que le gouvernement tsariste avait considérés comme formant le centre organisateur de la révolution avaient été arrêtés dès les premiers mois de la guerre. Lénine était émigré avec Zinoviev<sup>40</sup>, Kamenev<sup>41</sup> était déporté, de même que les dirigeants-praticiens, peu connus alors, Sverdlov<sup>42</sup>, Rykov<sup>43</sup>, Staline. Le

<sup>37</sup> "Julius Martov, fondateur de la fraction menchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Après la révolution d'Octobre, il s'opposa aux bolcheviks. Il finit par être contraint de quitter le pays en 1920. Il mourut en exil en Allemagne." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>38</sup> "Fedor Dan, menchevik exilé lors de la Première Guerre mondiale. À la suite de la révolution de Février il plaide pour la participation des mencheviks dans le gouvernement provisoire. Soutient la poursuite de la guerre. Il s'oppose à la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre. Il est arrêté en 1921 et envoyé en exil. Opposant au régime de l'URSS. Il meurt à New York en 1949." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>39</sup> "Irakli Tsereteli, menchevik, président du soviet d'Irkoutsk, il rejoins Petrograd. Ministre des Postes et Télégraphes, puis ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire. En janvier 1918, après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, il retourne en Géorgie. Après l'invasion par la Russie soviétique, il se réfugie à Constantinople, puis en France. En 1948, il décide de partir pour les USA, il y meurt en 1959." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>40</sup> "Grigori Zinoviev, bolchevik pour un rapprochement avec les mencheviks et les SR. Président de l'Internationale communiste (1919-1926). Un des principaux concurrents de Staline, accusé d'avoir formé une organisation terroriste responsable de l'assassinat de Kirov et de tentatives d'assassinat contre Staline, il est exécuté le 25 août 1936." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>41</sup> "Lev Kamenev, bolchevik exilé en Sibérie au début 1915 jusqu'à la révolution de Février. Président du Soviet suprême de Moscou. Président du Politburo. Il participe à la marginalisation de Trotski. Accusé de trahison envers l'État soviétique, il est exécuté à Moscou le 25 août 1936." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>42</sup> "Iakov Sverdlov, bolchevik libéré de Sibérie après la révolution de Février 1917. Partisan et impliqué dans l'organisation de la révolution d'Octobre, successeur potentiel de Lénine. Il meurt de la grippe espagnole en 1919." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>43</sup> "Alexeï Rykov, ex-bolchevik, admis au Comité militaire révolutionnaire qui organisa la révolution d'Octobre. Président du Conseil économique suprême puis succède à Lénine comme président du conseil des

<sup>36</sup> "Viktor Tchernov, cofondateur du Parti socialiste révolutionnaire, ministre de l'Agriculture dans le Gouvernement provisoire de Kerenski. En octobre 1917, il s'oppose à la prise du pouvoir par les bolcheviks. Il s'exile ensuite en Europe et meurt aux USA." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

social-démocrate polonais Dzerjinski, qui n'appartenait pas encore aux bolcheviks, se trouvait au bagne. Ceux des leaders qui, par hasard, furent présents, précisément parce qu'ils étaient habitués à agir sous une direction autorisée et sans appel, ne se considéraient pas et n'étaient pas considérés par les autres comme capables de jouer dans les événements révolutionnaires un rôle dirigeant.

Mais, du moment que le parti bolchevik ne pouvait assurer aux insurgés une direction autorisée, que dire des autres organisations politiques ? Ainsi se fortifiait la conviction générale d'un mouvement des forces élémentaires dans la Révolution de Février. Néanmoins, cette opinion est profondément erronée, ou, dans le meilleur des cas, sans contenu.

La bataille, dans la capitale, dura non pas une ou deux heures, mais cinq jours. Les leaders s'étaient efforcés de l'endiguer. Les masses répliquèrent par un élan d'autant plus accru et poussèrent de l'avant. Elles avaient contre elles le vieil État dont la façade traditionnelle dissimulait encore, pouvait-on présumer, une force puissante, celle de la bourgeoisie libérale, avec sa Douma d'Empire, l'Union des zemstvos<sup>44</sup> et des Villes, les Comités des Industries de guerre, les Académies, les Universités et une presse ramifiée ; enfin, deux forts partis socialistes qui opposaient une résistance patriotique à la poussée d'en bas. Dans le parti bolchevik, l'insurrection trouvait l'organisation qui lui était la plus proche, mais décapitée, aux cadres disloqués, aux faibles cellules clandestines. Cependant, la révolution, à laquelle personne ne s'était attendu en ces jours-là, s'était étendue et, tandis que, dans les sphères supérieures, l'on croyait déjà à l'extinction du mouvement, celui-ci s'assurait la victoire par une violente poussée et de puissantes convulsions.

D'où provenait donc cette puissance sans exemple de persévérance et d'impétuosité ? Il

---

commissaires du peuple, démis par Staline de ses responsabilités en 1930. Commissaire du peuple aux Communications (1931-1936). Arrêté en février 1937 accusé d'avoir comploté avec Trotsky contre Staline (troisième procès de Moscou), il est exécuté le 15 mars 1938." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>44</sup> "Assemblées territoriales ou zemstvos [créés] par la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1864" (Jean-Claude Caron et Michel Vernus, *L'Europe au 19<sup>ème</sup> siècle* (3<sup>ème</sup> éd.) Armand Colin éd. Paris 2015).

ne suffirait pas d'alléguer l'exaspération. L'exaspération explique peu. Si délayés qu'aient été pendant la guerre les éléments ouvriers de Petrograd, par suite de l'immixtion d'éléments bruts, ils portaient en eux une grande expérience révolutionnaire. Dans leur persévérance et leur impétuosité, malgré le manque de direction, et les résistances d'en haut, il y avait une appréciation des forces, non toujours exprimée, mais basée sur l'expérience de la vie, et un calcul stratégique spontané.

A la veille de la guerre, les éléments ouvriers révolutionnaires marchaient avec les bolcheviks et entraînaient les masses à leur suite. Dès le début de la guerre, la situation se modifia brusquement : les couches conservatrices intermédiaires relevèrent la tête et entraînèrent à leur suite une partie considérable de la classe ouvrière ; les éléments révolutionnaires se trouvèrent isolés et réduits au silence. Au cours de la guerre, la situation commença à se modifier, lentement au début, puis, après les défaites, de plus en plus vite et plus radicalement. Un mécontentement actif s'emparait de la classe ouvrière tout entière. A vrai dire, cette irritation était encore, en des cercles étendus, teintée de patriotisme, mais elle n'avait rien de commun avec le patriotisme calculé et lâche des classes possédantes qui ajournaient tous les problèmes intérieurs jusqu'à la victoire. Car, précisément, la guerre, ses victimes, ses épouvantes et ses infamies poussaient les anciennes comme les nouvelles couches ouvrières contre le régime tsariste, les poussaient avec une violence redoublée et les amenaient à cette conclusion : cela ne peut plus durer ? C'était une opinion générale qui fit la cohésion des masses et leur donna une grande puissance pour l'offensive. L'armée avait gonflé, s'étant grossie de millions d'ouvriers et de paysans. Chacun comptait dans l'armée quelqu'un des siens : un fils, un mari, un frère, un proche parent. L'armée n'était plus comme avant la guerre un milieu séparé du peuple. A présent, on se rencontrait beaucoup plus souvent avec les soldats ; on les escortait lorsqu'ils partaient pour le front, on vivait de leur vie quand ils venaient en permission, on s'entretenait avec eux, dans la rue, en tramway, et l'on parlait des tranchées, on allait les voir dans les hôpitaux. Les quartiers ouvriers, les casernes, le front et aussi,

dans une proportion considérable, les villages devinrent en quelque sorte des vases communicants. Les ouvriers savaient ce que le soldat sent et pense. Entre eux, c'étaient d'interminables conversations sur la guerre, sur les gens qui s'en enrichissent, sur les généraux, sur le gouvernement, sur le tsar et la tsarine. Le soldat disait de la guerre : "Malédiction !" L'ouvrier répondait, parlant du gouvernement : "Qu'ils soient tous maudits !" Le soldat disait : "Pourquoi vous taisez-vous ici, au centre ?" L'ouvrier répondait : "Quand on a les mains vides, il n'y a rien à faire. En 1905, nous nous sommes déjà heurtés, peu heureusement, à l'armée." Le soldat, après réflexion : "Ah ! Si tous se soulevaient ensemble !" L'ouvrier : "Oui, tous ensemble." Des conversations de cette sorte, avant la guerre, n'avaient lieu qu'entre individus isolés et d'une manière clandestine. Maintenant, c'était ainsi que l'on parlait de tous côtés, à tout propos, et presque ouvertement, du moins dans les quartiers ouvriers.

L'Okhrana tsariste réussit parfois à opérer de bons sondages. Quinze jours avant la révolution, un mouchard Petersbourgeois, qui signait du pseudonyme de Krestianinov, faisait un rapport sur une conversation entendue dans un tramway qui traversait un faubourg ouvrier. Un soldat aurait raconté que huit hommes de son régiment avaient été expédiés au bagne pour avoir refusé, en automne dernier, de tirer sur les ouvriers de l'usine Nobel et pour avoir tiré sur la police. Cette conversation a eu lieu tout à fait ouvertement, attendu que les policiers et les mouchards, dans les quartiers ouvriers, préfèrent rester inaperçus. "Nous leur réglerons leur compte", conclut le soldat. Le rapport continue ainsi : "Un ouvrier dit alors : — Pour cela, on doit s'organiser, pour qu'on soit tous comme un seul homme. Le soldat répliqua : — Pour ça, pas la peine de s'en faire, il y a longtemps que c'est organisé chez nous... Ils ont bu assez de sang, les hommes souffrent sur le front, mais, ici, les gens s'empiffrent !... Il ne se produisit point d'incidents particuliers. — 10 février 1917. Krestianinov." Incomparablement épique, le rapport du mouchard ! "Pas d'incidents particuliers !" Les incidents devaient se produire, et bientôt : la causerie en tramway en signale l'inéluctable imminence.

Le caractère élémentaire de l'insurrection est illustré par un exemple curieux que donne Mstislavsky : lorsque "l'Union des Officiers du 27 février", constituée sitôt après l'insurrection, essaya d'établir par enquête quel était celui qui, le premier, avait entraîné dans la rue le régiment de Volhynie, il y eut sept dépositions concernant sept initiateurs de cette action décisive. Il est extrêmement probable, ajoutons-nous, qu'une parcelle de l'initiative appartint effectivement à quelques soldats ; ce qui n'empêche pas que le principal dirigeant ait pu tomber dans les combats de rues, emportant avec lui son nom dans l'inconnu. Mais cela n'amoindrit pas la valeur historique de son initiative anonyme. Et ce qui est encore plus important, c'est un autre côté de l'affaire, par lequel nous sortons de l'enceinte de la caserne. Le soulèvement de bataillons de la Garde qui se déclara, à la grande surprise des cercles libéraux et des socialistes légalitaires, ne fut nullement inattendu pour les ouvriers. Si ces derniers ne s'étaient pas soulevés, le régiment "volhynien" ne serait pas non plus sorti. La rencontre entre ouvriers et Cosaques qu'un certain avocat put observer de sa fenêtre, pour en faire part ensuite, par téléphone, à un député, apparut à l'un et à l'autre comme un épisode d'un processus impersonnel : les sauterelles des fabriques s'étaient heurtées aux sauterelles des casernes. Mais il en sembla tout autrement au Cosaque qui osa cligner de l'œil du côté de l'ouvrier, autrement encore à l'ouvrier qui décida d'emblée que le Cosaque "avait eu le bon coup d'œil". L'inter-pénétration moléculaire de l'armée et du peuple se poursuivait, ininterrompue. Les ouvriers prenaient constamment la température de l'armée et sentaient aussitôt approcher le point critique. C'est ce qui donna aussi à la poussée des masses, qui croyaient à la victoire, cette force irrésistible. Ici, nous devons rapporter la saisissante remarque d'un dignitaire qui essaya d'établir le bilan de ses observations en février : "Il est usuel de dire que le mouvement a commencé par un déclenchement des forces élémentaires, que les soldats sont d'eux-mêmes sortis dans la rue. Je ne saurais, en aucun cas, tomber d'accord là-dessus. Et que signifie d'ailleurs ce mot : élémentaires ?... La génération spontanée est, en sociologie, encore

moins à sa place que dans les sciences naturelles. Si aucun meneur révolutionnaire renommé n'a attaché au mouvement son étiquette, le mouvement, sans être impersonnel, sera seulement anonyme.” Cette façon de poser la question, incomparablement plus rigoureuse que les allégations d'un Milioukov, concernant les agents de l'Allemagne et les forces élémentaires de la Russie, est due à un ancien procureur du tsar qui était sénateur quand la révolution éclata. Peut-être est-ce bien son expérience judiciaire qui permit à Zavadsky<sup>45</sup> de discerner qu'un soulèvement révolutionnaire ne pouvait provenir des directives d'agents de l'étranger, ni d'un processus naturel où ne seraient pas intervenues des personnalités.

Le même auteur cite deux épisodes qui lui ont permis de jeter, en quelque sorte par le trou de la serrure, un coup d'œil sur le laboratoire du processus révolutionnaire. Le vendredi 24 février, alors que, dans les hautes sphères, personne encore ne prévoyait un soulèvement à si bref délai, un tramway dans lequel le sénateur avait pris place tourna brusquement avec un tel fracas que les vitres tintèrent et qu'une se brisa, entre la Perspective Liteïny et une rue avoisinante, et s'immobilisa. Le conducteur invita tous les occupants à descendre. “La voiture n'ira pas plus loin.” Les voyageurs protestaient, déblatéraient, mais descendaient. “Je vois encore la tête du conducteur, taciturne, sombrement résolue : une tête de loup.” La circulation des tramways cessa partout aussi loin que portait la vue. Ce conducteur résolu, qui déjà donnait à un dignitaire libéral la vision d'une “tête de loup”, devait avoir une haute conscience du devoir pour oser seul arrêter sa voiture, pleine de fonctionnaires, dans une rue du Petersbourg impérial, en temps de guerre. Ce sont justement de tels conducteurs qui arrêtèrent le wagon de la monarchie, à peu près dans les mêmes termes : “La voiture n'ira pas plus loin”, et débarquèrent la bureaucratie sans établir, étant pressés, quelque différence entre les généraux de gendarmerie et les sénateurs libéraux. Le conducteur de la Perspective Liteïny était un instru-

ment conscient de l'histoire. Il avait dû être préalablement éduqué.

Pendant l'incendie du Palais de Justice, un juriste libéral, du même monde que le susdit sénateur, exprima dans la rue son regret d'assister à la destruction du laboratoire d'expertises judiciaires et des archives notariales. Un homme d'âge mûr, d'aspect maussade, ouvrier selon toute apparence, répliqua, grognonnant : “Nous saurons nous partager les maisons et les terres sans tes archives.” Vraisemblablement, l'épisode est arrangé littérairement. Mais des ouvriers d'âge mûr de cette sorte et en mesure de donner la réplique indispensable n'étaient pas peu nombreux dans la foule. Eux-mêmes n'étaient pour rien dans l'incendie du Palais de Justice : à quoi bon ? En tout cas, de tels “excès” ne pouvaient nullement les épouvanter. Ils armaient les masses, leur inspirant non seulement les idées indispensables contre la police du tsar, mais aussi contre les juristes libéraux, qui redoutaient surtout que dans le feu de la révolution ne brûlassent les actes notariés de la propriété. Ces anonymes, rudes politiques de l'usine et de la rue, n'étaient pas tombés du ciel ; ils devaient avoir été éduqués.

Enregistrant les événements des dernières journées de Février, l'Okhrana disait aussi du mouvement qu'il était “élémentaire”, c'est-à-dire non dirigé méthodiquement d'en haut ; mais elle ajoutait aussitôt : “Le prolétariat tout entier a été travaillé par la propagande.” Cette affirmation touchait juste : les professionnels de la lutte contre la révolution, avant d'aller occuper les cellules des révolutionnaires mis en liberté, avaient discerné le processus du moment beaucoup mieux que ne le surent les leaders du libéralisme.

La mystique des “forces élémentaires” n'élucide rien. Pour évaluer justement la situation et déterminer le moment de la levée contre l'ennemi, il était indispensable que la masse, en ses éléments dirigeants, posât ses propres revendications devant les événements historiques, et possédât ses critères, pour en avoir l'estimation. En d'autres termes, il n'était pas besoin de la masse en général, mais de la masse des ouvriers de Petrograd et de toute la Russie, ayant passé par la révolution de 1905, par l'insurrection moscovite de décembre 1905 qu'avait brisé le régiment de la Garde dit Séménovsky ; il fallait que, dans

<sup>45</sup> “C. V. Zavadsky, who was procureur of the Petrograd legal department in february 1917” [C. V. Zavadsky, procureur au Palais de justice de Petrograd en février 1917] (James Mavor, *The Russian Revolution*, G. Allen & Unwin Ltd. London 1928).

cette masse, furent disséminés des ouvriers qui avaient réfléchi sur l'expérience de 1905, critiqué les illusions constitutionnelles des libéraux et des mencheviks, s'étaient assimilé les perspectives de la révolution, avaient examiné maintes et maintes fois le problème de l'armée, avaient attentivement observé ce qui se passait dans ce milieu, et étaient capables de tirer de leurs observations des conclusions révolutionnaires, et de les communiquer à d'autres. Enfin, il fallait trouver, dans la garnison, des soldats d'esprit avancé, jadis saisis ou, du moins, touchés par la propagande révolutionnaire.

Dans chaque usine, dans chaque corporation, dans chaque compagnie militaire, dans chaque taverne, dans les hôpitaux d'armée, à chaque cantonnement, et même dans les campagnes dépeuplées, progressait un travail moléculaire de l'idée révolutionnaire. Partout il existait des commentateurs des événements, principalement des ouvriers, auprès de qui l'on s'informait et de qui l'on attendait la parole nécessaire. Ces chefs de file étaient souvent abandonnés à eux-mêmes, ingéraient des bribes de généralisations révolutionnaires parvenues à eux par diverses voies, découvrant par eux-mêmes, dans les journaux libéraux, ce qu'il leur fallait en lisant entre les lignes. Leur instinct de classe était aiguisé par le critère politique et, s'ils ne poussaient pas toutes leurs idées jusqu'au bout, leur pensée n'en travaillait pas moins, sans relâche, obstinément, toujours dans la même direction. Les éléments d'expérience, de critique, d'initiative, d'abnégation, pénétraient les masses et constituaient le mécanisme intime, insaisissable à un regard superficiel, néanmoins décisif, du mouvement révolutionnaire, en tant que processus conscient.

Aux présomptueux politiciens du libéralisme et du socialisme apprivoisé, tout ce qui se produit dans les masses semble d'ordinaire être un processus instinctif, comme si cela se passait dans une fourmilière ou dans une ruche. En réalité, la pensée qui taraudait la masse ouvrière était combien plus hardie, plus perspicace, plus consciente que les petites idées dont s'amusaient les classes cultivées. Mieux encore : la pensée ouvrière était plus scientifique : non seulement parce qu'elle avait été fécondée dans une large mesure par les méthodes du marxisme, mais avant tout

parce qu'elle s'était constamment nourrie de la vivante expérience des masses qui devaient entrer bientôt dans l'arène révolutionnaire.

Le caractère scientifique de la pensée se manifeste en sa correspondance au processus objectif et en son aptitude à influer sur ce processus et à le régler. Est-ce que cette faculté, même dans la moindre mesure, appartenait à la mentalité des sphères gouvernantes, où l'on s'inspirait de l'Apocalypse, où l'on croyait aux songes de Raspoutine ? Ou bien, d'aventure, auraient-elles été scientifiquement fondées, les idées du libéralisme qui espérait que la Russie arriérée, participant à la mêlée des géants du capitalisme, pourrait en même temps vaincre et obtenir un régime parlementaire ? Ou bien, peut-être étaient-elles scientifiques les conceptions des cercles intellectuels qui se conformaient servilement à un libéralisme décrépit dès son enfance, abritant ainsi leur illusoire indépendance sous un verbiage depuis longtemps périmé ? Vraiment, l'on se trouvait là dans le royaume d'une toute-puissante torpeur spirituelle, au pays des fantômes, des superstitions, des fictions, si l'on veut, le royaume des "forces élémentaires".

Par conséquent n'avons-nous point le droit absolu de réviser du tout au tout la philosophie libérale de la Révolution de Février ? Si ! Nous avons le droit de dire : tandis que la société officielle – cette superstructure à nombreux étages que constituaient les classes dirigeantes, avec leurs couches distinctes, leurs groupes, leurs partis et leurs cliques – vivait au jour le jour dans son inertie et son automatisme, s'alimentant de restes d'idées usées, sourde aux fatales exigences de l'évolution, séduite par des fantômes, ne prévoyant rien, il s'accomplissait dans les masses ouvrières un processus spontané et profond, non seulement de haine grandissante contre les dirigeants, mais de jugement critique sur leur impuissance, d'accumulation d'expérience et de conscience créatrice qui se confirma dans le soulèvement révolutionnaire et dans sa victoire.

A la question posée ci-dessus : qui donc a guidé la Révolution de Février ? Nous pouvons par conséquent répondre avec la netteté désirable : des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine. Mais nous devons ajouter que cette direction, si elle était suffi-

sante pour assurer la victoire de l’insurrection, n’était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la révolution entre les mains de l’avant-garde prolétarienne.

### Le paradoxe de la Révolution de Février

L’insurrection avait vaincu. Mais à qui transmit-elle le pouvoir arraché à la monarchie ? Nous en arrivons au problème capital de la Révolution de Février : comment et pourquoi le pouvoir se trouva-t-il entre les mains de la bourgeoisie libérale ?

Quand les troubles éclatèrent, le 23 février, l’on n’y attacha pas d’importance dans les cercles de la Douma et dans la “société bourgeoise”. Les députés libéraux et les journalistes patriotes se rencontraient comme d’habitude dans les salons et discutaient ensemble la question de Trieste et de Fiume, et affirmaient de nouveau que la Russie avait absolument besoin des Dardanelles<sup>46</sup>. Alors que l’oukase de dissolution de la Douma était déjà signé, une commission parlementaire discutait encore, hâtivement, de la transmission des services de ravitaillement à la municipalité. Moins de douze heures avant le soulèvement des bataillons de la Garde, l’Association pour les rapports entre Slaves entendait paisiblement lecture de son rapport annuel. “C’est seulement en revenant à pied de cette réunion – a écrit un des députés – c’est seulement alors que je fus frappé de l’angoissant silence et de l’aspect désertique de rues qui, d’ordinaire, étaient très animées.” Un vide angoissant s’était fait autour des vieilles classes dirigeantes, et leurs héritiers de demain en avaient le cœur serré.

Vers le 26, il devint clair, tant pour le gouvernement que pour les libéraux, que le mouvement était sérieux. Ce jour-là, il y a entre les ministres et certains membres de la Douma des conciliabules tendant à un accord, sur lesquels les libéraux, dans la suite, n’ont jamais soulevé le voile. Protopopov, dans ses dépositions, a déclaré que les leaders du bloc de la Douma exigeaient encore, comme d’ordinaire, la nomination de nouveaux ministres jouissant de la confiance publique : “Cette mesure, peut-être, calmera le peuple.” Mais la journée du 26 marqua, comme on sait, un temps d’arrêt dans le développement de la ré-

---

<sup>46</sup> Depuis fin 1916, certains essayent de faire aboutir une *paix sans victoire*, notamment le président Woodrow Wilson le 22 janvier 1917. Cependant l’Autriche-Hongrie aurait refusé de se séparer, notamment, de Trieste et Fiume. *NdE*

volution et le gouvernement, pour quelques heures, se sentit mieux assis. Lorsque Rodzianko<sup>47</sup> se présenta chez Golytsine<sup>48</sup> pour le persuader de donner sa démission, le président du Conseil indiqua sur sa table, dans un carton, un oukase de dissolution de la Douma, déjà signé par Nicolas, mais encore sans date. Ce fut Golytsine qui data le document. Comment le gouvernement put-il se résoudre à cette démarche au moment même où s'accroissait la poussée de la révolution ? A ce sujet, la bureaucratie dirigeante avait depuis longtemps son siège fait. "Que nous soyons avec le bloc ou sans lui, peu importe au mouvement ouvrier. On peut avoir raison de ce mouvement par d'autres moyens et, jusqu'à présent, le ministère de l'Intérieur s'en est bien tiré." C'est ainsi que parlait Goremykine<sup>49</sup> dès le mois d'août 1915. D'autre part, la bureaucratie estimait que la Douma, si elle était dissoute, ne se résoudrait à aucune démarche audacieuse. C'est aussi en août 1915 que le prince Chtcherbatov<sup>50</sup>, ministre de l'Intérieur, comme on discutait du renvoi de la Douma mécontente, déclara ceci : "Il est fort improbable que les députés se déclinent à l'insubordination. Ce sont, en grande majorité, des lâches, et qui craignent pour leur peau." Le prince ne s'exprimait pas avec trop d'élégance, mais il disait juste, en fin de compte. Dans sa lutte contre l'opposition libérale, la bureaucratie se sentait ainsi sur un terrain ferme.

Dans la matinée du 27, les députés alarmés par l'ampleur croissante des événements, se

<sup>47</sup> "Mikhaïl Rodzianko, président de la quatrième et dernière Douma d'Empire (1912-1917), personnage clé dans l'abdication de Nicolas II, le 15 mars 1917. Éxilé en Yougoslavie" ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>48</sup> "Nikolai Galitzine, prince, président du Conseil des ministres du 12 janvier au 12 mars 1917. Arrêté le 12 février 1925, il est incarcéré et fusillé le 2 juillet suivant à Leningrad." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>49</sup> "Ivan Goremykine, avocat. Président du Conseil en 1906 et de 1914 à 1916. Méprisé par les parlementaires et les révolutionnaires, Goremykine dirige un gouvernement dont l'inefficacité va contribuer à l'instabilité puis à la chute de la dynastie. Arrêté en mai 1917, Kerenski le fait libérer. Il se retire à Sotchi et est tué avec sa famille lors d'un cambriolage, le 24 décembre 1917." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

<sup>50</sup> "Nicolas Chtcherbatov, prince, ministre de l'Intérieur du 5 juin 1915 au 26 septembre 1915. Après octobre, il s'exile en Allemagne où il mourut en 1943." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org)).

réunirent en séance ordinaire. C'est alors seulement que la majorité apprit que la dissolution était prononcée. La mesure sembla d'autant plus inattendue que, la veille encore, des pourparlers de conciliation avaient eu lieu. "Et néanmoins – écrit fièrement Rodzianko – la Douma s'inclina devant la loi, espérant encore trouver une issue à cette situation embrouillée ; elle ne vota aucune résolution dans le sens d'un refus de se dissoudre ou d'un emploi de la violence pour se réunir." Les députés s'assemblèrent en conférence privée, et là se firent entre eux confession de leur impuissance. Chidlovsky<sup>51</sup>, libéral modéré, rappela plus tard, non sans sarcasme, qu'un certain Nekrasov<sup>52</sup>, cadet d'extrême gauche, futur associé de Kerenski, avait proposé "d'établir une dictature militaire en remettant tout le pouvoir à un général populaire". Entre temps, certains dirigeants du bloc progressiste, qui n'avaient pas assisté à cette conférence particulière, essayèrent une mesure pratique pour sauver la situation. Ils prièrent le grand-duc Michel de venir à Petrograd et, là, lui proposèrent d'exercer la dictature, de "forcer" le personnel du gouvernement à donner sa démission et d'exiger du tsar, par fil direct, qu'il "octroyât" un ministère responsable. Aux heures mêmes où se soulevaient les premiers régiments de la Garde, les leaders de la bourgeoisie libérale faisaient une dernière tentative pour écraser l'insurrection avec l'aide d'une dictature dynastique et, en même temps, pour se mettre d'accord avec la monarchie aux frais de la révolution. "L'irrésolution que manifesta le grand-duc – déclare Rodzianko, d'un ton désolé – eut pour conséquence qu'on laissa échapper le moment favorable."

<sup>51</sup> "Nikolaï Chidlovsky, membre du conseil de l'administration générale agraire, député à la 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> Douma." ([gw.geneanet.org](https://gw.geneanet.org)) "Président du bloc progressiste." (*Le Gaulois* du 17 mars 1917).

<sup>52</sup> "Nikolai Nekrasov, monarchiste, vice-président de la Douma en 1916, il complota au renversement du tsar par son frère. Ministre des transports dans le gouvernement provisoire, ministre des Finances, représentant le Parti radical-démocrate. Discret pendant la guerre civile russe, arrêté en mars 1921, libéré en mai, membre du conseil d'administration de l'Union des coopératives de consommation. Arrêté en novembre 1930, libéré en mars 1933. De nouveau arrêté en juin 1939, condamné à mort et abattu le 7 mai 1940." ([en.wikipedia.org](https://en.wikipedia.org))

Combien aisément les intellectuels radicaux croyaient à ce qu'ils désiraient, on le voit par le témoignage de Soukhanov<sup>53</sup>, socialiste non affilié à un parti, qui commence, en cette période, à jouer, au palais de Tauride, un certain rôle politique. "On m'informa – écrit-il dans ses amples *Mémoires* – de l'essentiel de ce qui s'était produit de nouveau en politique aux premières heures de cette inoubliable journée : l'oukase mettant en congé la Douma était promulgué, et la Douma refusait de se séparer, élisant un Comité provisoire." Ce qui précède est écrit par un homme qui ne sortait presque pas du palais de Tauride et qui tenait par le bouton de leur veste les députés notoires. Dans son *Histoire de la Révolution*<sup>54</sup>, Milioukov, après Rodzianko, déclare catégoriquement : "Après une série d'ardents discours, il fut décidé que les députés ne quittaient pas Petrograd, mais il n'était nullement dit, contrairement à la légende qui s'accréda, que les membres de la Douma refuseraient de se séparer en tant que représentants d'une institution." Refuser de se séparer, c'eût été prendre, en effet, une initiative, quoique trop tard. Ne pas quitter la capitale, c'était se laver les mains et attendre pour voir le tour que prendraient les événements. La crédulité de Soukhanov s'excuse cependant par certaines circonstances atténuantes. Le bruit d'après lequel la Douma aurait pris la décision révolutionnaire de ne point obéir à l'oukase impérial avait été mis en circulation, à la hâte, par les journalistes parlementaires, dans leur bulletin d'information, seule publication d'alors, par suite de la grève générale. Or, comme l'insurrection avait remporté la victoire dans la journée, les députés ne s'empressèrent point de réfuter l'erreur commise, encourageant ainsi dans leurs illusions leurs amis de gauche : ils ne s'occupèrent de rétablir la vérité qu'après avoir émigré. L'épisode est,

semble-t-il, d'une importance secondaire, mais il est très significatif. Le rôle révolutionnaire de la Douma dans la journée du 27 février était au total un mythe né de la crédulité politique des intellectuels radicaux, réjouis et épouvantés par la révolution, incapables de croire que les masses pussent mener l'affaire à bien, et empressés à trouver le plus vite possible un appui auprès de la bourgeoisie censitaire.

Parmi les *Mémoires* des députés qui appartenaient alors à la majorité de la Douma, l'on a fort heureusement conservé une relation qui nous dit comment cette Douma accueillit la révolution. D'après le prince Mansyriev, cadet de droite, il ne se trouva, parmi les députés qui s'assemblèrent en grand nombre le matin du 27, aucun des membres du bureau, aucun des leaders de partis, aucun des chefs de file du bloc progressiste : les absents étaient déjà renseignés sur la dissolution de la Douma et sur l'insurrection, et préféraient ne pas se montrer le plus longtemps possible ; d'autant plus que, précisément à ces heures-là, ils étaient probablement en pourparlers avec le grand-duc Michel au sujet d'une dictature. "Au sein de la Douma, l'émoi était général, le bouleversement profond – dit Mansyriev. On n'entendait même plus de conversations animées ; ce n'étaient que soupirs et courtes répliques dans ce genre : *Nous y voilà !* Ou bien des aveux de craintes personnelles." Tel est le récit d'un député des plus modérés, qui dut soupirer plus fort que les autres.

Avant deux heures de l'après-midi, quand les leaders se virent forcés de se montrer à la Douma, le secrétaire du bureau apporta une joyeuse nouvelle, cependant mal fondée : "Les désordres seront bientôt réprimés, des mesures ont été prises." Il se peut que l'on ait entendu par "mesures" les pourparlers au sujet d'une dictature. Mais la Douma est accablée et attend un mot décisif du leader du bloc progressiste. Or, Milioukov déclare ceci : "Nous ne pouvons prendre, en ce moment, aucune décision, d'abord parce que nous ne savons pas quelle est l'étendue des troubles, ensuite parce que nous ignorons de quel côté se range la majorité des troupes de la garnison, des ouvriers et des organisations sociales. Il faut recueillir des renseignements précis sur tout cela, et, ensuite examiner la situation ;

<sup>53</sup> "Nicolas Soukhanov, *menchevik*. Après octobre, membre du Comité central exécutif, mais très isolé, il défend une ligne démocratique non jacobine. À L'été 1918, exclu du Comité. Embauché au commissariat à l'Agriculture, devient membre de la section agraire de l'Académie. Arrêté en juillet 1930. Exilé en Sibérie. Arrêté une nouvelle fois en septembre 1937, il est accusé d'espionnage au profit de l'Allemagne et d'activités anti-soviétiques. Il est fusillé en juin 1940." ([en.wikipedia.org](http://en.wikipedia.org))

<sup>54</sup> 3 tomes Leroux imp. Paris 1932-1935. ([www.worldcat.org](http://www.worldcat.org))

maintenant, il est encore trop tôt.” A deux heures de l’après-midi, le 27 février, il était encore “trop tôt” pour le libéralisme ! “Recueillir des renseignements” signifie se laver les mains et attendre l’issue de la lutte.

Mais Milioukov n’acheva pas son discours, que, d’ailleurs, il n’avait commencé qu’avec l’idée de le terminer avec rien, car voici Kerenski qui se précipite dans la salle, fortement ému : une immense foule de peuple et de soldats, annonce-t-il, s’avance vers le palais de Tauride, et cette multitude a le dessein d’exiger de la Douma qu’elle prenne le pouvoir entre ses mains !... Un député radical sait exactement ce que réclament les puissantes masses populaires. En réalité, c’est Kerenski en personne qui exige, pour la première fois, que la Douma prenne le pouvoir – cette Douma qui, au fond de l’âme, espère toujours que le soulèvement sera réprimé. La communication de Kerenski provoque “un trouble général” et il y a “des regards effarés”. Cependant, il n’a pas eu le temps de terminer qu’il est interrompu par un huissier de la Douma, accouru tout épouvanté : des détachements de soldats, devançant les autres, se sont approchés du palais, n’ont pas été admis à l’entrée, par les hommes du poste, le chef de garde serait grièvement blessé. Une minute après, il se trouve que les soldats se sont déjà introduits dans le palais.

Plus tard, il devait être dit, dans des discours et dans des articles, que les soldats étaient venus saluer la Douma et lui prêter serment. Mais, pour l’instant, c’est chez tous une mortelle panique. Le flot leur monte à la gorge. Les leaders chuchotent entre eux. Il faut gagner du temps. Rodzianko se hâte de mettre aux voix la proposition qu’on lui a suggérée de constituer un Comité Provisoire. Acclamations. Mais tous n’ont que l’idée de déguerpir au plus vite, il ne s’agit guère d’élections ! Le président, non moins terrifié que les autres, propose de confier au Conseil des doyens la tâche de former le Comité. Nouvelles approbations bruyantes du petit nombre de députés restés dans la salle : la majorité a déjà trouvé moyen de s’éclipser. C’est ainsi que réagit d’abord la Douma dissoute par le tsar devant l’insurrection victorieuse.

Pendant ce temps, la révolution, dans le même édifice, mais dans un local moins décoratif, créait un autre organe de pouvoir. Les

dirigeants révolutionnaires n’avaient là rien à inventer. L’expérience des soviets de 1905 s’était gravée pour toujours dans la conscience ouvrière. A chaque montée du mouvement, même au cours de la guerre, l’idée de constituer des soviets renaissait presque automatiquement. Et, bien que la conception du rôle des soviets fût profondément différente chez les bolcheviks et les mencheviks (les socialistes-révolutionnaires n’avaient point à ce sujet de ferme opinion), la forme même de cette organisation était, semble-t-il, hors de discussion. Les mencheviks, membres du Comité des Industries de guerre, que l’on venait de tirer de prison, se rencontrèrent au palais de Tauride avec des représentants actifs du mouvement syndical et de la coopération appartenant à la même aile droite, ainsi qu’avec les parlementaires mencheviks Tchkhéidzé et Skobelev, et ils constituèrent sur-le-champ un Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers, lequel Comité se compléta dans la journée, principalement avec d’anciens révolutionnaires qui avaient perdu le contact des masses, mais gardé “un nom”. Le Comité exécutif, s’étant également adjoint des bolcheviks, invita les ouvriers à élire immédiatement leurs députés.

La première séance du Soviet fut fixée pour le soir du même jour, au palais de Tauride. Elle s’ouvrit, en effet, à 9 heures, et ratifia la composition de l’Exécutif en y désignant, de plus, des représentants officiels de tous les partis socialistes. Mais là n’était point la véritable signification de cette première assemblée des représentants du prolétariat vainqueur dans la capitale. Des délégués des régiments soulevés vinrent à la séance exprimer leurs félicitations. Dans ce nombre, il y avait des soldats tout à fait incultes, comme contusionnés par l’insurrection et qui tournaient difficilement leur langue dans leur bouche. Mais eux précisément trouvaient des mots dont aucun tribun ne se fût avisé.

Ce fut une des scènes les plus pathétiques d’une révolution qui venait de sentir sa force, le réveil des masses innombrables, l’immensité des tâches à accomplir, l’orgueil de ses succès, une joyeuse palpitation de cœur à la pensée d’un lendemain qui devait être encore plus radieux que cette journée. La révolution n’a pas encore de rites, la rue est encore pleine de fumée, les masses ne savent pas en-

core chanter leur nouveau répertoire, la séance se déroule dans le désordre, avec la puissance des eaux vernelles qui débordent, le Soviet s'étouffe d'enthousiasme. La révolution est déjà puissante, mais encore puérile en sa naïveté.

En cette première séance, il fut décidé d'unir la garnison avec les ouvriers en un seul Soviet de députés ouvriers et soldats. Qui, le premier, proposa cette résolution ? Il est probable qu'elle vint de divers côtés, ou plutôt de toutes parts, comme un écho de la fraternisation entre ouvriers et soldats, qui, ce jour-là, avait décidé du sort de la révolution. On ne peut, cependant, se dispenser de signaler que, d'après Chliapnikov, les social-patriotes protestaient contre l'immixtion de l'armée dans la politique.

A dater du moment où il s'est constitué, le Soviet, par le truchement de son Comité exécutif, commence à agir en tant que pouvoir gouvernemental. Il élit une commission provisoire pour les approvisionnements et la charge de s'occuper d'une façon générale des besoins des insurgés et de la garnison. Il organise son état-major révolutionnaire provisoire (tout, en ces jours-là, est déclaré provisoire) dont nous avons parlé précédemment. Pour enlever aux fonctionnaires de l'ancien régime la faculté de disposer des ressources financières, le Soviet décide que des corps de garde révolutionnaires occuperont immédiatement la Banque d'Empire, la Trésorerie, la Monnaie et les services de fabrication des papiers-valeurs d'État. Les tâches et les fonctions du Soviet s'accroissent constamment sous la pression des masses. La révolution trouve son centre incontesté. Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au Soviet, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la révolution. Mais les représentants des classes possédantes viendront aussi demander au Soviet, quoiqu'en grinçant des dents, une protection, des directives, des solutions de conflits.

Cependant, dès ces premières heures de victoire, alors que le nouveau pouvoir révolutionnaire se constituait avec une rapidité fabuleuse et une force irrésistible, les socialistes qui se trouvèrent à la tête du Soviet jetaient autour d'eux des regards inquiets, cherchant

un véritable "patron". Ils estimaient chose toute naturelle que le pouvoir passât à la bourgeoisie. Ici se forme le nœud politique principal du nouveau régime : d'une part, le fil conduit à la salle de l'Exécutif des ouvriers et des soldats ; par l'autre bout, il mène au centre des partis bourgeois.

Le Conseil des doyens de la Douma, vers trois heures, alors que la victoire dans la capitale était déjà tout à fait décisive, élut un "Comité provisoire des membres de la Douma", constitué avec des éléments des partis du bloc progressiste, en y joignant Tchkhéidzé et Kerenski. Tchkhéidzé refusa. Kerenski tergiversait. Le nom du comité indiquait, en termes circonpects, qu'il ne s'agissait pas d'un organe officiel de la Douma d'Empire, qu'il se formait seulement, à titre privé, un organe de la conférence des membres de la Douma. Les leaders du bloc progressiste ne méditèrent jusqu'au bout qu'une seule question : comment échapper aux responsabilités en gardant les mains libres ?

La tâche du Comité était déterminée en termes ambigus, soigneusement choisis : "rétablissement de l'ordre et rapports avec les institutions et les personnalités". Pas un mot sur la nature de l'ordre que ces messieurs entendent rétablir, sur les institutions avec lesquelles ils désirent entrer en rapports. Ils ne tendent pas encore la main vers la peau de l'ours... il se pourrait que l'animal eût été mal tué, seulement grièvement blessé !... C'est seulement à onze heures du soir, le 27 février, lorsque, de l'aveu de Milioukov, "le mouvement révolutionnaire se manifesta dans toute son ampleur", que "le Comité provisoire décida de faire un pas de plus et de prendre en main le pouvoir que laissait échapper le gouvernement". Imperceptiblement, le Comité des membres de la Douma se transforma en Comité de la Douma : quand on veut conserver les apparences juridiques d'une succession du pouvoir, il n'y a pas de meilleur moyen que de commettre un faux.

Mais Milioukov se tait sur le principal : les leaders du Comité exécutif qui s'était formé dans la journée avaient trouvé le temps de se présenter au Comité provisoire et de lui demander avec instance de prendre le pouvoir. Cette pression amicale devait avoir ses conséquences. Par la suite, Milioukov expliqua la décision du Comité de la Douma en disant

que le gouvernement se serait apprêté à faire marcher contre les insurgés des troupes sûres et que, "dans les rues de la capitale, l'on pouvait redouter de véritables batailles". En réalité, le gouvernement ne disposait plus d'une seule troupe, il était déjà complètement renversé. Rodzianko écrivit plus tard que "si la Douma avait refusé de prendre le pouvoir, elle aurait été mise en état d'arrestation et massacrée tout entière par les troupes mutinées, et que le pouvoir se serait trouvé immédiatement entre les mains des bolcheviks." Il y a là, bien sûr, une absurde exagération, tout à fait dans l'esprit de l'honorable chambellan ; mais elle traduit sans ombre d'erreur l'état d'âme de la Douma qui, en se voyant remettre le pouvoir, se considéra comme politiquement violée.

Dans de telles dispositions, la solution ne se présentait pas facile. Les hésitations de Rodzianko étaient particulièrement mouvementées, qui demandait à d'autres : "Que va-t-il arriver ? Est-ce une révolte, oui ou non ?" Un député monarchiste, Choulguine<sup>55</sup>, fit, d'après ses propres termes, cette réplique à Rodzianko : "Il n'y a là aucune révolte. Prenez le pouvoir en qualité de sujet fidèle... Si les ministres se sont sauvés, quelqu'un doit tout de même les remplacer... Il peut y avoir deux issues : ou bien tout s'arrangera, le souverain désignera un nouveau gouvernement, nous lui remettrons le pouvoir. Si cela ne réussit pas, si nous ne recueillons pas le pouvoir, celui-ci tombera entre les mains de gens déjà élus par une certaine canaille, dans les usines..." Inutile de relever les grossièretés d'un gentleman réactionnaire à l'adresse des ouvriers : la révolution a mis le pied sur ces messieurs. La morale est claire : si la monarchie l'emporte, nous serons avec elle ; si la révolution est victorieuse, tâchons de la dépouiller.

La consultation fut longue. Les leaders démocrates attendaient, fort agités, une solution. Enfin, du cabinet de Rodzianko, sortit Milioukov. Il avait l'air solennel. S'avancant

vers la délégation du Soviet, il déclara : "Il y a une décision, nous prenons le pouvoir..." Et, dans ses *Mémoires*, Soukhanov de s'écrier avec enthousiasme : "Je ne demandais pas ce que signifiait ce *nous*. Je ne demandais plus rien. Mais, selon l'expression courante, je ressentais dans tout mon être la nouvelle situation. Je sentais comment le vaisseau de la révolution, ballotté en ces heures, au gré des éléments déchaînés, venait de hisser ses voiles, de trouver sa stabilité et la régularité de ses mouvements dans l'effroyable tempête qui le secouait." Qu'en termes raffinés ces choses-là sont dites pour avouer prosaïquement la servilité de la démocratie petite-bourgeoise devant le capitalisme libéral ! Et quelle épouvantable erreur de perspective politique : l'abandon du pouvoir aux libéraux ne donnera aucune stabilité au vaisseau de l'État, et, au contraire, à dater de ce jour, deviendra pour la révolution une cause d'impuissance, de chaos formidable, de surexcitation des masses, de débâcle du front et, par la suite, d'un extrême acharnement dans la guerre civile.

Si l'on jette seulement un coup d'œil sur les siècles passés, le passage du pouvoir aux mains de la bourgeoisie paraîtra suffisamment suivre une règle définie : dans toutes les révolutions précédentes, sur les barricades se battaient des ouvriers, de petits artisans, un certain nombre d'étudiants ; des soldats prenaient leur parti ; ensuite, la bourgeoisie cosse, qui avait prudemment observé les combats de barricades par la fenêtre, recueillait le pouvoir. Mais la Révolution de Février 1917 différait des révolutions précédentes par le caractère social incomparablement plus élevé et par le haut niveau politique de la classe révolutionnaire, par une hostile défiance des insurgés à l'égard de la bourgeoisie libérale et, en conséquence, par la création, au moment même de la victoire, d'un nouvel organe de pouvoir révolutionnaire : un Soviet s'appuyant sur la force armée des masses. Dans ces conditions, la remise du pouvoir à la bourgeoisie isolée politiquement et désarmée réclame une explication.

Avant tout, il faut considérer de près les rapports de forces qui s'établirent en résultat de l'insurrection. La démocratie soviétique n'était-elle pas forcée par les circonstances objectives de renoncer au pouvoir, au profit

---

<sup>55</sup> "Vasily Choulguine, co-fondateur du Bloc progressiste, opposant à la Révolution, il persuade Nicolas II, avec d'autres, d'abdiquer. Partisan d'un gouvernement fort, il soutien le gouvernement provisoire. Il s'exile à Kiev et participe à la réaction blanche, pour enfin s'établir en Yougoslavie. Il y est arrêté en 1944, puis emprisonné. Libéré en 1956, il est mort en 1976." ([en.wikipedia.org](https://en.wikipedia.org))

de la haute bourgeoisie ? La bourgeoisie elle-même ne le pensait pas. Nous savons déjà que, loin d'attendre de la révolution le pouvoir, la bourgeoisie prévoyait en cette dernière un péril de mort pour toute sa situation sociale. "Les partis modérés – écrit Rodzianko – non seulement ne désiraient pas la révolution : mais ils la redoutaient tout simplement. Le parti de la liberté du peuple (*cadets*), notamment, comme gauche des groupes modérés et, par conséquent, ayant le plus de points de contact avec les partis révolutionnaires du pays, était plus que tous soucieux devant la catastrophe imminente." L'expérience de 1905 rappelait d'une façon trop convaincante aux libéraux qu'une victoire des ouvriers et des paysans pourrait se révéler non moins dangereuse pour la bourgeoisie que pour la monarchie. La marche de l'insurrection de Février, selon toute apparence, confirmait seulement cette prévision. Si informés que fussent, sous beaucoup de rapports, les idées politiques des masses révolutionnaires, en ces journées-là, la ligne de séparation entre les travailleurs et la bourgeoisie fut néanmoins irréductiblement tracée.

Stankévitche - maître de conférences – (privat-docent) à l'Université, qui avait des accointances dans les cercles libéraux, ami et non ennemi du bloc progressiste, caractérise de la manière suivante l'état d'âme de ces milieux au lendemain d'une insurrection qu'ils n'avaient pas réussi à prévenir : "Officiellement, ils triomphaient, ils célébraient la révolution, poussaient des hourras en l'honneur des combattants de la liberté, se paraient de rubans rouges, marchaient sous les drapeaux rouges... Mais, au fond de l'âme et en tête à tête, ils étaient épouvantés, frissonnaient et se sentaient prisonniers de l'élément hostile qui s'engageait sur des voies inconnues. Jamais ne s'oubliera la figure de Rodzianko, gros propriétaire de pesante allure, grand personnage, lorsque, gardant un air de hautaine dignité, mais aussi, dans ses traits pâlis, les marques figées d'une profonde souffrance et du désespoir, il traversait la cohue des soldats débraillés, dans les couloirs du palais de Tau ride. Officiellement, il était dit que *les soldats étaient venus soutenir la Douma dans sa lutte contre le gouvernement*, mais, en fait, la Douma se trouva dissoute, dès les premiers jours. Et l'on retrouvait la même expression

sur tous les visages, parmi les membres du Comité provisoire de la Douma et dans les milieux qui les entouraient. A ce qu'on dit, des représentants du bloc progressiste versèrent des larmes, une fois rentrés chez eux, en des crises d'hystérie causées par leur désespoir et leur impuissance."

Ce vivant témoignage a plus de valeur que toutes autres recherches sociologiques au sujet des rapports entre forces. D'après le propre récit de Rodzianko, celui-ci frémisait d'indignation impuissante à voir que des soldats inconnus, "obéissant à des ordres donnés, on ne savait par qui", procédaient à l'arrestation de hauts dignitaires de l'ancien régime et les amenaient à la Douma. Le chambellan se trouvait ainsi, en quelque sorte, chef de prison vis-à-vis de personnes avec lesquelles, certes, il n'était pas toujours d'accord, mais qui restaient pour lui, toutefois, des gens de son milieu. Atterré par ces mesures "arbitraires", Rodzianko convoqua dans son cabinet Chtcheglovitov<sup>56</sup>, que l'on avait arrêté, mais les soldats se refusèrent à lui remettre le dignitaire qu'ils exécraient. "Comme j'essayais de faire preuve d'autorité – écrit Rodzianko –, les soldats encerclèrent leur prisonnier en me montrant leurs fusils, d'un air provocant et insolent ; ensuite, Chtcheglovitov fut emmené sans plus de façons dans je ne sais quel autre lieu." Pouvait-on confirmer d'une façon plus éclatante Stankévitche, disant que les régiments venus, affirmait-on, soutenir la Douma, l'abrogèrent en réalité ?

Que le pouvoir, dès la première heure, apparut au Soviet, les membres de la Douma pouvaient seulement se permettre à ce sujet moins d'illusions que personne. Chidlovsky, député octobriste, un des leaders du bloc progressiste, écrit dans ses Souvenirs : "Le Soviet prit possession de tous les bureaux de poste et de télégraphe, de toutes les gares de Petrograd, de toutes les imprimeries, de sorte que, sans sa permission, il eût été impossible d'expédier un télégramme, ou bien de quitter Petrograd, ou bien d'imprimer un manifeste." Cette caractéristique non équivoque des rapports de forces n'a besoin d'être clarifiée qu'à un seul point de vue : la "prise" des bureaux

<sup>56</sup> "Ivan Chtcheglovitov, ministre de la Justice de juillet 1905 au 6 juillet 1915. Mort le 5 septembre 1918." (fr.wikipedia.org)

de poste et de télégraphe, des chemins de fer, des imprimeries, etc., par le Soviet, signifie seulement que les ouvriers et les employés de ces entreprises ne voulaient se subordonner à personne, le soviet excepté.

La plainte de Chidlovsky est illustrée le mieux du monde par un épisode qui trouva sa place au moment où les négociations au sujet du pouvoir étaient des plus animées entre les leaders du Soviet et de la Douma. Leur réunion générale fut interrompue par un communiqué urgent leur apprenant de Pskov, où le tsar, après avoir erré sur les lignes de chemin de fer, se trouvait alors, que Rodzianko était appelé par fil direct. Le tout-puissant président de la Douma déclara qu'il ne se rendrait pas seul au télégraphe. "Que Messieurs les députés ouvriers et soldats me donnent une escorte ou viennent avec moi ; autrement, je serai arrêté en arrivant au télégraphe... Bien entendu ! – poursuivit-il, en s'échauffant. – Vous avez maintenant le pouvoir et la force. Vous pouvez naturellement me faire arrêter... Peut-être nous arrêterez-vous tous tant que nous sommes ! Nous n'en savons rien !" Ceci se passait le 1<sup>er</sup> mars ; à peine quarante-huit heures s'étaient écoulées depuis que le Comité provisoire, à la tête duquel se trouvait Rodzianko, avait "pris" le pouvoir.

Comment, cependant, en de telles circonstances, les libéraux se trouvèrent-ils au pouvoir ? Qui (et comment ?) les avait habilités, à former ce gouvernement issu d'une révolution qu'ils redoutaient, contre laquelle ils avaient agi, qu'ils avaient cherché à écraser, qu'ils avaient accomplie des masses exécrées, et qui s'était faite avec tant de résolution et de hardiesse que le Soviet des ouvriers et soldats, sorti de l'insurrection, se montrait naturellement et incontestablement maître de la situation ?

Écoutons maintenant l'autre côté, celui qui abandonnait le pouvoir. Soukhanov écrit au sujet des journées de Février : "Le peuple n'était nullement porté vers la Douma, il ne s'intéressait pas à elle et ne songeait pas du tout à faire d'elle – à titre politique ou technique – le centre du mouvement." Cet aveu est d'autant plus digne d'attention que l'auteur, aux premières heures, va appliquer tous ses efforts à obtenir que le pouvoir soit remis au Comité de la Douma d'Empire. Plus loin, au sujet des tractations qui eurent lieu le

1<sup>er</sup> mars, Soukhanov dit encore : "Milioukov comprit fort bien qu'il était complètement dans les possibilités du Comité exécutif de transmettre ou de ne pas transmettre le pouvoir à un gouvernement de la haute bourgeoisie." Peut-on s'exprimer plus catégoriquement ? Une situation politique peut-elle être plus claire ? Et, néanmoins, Soukhanov, en complète contradiction avec la situation et avec lui-même, déclare aussitôt : "Le pouvoir qui vient remplacer le tsarisme ne doit être que bourgeois... C'est sur cette déduction qu'il faut se guider. Autrement, l'insurrection échouerait et la révolution serait perdue." La révolution perdue faute d'un Rodzianko !

Au problème des rapports vivants entre forces sociales est ici substitué un schéma conçu a priori et dans une terminologie conventionnelle : là précisément est la quintessence du doctrinarisme des intellectuels. Et nous verrons plus loin que ce doctrinarisme n'avait rien de platonique : il remplissait une fonction politique parfaitement réaliste, quoiqu'il eût les yeux bandés.

Ce n'est pas par hasard que nous avons cité Soukhanov. En cette première période, l'inspirateur du Comité exécutif était non pas son président, Tchkhéidzé, honnête et borné provincial, mais Soukhanov, l'homme le moins fait, à parler, d'une manière générale pour la conduite d'une révolution. A demi populiste, à demi marxiste, plutôt observateur consciencieux qu'homme politique, plus journaliste que révolutionnaire, plus raisonnable que journaliste, il n'était capable de s'en tenir à une conception révolutionnaire que jusqu'au moment où cette conception devrait être mise en application. Internationaliste passif pendant la guerre, il décida dès le premier jour de la révolution, que l'on devait aussitôt que possible glisser le pouvoir et la guerre à la bourgeoisie. Comme théoricien, du moins par son besoin, sinon par sa capacité de joindre les deux bouts, il était supérieur aux autres membres du Comité exécutif d'alors. Mais sa principale force consistait tout de même en ceci qu'il traduisait en un langage de doctrinaire les traits organiques de cette confrérie de gens de tout poil et pourtant homogène : manque de foi en leurs propres forces, peur des masses, attitude arrogante, mais déférente à l'égard de la bourgeoisie. Lénine disait de Soukhanov qu'il était un des

meilleurs représentants de la petite bourgeoisie. Et c'est ce que l'on peut dire de plus flatteur de lui.

On ne doit seulement pas oublier qu'il s'agit ici, avant tout, de la petite bourgeoisie d'un nouveau type capitaliste : des employés d'industrie, de commerce, de banque, des fonctionnaires du capital d'une part, et de la bureaucratie ouvrière d'autre part, c'est-à-dire de ce nouveau Tiers-État au nom duquel le social-démocrate allemand bien connu, Édouard Bernstein, à la fin du siècle dernier, avait entrepris de réviser la conception révolutionnaire de Marx. Pour dire comment la révolution ouvrière et paysanne céda le pouvoir à la bourgeoisie, on doit introduire un chaînon intermédiaire dans la suite des faits politiques : les petits bourgeois démocrates et socialistes du genre de Soukhanov, les journalistes et les politiciens d'un nouveau Tiers-État, qui enseignaient aux masses que la bourgeoisie est l'ennemi, mais redoutaient par-dessus tout de soustraire les masses à l'autorité de cet ennemi. La contradiction entre le caractère de la révolution et celui du gouvernement qui en sortit s'explique par le caractère contradictoire du nouveau milieu petit-bourgeois qui se plaça entre les masses révolutionnaires et la bourgeoisie capitaliste. Au cours des événements ultérieurs de la révolution, le rôle politique de la démocratie petite-bourgeoise nouveau modèle nous sera entièrement dévoilé. Préalablement, bornons-nous à en dire quelques mots.

Dans l'insurrection, c'est la minorité de la classe révolutionnaire qui intervient directement et elle trouve sa force dans l'appui ou, du moins, les sympathies de la majorité. La minorité active et combative, sous le feu de l'ennemi, met inévitablement en avant ses éléments les plus révolutionnaires et les plus remplis d'abnégation. Il est tout naturel que, dans les combats de Février, les ouvriers bolcheviks aient été aux avant-postes. Mais la situation change avec la victoire, quand elle commence à trouver sa stabilité politique. Aux élections pour la constitution d'organes et d'institutions de la révolution victorieuse sont convoquées et affluent des masses infiniment plus nombreuses que celles qui ont combattu les armes à la main. Ceci concerne non seulement les institutions générales de la démocratie, telles que les Doumas munici-

pales, les zemstvos, ou bien, plus tard, l'Assemblée constituante, mais aussi les organes de castes tels que les soviets de députés ouvriers.

L'écrasante majorité des ouvriers, mencheviks, socialistes-révolutionnaires et sans-parti, soutinrent les bolcheviks au moment où la lutte contre le tsarisme devint un corps-à-corps. Mais il n'y eut qu'une petite minorité d'ouvriers pour comprendre en quoi les bolcheviks se distinguent des autres partis socialistes. Cependant, tous les travailleurs traçaien une ligne de démarcation très nette entre eux et la bourgeoisie. C'est ce qui détermina la situation politique après la victoire. Les ouvriers élisaient des socialistes, c'est-à-dire ceux qui étaient non seulement contre la monarchie, mais aussi contre la bourgeoisie. Ils ne faisaient presque aucune différence entre les trois partis socialistes. Mais comme les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires disposaient de cadres intellectuels incomparablement plus considérables qui affluaient vers eux de tous côtés, et obtinrent ainsi d'emblée une formidable réserve d'agitateurs, les élections, même dans les fabriques et les usines, leur donnèrent une formidable prépondérance.

Dans le même sens, mais avec une force encore plus incalculable, allait la pression de l'armée réveillée. Au cinquième jour de l'insurrection, la garnison de Petrograd suivit les ouvriers. Après la victoire, elle se trouva appelée aux élections de soviets. Les soldats donnèrent leur voix et leur confiance à ceux qui se prononçaient contre le corps des officiers monarchistes, pour la révolution, et surent le dire à haute voix : ces derniers étaient des engagés volontaires, des greffiers d'armée, des officiers de santé, de jeunes officiers du temps de guerre recrutés chez les intellectuels, de petits employés de l'administration militaire, c'est-à-dire la couche inférieure du même "nouveau Tiers-État". Presque tous s'inscrivaient depuis mars au parti socialiste-révolutionnaire qui, par l'inconsistance de sa pensée, répondait le mieux à leur situation sociale intermédiaire et à leur insuffisance politique. Les représentants de la garnison furent par conséquent infinité plus modérés et plus bourgeois que la masse même des soldats. Celle-ci, cependant, ne voyait pas la différence, laquelle ne

devait se manifester qu'après l'expérience des mois suivants.

Les ouvriers, d'autre part, voulaient rendre leur liaison avec les soldats aussi étroite que possible pour consolider une alliance achetée au prix du sang et armer plus sûrement la révolution. Et comme, au nom de l'armée, parlaient surtout des socialistes-révolutionnaires de la dernière fournée, l'autorité de ce parti et de ses alliés, les mencheviks, ne pouvait que s'accroître aux yeux des ouvriers. C'est ainsi que, dans les soviets, s'affirma la prédominance des deux partis de conciliateurs. Il suffit de dire que, même au Soviet du quartier de Vyborg, le rôle de dirigeants appartint dans les premiers temps à des ouvriers mencheviks. Le bolchevisme, en cette période, bouillonnait seulement encore dans les profondeurs de la révolution. Les officiels du bolchevisme, même au sein du Soviet de Petrograd, représentaient une infime minorité qui, d'ailleurs, ne se définissait pas bien clairement sa tâche. C'est ainsi que se constitua le paradoxe de la Révolution de Février. Le pouvoir est aux mains des socialistes démocrates. Ils ne l'ont nullement saisi par hasard, par un coup de force à la Blanqui ; non, le pouvoir leur est ouvertement remis par les masses populaires victorieuses. Ces masses ne refusent pas seulement à la bourgeoisie leur confiance, leur appui, mais elles ne la différencient point de la noblesse ou de la bureaucratie. Elles mettent leurs armes exclusivement à la disposition des soviets. Or, le seul souci des socialistes si facilement parvenus à la tête des soviets est de savoir si la bourgeoisie, politiquement isolée, odieuse aux masses, entièrement hostile à la révolution, consentira à reçueillir le pouvoir de leurs mains. Son assentiment doit être acquis à tout prix ; mais comme la bourgeoisie ne peut évidemment renoncer à son propre programme, c'est à nous, "socialistes", qu'il convient de nous déssister du nôtre : nous taire sur la monarchie, sur la guerre, sur la question agraire, pourvu seulement que la bourgeoisie accepte le cadeau du pouvoir.

En se livrant à cette opération, les "socialistes", comme s'ils se moquaient d'eux-mêmes, continuent à dénommer la bourgeoisie non autrement que l'ennemi de classe. C'est avec un cérémonial quasi religieux que l'on célèbre un acte de provocation sacrilège.

Une lutte de classe menée jusqu'au bout vise à la conquête du pouvoir. La faculté essentielle d'une révolution est de pousser la lutte de classe jusqu'au bout. Une révolution est précisément une lutte directe pour la prise du pouvoir. Or, nos "socialistes" se soucient non d'arracher le pouvoir à l'ennemi de classe (disent-ils) qui, pourtant, ne le détient pas et ne saurait le prendre par ses propres forces, mais de lui livrer à tout prix ce pouvoir. N'est-ce pas un paradoxe ? Il sembla d'autant plus frappant que l'expérience de la Révolution allemande de 1918 n'existe pas encore et que l'humanité n'avait pas encore été témoin de la prodigieuse opération du même genre, beaucoup mieux réussie, qu'accomplit le "nouveau Tiers-État" qui dirige la social-démocratie allemande.

Comment les conciliateurs expliquaient-ils leur conduite ? Ils avaient d'abord un argument de doctrinaires : la révolution étant bourgeoise, les socialistes ne doivent pas se compromettre en prenant le pouvoir ; – que la bourgeoisie réponde pour elle-même ! C'était d'un ton très intransigeant. Mais, en réalité, la petite bourgeoisie masquait sous des dehors d'intransigeance ses flagorneries devant la puissance de la richesse, de l'instruction, du cens. Les petits bourgeois reconnaissaient à la haute bourgeoisie une sorte de droit primordial à prendre le pouvoir, indépendant des rapports de forces. C'était à peu près, au fond, le geste instinctif du petit marchand ou du modeste professeur qui, dans une gare ou au théâtre, s'efface respectueusement pour laisser passer... Rothschild ! Les arguments des doctrinaires ne servaient que de compensation à la conscience qu'ils avaient de leur propre nullité. Deux mois plus tard, lorsqu'il devint évident que la bourgeoisie ne parviendrait pas à retenir par ses seules forces le pouvoir qu'on lui avait cédé, les conciliateurs rejettèrent sans peine leurs préjugés "socialistes" et entrèrent dans un ministère de coalition. Non point pour en chasser la bourgeoisie, mais au contraire pour la sauver. Non point contre la volonté de celle-ci, mais au contraire sur son invitation qui avait le ton d'un ordre : la bourgeoisie menaçait les démocrates de leur faire tomber, en cas de refus, le pouvoir sur la tête.

Le deuxième argument invoqué pour décliner le pouvoir était, eu apparence, d'ordre pra-

tique, sans être plus sérieux au fond. Soukhanov, que nous connaissons déjà, invoquait avant tout “l'éparpillement” de la Russie démocratique : “Aux mains de la démocratie il ne se trouvait alors pas d'organisations en quelque mesure solides et influentes, ni partis, ni syndicats, ni municipalité.” Cela a un ton de raillerie ! Sur les soviets de députés ouvriers et soldats, pas un mot n'est dit par un socialiste qui parle au nom des soviets. Et cependant, grâce à la tradition de 1905, les soviets étaient en quelque sorte sortis de terre et étaient tout de suite devenus incomparablement plus puissants que toutes les autres organisations qui essayèrent plus tard de rivaliser avec eux (municipalités, coopératives, partiellement aussi les syndicats). En ce qui concerne la classe paysanne, force dispersée par sa nature même, elle était organisée, plus qu'elle ne l'avait jamais été, en conséquence de la guerre et de la révolution : la guerre avait groupé les paysans dans l'armée et la révolution avait donné à l'armée un caractère politique ! Il n'y eut pas moins de huit millions de paysans rassemblés en compagnies et en escadrons, lesquels constituèrent immédiatement leurs délégations révolutionnaires par l'intermédiaire desquelles, à tout moment, sur un appel téléphonique, ils pouvaient être mis sur pied. Cela ressemble-t-il à de “l'éparpillement” ?

On peut assurément dire qu'au moment où se décidait la question du pouvoir, la démocratie ne savait pas encore quelle serait l'attitude de l'armée sur le front. Nous ne soulèverons pas la question de savoir s'il y avait le moindre motif de craindre ou d'espérer que les soldats du front, excédés par la guerre, voulussent soutenir la bourgeoisie impérialiste. Il suffit de constater que cette question fut intégralement résolue dans les deux ou trois premiers jours que les conciliateurs employèrent justement à préparer dans la coulisse un gouvernement bourgeois. “L'insurrection était, le 3 mars, heureusement achevée”, avoue Soukhanov. Bien que toute l'armée eût donné son adhésion aux soviets, leurs leaders repoussaient le pouvoir de toutes leurs forces : ils le redoutaient d'autant plus qu'il se concentrerait plus entièrement entre leurs mains.

Mais pourquoi donc ? Comment les démocrates, les “socialistes”, qui s'appuyaient directement sur de telles masses humaines que

ne connaît jamais à sa suite aucune démocratie dans l'histoire, et encore sur des masses pourvues d'une expérience considérable, disciplinées, armées, organisées en soviets — comment cette démocratie puissante, inébranlable eut-il semblé, pouvait-elle craindre de prendre le pouvoir ? Cette énigme, subtile à première vue, s'explique par ce fait que la démocratie n'avait pas confiance en son propre appui, appréhendait les masses, doutait de la solidité de la confiance accordée par celle-ci, et, surtout, redoutait l’“anarchie”, c'est-à-dire craignait, après avoir recueilli le pouvoir, de devenir, dans l'exercice de l'autorité, le jouet de ce que l'on appelle les éléments déchaînés. En d'autres termes, la démocratie se sentait non appelée à prendre la conduite du peuple, au moment de sa montée révolutionnaire, mais désignée comme aile gauche de l'ordre bourgeois, une sorte d'antenne de celui-ci tendue du côté des masses. Elle se disait et s'estimait même socialiste pour masquer non seulement aux masses, mais à ses propres yeux, son rôle effectif : si elle ne s'était pas ainsi enivré d'elle-même, elle n'eût pas pu jouer ce rôle. Ainsi s'explique le paradoxe fondamental de la Révolution de Février.

Le soir du 1<sup>er</sup> mars, les délégués du Comité exécutif, Tchkhéidzé, Steklov<sup>57</sup>, Soukhanov et autres, se rendirent à la séance du Comité de la Douma pour discuter des conditions dans lesquelles le nouveau gouvernement serait soutenu par les soviets. Le programme des démocrates passait complètement sous silence les problèmes de la guerre, de la proclamation de la République, de la répartition des terres, de la journée de huit heures, et n'aboutissait qu'à une seule et unique revendication : celle de la liberté d'agitation pour les partis de gauche. Bel exemple de désintéressement pour les peuples et les siècles : des socialistes qui avaient dans les mains la totalité du pouvoir, et de qui il dépendait complètement d'accorder ou de refuser à d'autres la liberté d'agitation, cédaient le pouvoir à leurs “ennemis de classe” sous condition que ceux-

---

<sup>57</sup> “Iouri Steklov, ex-bolchevik, il participe à la révolution de février 1917 en tant que social-démocrate indépendant, puis se rapproche à nouveau des bolcheviks. Rédacteur en chef des Izvestia (1917-1925). Subit la répression en 1938 et meurt en détention.” ([www.marxists.org](http://www.marxists.org)).

ci leur promettraient... la liberté d'agitation ! Rodzianko n'osait se rendre au télégraphe et disait à Tchkhéidzé et à Soukhanov : "Vous avez le pouvoir, vous pouvez nous faire arrêter tous." Tchkhéidzé et Soukhanov lui répondaient ; "Prenez le pouvoir, mais ne nous arrêtez pas pour faits de propagande !" Si l'on étudie les tractations des conciliateurs avec les libéraux et, en somme, tous les épisodes des rapports mutuels entre l'aile gauche et l'aile droite du palais de Tauride, en ces journées, on dirait que, sur la gigantesque scène où se déroulait un drame populaire historique, un groupe d'acteurs provinciaux, profitant d'un coin libre et d'une pause, jouait un trivial vaudeville à travestissements.

Les leaders de la bourgeoisie, on doit leur rendre cette justice, n'attendaient rien de pareil. Ils eussent peut-être moins redouté la révolution s'ils avaient calculé que ses dirigeants adopteraient une pareille politique. A vrai dire, même dans ce cas, ils auraient certainement fait une erreur de compte, mais dès lors en commun avec ces derniers. Craignant pourtant que la bourgeoisie ne consente pas à prendre le pouvoir, même aux conditions proposées, Soukhanov pose un ultimatum menaçant : "Les éléments déchaînés peuvent être maîtrisés par nous – sinon, par personne... Il n'y a qu'une issue : c'est que vous acceptiez nos clauses." En d'autres termes : "Acceptez un programme qui est aussi le vôtre. Mais nous vous promettons, en revanche, de refréner les masses qui nous ont donné le pouvoir." Pauvres dompteurs des éléments !

Milioukov était surpris. "Il ne songeait nullement – écrit Soukhanov – à cacher sa satisfaction et son agréable surprise". Mais lorsque les délégués du Soviet, pour donner à leurs paroles plus de poids, ajoutèrent que leurs conditions étaient "définitives", Milioukov se fit même sentimental et les encouragea par une phrase : "Oui, je vous ai bien entendu et j'ai beaucoup réfléchi ensuite, me disant combien notre mouvement ouvrier avait avancé depuis 1905..." C'est sur le même ton débonnaire que les crocodiles de la diplomatie du Hohenzollern s'entretenaient, à Brest-Litovsk, avec les délégués de la Rada ukrainienne, rendant hommage à leur maturité d'hommes d'État avant de les avaler. Si la démocratie soviétique n'a pas été avalée par

la bourgeoisie, ce n'est pas un mérite pour Soukhanov, ni la faute de Milioukov.

La bourgeoisie reçut le pouvoir derrière le dos du peuple. Elle ne disposait d'aucun soutien dans les classes laborieuses. Mais, avec le pouvoir, elle obtint de seconde main quelque chose comme un appui : les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, soulevés par la masse, remettaient d'eux-mêmes un mandat de confiance à la bourgeoisie. Si l'on considère cette opération sous le biais d'une démocratie formelle, on aura le tableau d'élections à deux degrés, dans lesquelles les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires prennent le rôle technique d'intermédiaires, c'est-à-dire d'électeurs cadets. Si l'on considère la question du point de vue politique, on doit dire que les conciliateurs trahirent la confiance des masses en appelant au pouvoir ceux contre lesquels eux-mêmes avaient été élus. Et enfin, d'un point de vue social plus profond, la question se pose ainsi : les partis petits-bourgeois qui, dans les conditions de la vie quotidienne, se montraient extraordinairement prétentieux et satisfaits d'eux-mêmes, ressentirent, dès que la révolution les eut portés au sommet du pouvoir, de l'anxiété devant leur propre insuffisance et se hâtèrent de passer le gouvernail aux représentants du capital. Dans cet acte de défaillance se manifestaient soudainement l'effroyable inconsistance du nouveau Tiers-État et son humiliante dépendance devant la haute bourgeoisie. Comprenant ou simplement pressentant que, d'ailleurs, ils ne seraient pas en état de garder longtemps le pouvoir, qu'ils devraient bientôt le céder, soit à la droite, soit à la gauche, les démocrates conclurent qu'il était préférable de le livrer le jour même à de solides libéraux, plutôt que le lendemain aux représentants extrémistes du prolétariat. Et ainsi élucidé, le rôle des conciliateurs, quel que soit son conditionnement social, ne laisse pas d'être une trahison à l'égard des masses.

Ayant accordé leur confiance aux socialistes, les ouvriers et les soldats se virent, d'une façon imprévue pour eux-mêmes, politiquement expropriés. Ils en étaient déconcertés, s'alarmèrent, mais ne trouvèrent pas aussitôt l'issue. Leurs propres élus les abasourdirent avec des arguments auxquels ils n'avaient aucune réponse prête, mais qui contredisaient tous leurs sentiments et leurs desseins. Les

tendances révolutionnaires des masses ne correspondaient déjà plus, au moment de l'insurrection de Février, aux tendances conciliatrices des partis petits-bourgeois. Le prolétaire et le paysan votaient pour le menchevik et le socialiste-révolutionnaire, non comme pour des conciliateurs, mais comme pour des ennemis du tsar, du propriétaire et du capitaliste. Mais en votant pour ces derniers, ils établirent une cloison entre eux-mêmes et leurs objectifs. Ils ne pouvaient déjà plus avancer sans heurter la cloison qu'ils avaient eux-mêmes élevée et sans la renverser. Tel fut le surprenant quiproquo dans les rapports de classes que révéla la Révolution de Février.

Au paradoxe fondamental s'en ajouta immédiatement un autre. Les libéraux consentaient à recueillir le pouvoir des mains des socialistes seulement à cette condition que la monarchie accepterait le pouvoir de leurs propres mains.

Tandis que Goutchkov, avec le monarchiste Chouguine, que le lecteur connaît déjà, se rendait à Pskov pour sauver la dynastie, le problème d'une monarchie constitutionnelle devint le point central des négociations entre les deux comités du palais de Tauride. Milioukov s'efforçait de démontrer aux démocrates, qui lui apportaient le pouvoir sur la paume de la main, que les Romanov ne pouvaient plus être un danger, que, naturellement, Nicolas devait être éliminé, mais que le tsarévitch Alexis, sous la régence de Michel, pourrait fort bien assurer la prospérité du pays : "L'un est un enfant malade, l'autre est un imbecile." Joignons donc à ceci la caractéristique donnée par un monarchiste libéral, Chidlovsky, au candidat-tsar : "Michel Alexandrovitch évitait de toute manière de se mêler à des affaires d'État, quelles qu'elles fussent, et se consacrait tout entier aux sports hippiques." Surprenante recommandation, surtout si l'on voulait la soutenir devant les masses. Lors de la fuite de Louis XVI à Varennes, Danton déclara hautement, au Club des Jacobins, qu'un homme qui avait l'esprit faible ne pouvait plus être un roi. Les libéraux russes croyaient au contraire qu'un monarque d'esprit faible ferait le plus bel ornement du régime constitutionnel. D'ailleurs, c'était un argument non forcément calculé sur la psychologie des nigauds de la gauche, et c'était encore

trop grossier pour eux. Il fut suggéré, dans les larges sphères de la bourgeoisie libérale, que Michel Alexandrovitch était un "anglomane", sans préciser si son anglomanie concernait les courses de chevaux ou le parlementarisme. L'essentiel était d'avoir un "symbole familier du pouvoir", à défaut duquel le peuple s'imaginerait que le pouvoir n'existaient plus. Les démocrates écoutaient, admiraient poliment et conseillaient-ils de... proclamer la République ? Non, seulement de ne pas anticiper sur cette question. L'article 3 des stipulations du Comité exécutif disait explicitement : "Le gouvernement provisoire ne doit en aucune façon entreprendre des démarches qui prédétermineraient la forme future du gouvernement." Milioukov posait la question de la monarchie en ultimatum. Les démocrates étaient au désespoir. Mais alors les masses vinrent à leur secours. Dans les meetings du palais de Tauride, absolument personne, ni ouvriers, ni soldats, ne voulait d'un tsar et il n'y eut pas moyen de le leur imposer. Néanmoins, Milioukov tenta de remonter le courant et, passant par-dessus les têtes des alliés de la gauche, de sauver le trône et la dynastie.

Dans son *Histoire de la Révolution*, il note, lui-même, avec circonspection que, vers le soir du 2 mars, l'agitation causée par son communiqué au sujet d'une régence de Michel "s'était considérablement accrue". Rodzianko dépeint en couleurs beaucoup plus vives l'effet que produisirent sur les masses les machinations monarchistes des libéraux. A peine revenu de Pskov, rapportant l'acte d'abdication de Nicolas en faveur de Michel, Goutchkov se rendit, sur la demande des cheminots, aux ateliers de la voie, décrivit ce qui s'était passé, lut en public le document et termina en criant : "Vive l'empereur Michel !" Le résultat fut tout à fait inattendu. L'orateur, d'après la relation de Rodzianko, fut immédiatement mis en arrestation par les ouvriers, même, dit-on, avec menaces de fusillade. "C'est à grand-peine que l'on parvint à le délivrer avec l'aide d'une compagnie qui était de garde dans un régiment du voisinage." Comme d'ordinaire, Rodzianko exagère sur certains points ; mais, dans l'essentiel, les faits sont exactement reproduits. Le pays avait si radicalement vomi la monarchie qu'elle n'aurait pu d'aucune manière rentrer

dans la gorge du peuple. Les masses révolutionnaires n'admettaient plus qu'il fût question d'un nouveau tsar ?

Placés devant de telles circonstances, les membres du Comité provisoire, l'un après l'autre, s'écartaient de Michel non définitivement, mais "en attendant l'Assemblée constituante" : on verrait bien. Seuls Milioukov et Goutchkov soutinrent la monarchie jusqu'au bout et continuèrent à poser cette condition préalable pour leur participation au cabinet ministériel. Que faire ? Les démocrates pensaient que, sans Milioukov, l'on ne saurait former un gouvernement bourgeois et que, sans un gouvernement bourgeois, l'on ne pourrait sauver la révolution. Les récriminations et palabres se prolongeaient interminablement. En sa séance du matin, le 3 mars, le Comité provisoire semble s'être rangé tout entier à cet avis qu'il "serait nécessaire d'engager le grand-duc à abdiquer..." Michel était donc déjà considéré comme le tsar ! Un cadet de gauche, Nekrassov, avait même un texte d'abdication tout prêt. Mais comme Milioukov refusait opiniâtrement de céder, l'on trouva enfin, après des débats passionnés, cette formule : "les deux partis soumettent au grand-duc leurs avis motivés et, sans pousser plus avant la discussion, s'en rapportent à sa décision."

Ainsi, l'homme "tout à fait imbécile" à qui son frère aîné, renversé par l'insurrection, avait essayé, contrairement même aux statuts dynastiques, de repasser le trône, se trouvait érigé en arbitre dans la question de la forme d'État qui conviendrait à un pays en révolution. Si invraisemblable que cela puisse sembler, ces débats sur le sort de l'État eurent vraiment lieu. Pour inciter le grand-duc à se désintéresser de ses écuries en considération du trône, Milioukov lui assurait qu'il y aurait possibilité entière de réunir, en dehors de Petrograd, des forces militaires qui défendraient ses droits. En d'autres termes, à peine Milioukov eut-il reçu le pouvoir des mains des socialistes qu'il produisit le plan d'un coup d'État monarchique. Lorsque furent terminés les discours pour et contre, lesquels n'avaient pas été peu nombreux, le grand-duc demanda un moment de réflexion. Il invita Rodzianko à passer dans une salle voisine et lui posa carrement cette question : les nouveaux dirigeants pouvaient-ils lui garantir non seule-

ment la couronne, mais aussi sa tête ? L'incomparable chambellan répondit qu'il ne pouvait promettre au monarque que de mourir avec lui, s'il le fallait.

Cela n'arrangeait nullement le prétendant. Quand, après avoir serré Rodzianko dans ses bras, Michel Romanov revint vers les députés qui attendaient, il expliqua, "assez fermement", qu'il renonçait à la haute mais redoutable fonction qui lui était offerte. Alors, Kérenski, qui personnifiait dans ces pourparlers la conscience de la démocratie, sursauta sur son siège en s'écriant : "Votre Altesse est un noble cœur ?" Sur quoi, il jura qu'il irait le proclamer en tous lieux. "L'emphase de Kérenski – remarque sèchement Milioukov – s'harmonisait mal avec la prosaïque décision adoptée." On ne peut qu'être d'accord là-dessus. Le texte de cet intermède ne se prêtait certainement pas à des discours emphatiques. La comparaison faite ci-dessus avec un vaudeville joué dans un coin d'une arène antique doit être complétée en ce sens que la scène se trouva coupée en deux par des écrans : d'un côté, les révolutionnaires suppliaient les libéraux de sauver la révolution ; de l'autre côté, les libéraux suppliaient la monarchie de sauver le libéralisme.

Les représentants du Comité exécutif furent franchement étonnés de voir qu'un homme aussi éclairé et perspicace que Milioukov se montrait récalcitrant, s'entêtait pour une monarchie quelconque, et même était prêt à se désister du pouvoir du moment qu'on ne lui faisait pas le cadeau supplémentaire d'un Romanov. Le monarchisme de Milioukov n'était pourtant ni d'un doctrinaire ni d'un romantique ; bien au contraire, il procédait d'un explicite calcul des propriétaires épouvantés. En leur cynisme consistait aussi leur irrémédiable débilité. L'historien Milioukov pouvait certainement alléguer qu'un des leaders de la bourgeoisie révolutionnaire française, Mirabeau, en son temps, avait également essayé de réconcilier la révolution avec le roi. Là aussi, la base était dans les appréhensions des propriétaires au sujet de la propriété : il était plus prudent de la mettre sous l'abri de la monarchie, de même que la monarchie se tenait sous le couvert de l'Église. Mais, en 1789, la tradition du pouvoir royal en France restait encore reconnue de tout le peuple, sans compter que toute l'Europe envi-

ronnante était monarchique. En s'attachant au roi, la bourgeoisie française se tenait sur un même terrain, avec le peuple, du moins dans ce sens qu'elle tirait des préjugés de ce dernier contre lui-même.

La situation était toute différente en Russie en 1917. Abstraction faite des catastrophes et des avaries subies par le régime monarchique en différents pays, la monarchie russe avait été irrémédiablement fêlée dès 1905. Après le 9 janvier, le pope Gapone<sup>58</sup> jetait l'anathème sur le tsar et sa "race de vipères". Le Soviet des députés ouvriers qui se constitua en 1905 se tenait ouvertement sur le terrain républicain. Les sentiments monarchistes de la classe paysanne, sur lesquels le tsarisme avait longtemps compté et qu'alléguait la bourgeoisie pour couvrir son propre monarchisme s'avérèrent tout simplement inexistant. La contre-révolution belliqueuse, qui, plus tard, se dressa – à dater de l'entreprise de Kornilov – quoiqu'hypocritement, mais d'autant plus démonstrativement, reniait le pouvoir tsariste : tant l'idée monarchiste avait perdu ses racines dans le peuple.

Cependant, cette même Révolution de 1905, qui avait porté un coup mortel à la monarchie, avait pour toujours sapé les incertaines tendances républicaines de la bourgeoisie "avancée". C'est en contradiction l'un avec l'autre que s'accomplirent ces deux processus complémentaires. Dès les premières heures de la Révolution de Février, la bourgeoisie, sentant qu'elle se noyait, se raccrochait à un brin de paille. Elle avait besoin de la monarchie, non point qu'elle eût cette foi en commun avec le peuple, mais au contraire, parce qu'elle ne pouvait plus opposer aux croyances populaires autre chose qu'un fantôme couronné. Les classes "cultivées" de la Russie se sont avancées sur le terrain de la révolution non pas en annonciatrices d'un État rationnel, mais comme les champions des institutions médiévales. N'ayant ni dans le peuple, ni en elles-mêmes, aucun point d'appui, elles cherchèrent au-dessus d'elles.

Archimède prétendait soulever la terre, pourvu qu'on lui donnât un point d'appui. Milioukov, par contre, cherchait un point d'appui pour empêcher qu'on bouleversât la propriété. Et là, il se sentait plus proche des plus décrétaires généraux du tsar, des hauts dignitaires de l'Église orthodoxe, que des démocrates apprivoisés qui ne se souciaient que de la bienveillance des libéraux. Impuissant à faire échouer la révolution, Milioukov prit fermement le parti de la duper. Il était prêt à encaisser bien des choses : les libertés civiques pour les soldats, les municipalités démocratiques, l'Assemblée constituante, mais seulement à cette condition qu'on lui laissât son point d'appui d'Archimède : en l'espèce, la monarchie. Il se proposait de faire graduellement, pas à pas, de la monarchie l'axe autour duquel se grouperaient le corps des officiers généraux, la bureaucratie rénovée, les princes de l'Église, les propriétaires, tous les mécontents de la révolution et, en commençant par un "symbole", de créer peu à peu un frein réel monarchique, au fur et à mesure que les masses se fatiguerait de la révolution. Il ne s'agissait que de gagner du temps !

Un autre leader du parti cadet, Nabokov, expliqua plus tard quel eut été l'avantage capital, si Michel avait accepté le trône : "La fatale question de la convocation d'une Assemblée constituante en temps de guerre eût été mise de côté." Ce sont là des mots que l'on doit retenir : la lutte engagée pour ajourner de délais en délais l'Assemblée constituante tint une grande place dans la période qui s'écoula entre février et octobre ; les cadets, dans cette lutte, tout en niant catégoriquement que leur idée fût de traîner en longueur la convocation des représentants du peuple, poursuivirent avec persévérance, avec opiniâtreté, une politique d'escamotage. Hélas ! En agissant ainsi ils n'avaient à s'appuyer que sur eux-mêmes : il ne leur fut pas donné de s'abriter en fin de compte derrière la monarchie. Après la désertion de Michel, Milioukov ne pouvait même plus se raccrocher à un brin de paille.

<sup>58</sup> "Gueorgui Gapone, meneur de la manifestation lors de la journée du Dimanche rouge, le 22 janvier 1905. Qualifié de traître et d'agent de l'Okhrana, il est pendu dans la proche campagne finlandaise." ([fr.wikipedia.org](https://fr.wikipedia.org))

Détachée du peuple, liée beaucoup plus étroitement avec le capital financier étranger qu'avec les masses laborieuses de son propre pays, hostile à la révolution, qui avait remporté la victoire, apparue tardivement sur la scène, la bourgeoisie russe ne pouvait, de son propre chef, trouver aucun motif en faveur de ses prétentions au pouvoir. Cependant, une base justifiante était indispensable, car la révolution soumet à un contrôle impitoyable non seulement les droits hérités, mais les nouvelles prétentions.

Denis éditions artisanales  
12 avenue de Lattre de Tassigny,  
La Forge 71360 Épinac  
[edition@denis-editions.com](mailto:edition@denis-editions.com)



## ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

*L'histoire de la révolution populaire de Février 1917, racontée par l'un des plus célèbres bolchéviques : Léon Trotsky. Absent lors des événements de Saint Petersbourg, il s'est inspiré des récits des protagonistes mêmes. Ce récit vous plonge dans ce tremblement de terre politique de la révolution russe... de Février 1917.*

*"Le 23 février, c'était la "Journée internationale des Femmes". On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette "Journée des femmes" pût inaugurer la révolution."*



**Partage gratuit - Libre De Droits**